

Etat de la politique énergétique dans les cantons



Sommaire³

Etat des lieux et résumé	5
Introduction	8
Partie 1: Rapport annuel 2010-2011	9
1. Stratégie des cantons en matière de politique énergétique	11
2. Législation	12
3. Exemplarité	18
4. Programmes cantonaux d'encouragement	19
5. Information, conseils, formations de base et continue	29
6. Collaboration avec les communes	30
7. Ressources et organisation de la politique énergétique cantonale	30
Partie 2: Tableaux	33

⁴ Impressum

Editeur

DETEC
Office fédéral de l'énergie
3003 Berne

Conception et réalisation

Imprimerie St-Paul, 1700 Fribourg
www.imprimerie-saint-paul.ch

Traduction d-f

ACTA Conseils,
1400 Yverdon-les-Bains
www.acta.ch

Photographies

energo
www.energo.ch

Impression numérique

Imprimerie St-Paul, 1700 Fribourg
www.imprimerie-saint-paul.ch

Commande

Office fédéral de l'énergie
Section Collectivités publiques et Bâtiments
3003 Berne
Tel. 031 322 56 53
Fax 031 323 25 00
bellinda.tria@bfe.admin.ch

Prix: Gratuit

Cette publication paraît aussi en allemand.

Mise à jour 2011

Etat: Printemps 2011

Berne, juillet 2011



En 2010, les thèmes prioritaires des agendas politiques ont tourné autour des questions énergétiques. Ont notamment été traités les thèmes principaux suivants: la régulation du marché de l'électricité (p. ex. les négociations avec l'Union européenne, l'élaboration de données de base pour la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité LApEl, la préparation des lois d'application cantonales), la mise en œuvre et le développement de la rétribution à prix coûtant du courant injecté pour soutenir les installations de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables (p. ex. la révision de la loi et de l'ordonnance sur l'énergie), la poursuite du programme SuisseEnergie en 2011, l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement (p. ex. l'octroi de permis de construire pour les lignes à haute tension et les conduites de gaz), la révision de la loi fédérale sur l'utilisation des forces hydrauliques (augmentation des redevances hydrauliques), la poursuite des débats sur les questions climatiques (Conférence de Cancun, révision de la loi sur le CO₂), la mise en œuvre du Programme Bâtiments – promu par la Confédération et les cantons –, ainsi que des programmes d'encouragement cantonaux, la reprise, dans les législations cantonales respectives, des dispositions du Modèle de prescriptions énergétiques (MoPEC 2008), l'instauration et le développement de formations de base et de perfectionnement dans le cadre du programme de stabilisation, la mise au point de la procédure d'autorisation générale pour de nouvelles centrales nucléaires, la mise au point du plan sectoriel «Dépôts en couches géologiques profondes», le lancement de procédures d'appels d'offres pour des mesures visant à économiser l'électricité, la poursuite du développement du Certificat énergétique des bâtiments promu par les cantons (www.cecb.ch, CECB plus), enfin l'extension du standard MINERGIE (consultation sur le nouveau standard MINERGIE-A).

Nombre de communes et de cantons axent leurs stratégies en matière de politique énergétique à plus ou moins long terme sur les objectifs définis pour réaliser la société à 2000 watts (p. ex. BE, LU, UR, ZG, FR, BL, AR, SG, GR, AG, TG, TI et GE) ou la société à une tonne de CO₂ (ZH, AR, GR et VD). Au vu de la stratégie adoptée par le Conseil fédéral et le DETEC, cette situation est plus que réjouissante. Pour que les instances concernées puissent réaliser conjointement ces objectifs, la Confédération doit créer les conditions requises à cet effet pour les appareils et les véhicules.

Les mesures concernant la consommation d'énergie dans les bâtiments sont, au premier chef, du ressort des cantons (art. 89, al. 4 de la Constitution fédérale). La Confé-

dération envisage son rôle notamment sous la forme d'un soutien aux cantons (création d'un cadre légal favorable, poursuite du programme SuisseEnergie, tâches de coordination, élaboration de documents de base dans les trois principales langues nationales, participation aux réseaux internationaux, recherche, mise au point de normes). La collaboration entre la Confédération et les cantons est optimale et intensive. Elle se caractérise par un réseau dense de comités et de groupes de travail qui interagissent les uns avec les autres. Compte tenu de ces facteurs, elle doit encore être renforcée.

Sur le plan de la législation, le MoPEC 2008 fournit un catalogue de prescriptions complètes s'appliquant surtout aux bâtiments. Ces prescriptions correspondent aux revendications politiques actuelles pour une amélioration de l'efficacité énergétique et une promotion accrue des énergies renouvelables. Constat réjouissant: tous les cantons ont en général mis en œuvre les éléments centraux du module de base, tels que les exigences en matière d'isolation thermique et le taux maximum d'énergies non renouvelables, permettant de respecter les nouvelles dispositions de l'art. 9 de la loi sur l'énergie (LEne). Si l'on compare la rapidité avec laquelle ces mesures ont été introduites avec les délais habituels nécessaires pour faire mûrir une nouvelle loi, on peut affirmer que les cantons ont vraiment manifesté clairement leur volonté de mener une politique énergétique inscrite dans la démarche globale du développement durable.

Certains d'entre eux manifestent une certaine réticence à mettre en œuvre la disposition du MoPEC 2008 envisageant d'interdire les chauffages électriques et les chauffe-eau uniquement électriques. Pour la Confédération, il est important que les cantons édictent aussi vite que possible les dispositions en vertu de l'art. 9 LEne. Or, seuls les trois quarts des cantons ont mis en œuvre les dispositions concernant la définition d'objectifs convenus avec des gros consommateurs, les chauffages électriques et le décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude (DIFC) pour les rénovations d'envergure; des efforts doivent donc encore être consentis dans ce domaine.

Réalisée tous les cinq ans, l'analyse actualisée de 2007, montrant les effets des prescriptions énergétiques cantonales dans le domaine des bâtiments, constate que leur incidence est significative: considérant uniquement les bâtiments construits ou rénovés en 2007, les réductions d'émissions de CO₂ sont de 290'000 tonnes par an environ. Si l'on tient compte de la durée de vie des installations concernées, cette réduction se monte à plus de

10 millions de tonnes. Si les dispositions contenues dans les lois cantonales sur l'énergie n'avaient pas été appliquées de 1980 jusqu'à fin 2007, la consommation d'énergie de tout le parc immobilier pour le chauffage et la production d'eau chaude serait aujourd'hui de 15 à 20 % plus élevée. Une estimation du potentiel montre que l'incidence de ces prescriptions pourrait, à l'avenir, être encore nettement plus significative si tous les cantons appliquaient dans son intégralité le MoPEC 2008.

Les législations cantonales d'application de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI) sont l'occasion, pour les cantons, d'adapter leur législation en matière d'énergie, ou du moins à en vérifier la teneur. A cet effet, ils peuvent se référer notamment au rapport élaboré par un groupe de travail intercantonal concernant les législations cantonales d'application de la LApEI. Une quinzaine de cantons (LU, UR, NW, GL, ZG, BS, BL, SH, AR, AI, GR, TI, VD, NE et GE) ont désigné les zones de desserte sur tout leur territoire (situation à la fin du mois de mars 2011). Dans la plupart des autres cantons, les travaux préparatoires à cet effet sont en cours.

Les cantons soutiennent l'exécution de la législation par différentes mesures complémentaires (p. ex. classeurs d'exécution, formulaires, notices, communications sur Internet, manifestations d'information à l'intention des autorités, des responsables de l'exécution, des concepteurs et des particuliers, conseils par téléphone ou sur place, prises de position sur les dérogations). A cet effet, la quasi-totalité d'entre eux dispose d'un ou de plusieurs services de conseil en matière d'énergie.

Ils collaborent entre eux dans des groupes de travail intercantonaux ou au sein de conférences régionales. Il importe de citer notamment les activités suivantes: l'accompagnement du Programme Bâtiments sur les plans stratégique et opérationnel, le développement du Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB), l'élaboration des aides à l'application relatives au MoPEC 2008, l'accompagnement actif des travaux de révision des normes SIA, l'accompagnement de l'analyse de l'efficacité des programmes cantonaux d'encouragement, l'organisation du séminaire sur le contrôle des résultats, l'organisation de manifestations sur différents thèmes en relation avec la mise en œuvre des mesures, la rénovation de certains bâtiments, le développement du standard MINERGIE, etc.

En collaboration avec l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) participe activement à l'élaboration de nouvelles offres de formation continue ainsi que de supports didactiques

dans le domaine énergétique. Leurs activités s'articulent autour de trois grands axes: assister les hautes écoles spécialisées pour élaborer et dispenser les cours des «Master of Advanced Studies» (MAS) dans le domaine de la construction durable «MAS Energie et développement durable dans le bâtiment» [MAS EDD BAT] en Suisse romande, «MAS in nachhaltigem Bauen» [MAS EN Bau] en Suisse alémanique, et «Diploma of Advanced Studies [DAS] Energy Management» au Tessin; réaliser une nouvelle série de revues spécialisées sous le titre général de «Construction et rénovation durables», enfin, soutenir le plan directeur MINERGIE, qui vise à actualiser et à compléter les supports de cours destinés à former les «partenaires spécialisés MINERGIE».

En ce qui concerne le rôle exemplaire des cantons, ceux-ci appliquent pour la plupart le standard MINERGIE ou d'autres exigences plus sévères pour leurs propres bâtiments. Plusieurs cantons ont pu diminuer leur consommation d'énergie, en optimisant les modes de construction utilisés et l'exploitation technique des bâtiments cantonaux (entre autres avec l'abonnement à *energo*). Par ailleurs, les cantons peuvent encore réduire leur consommation en édictant leurs propres directives d'achat pour véhicules ou appareils, et en achetant, par exemple, seulement des véhicules ou appareils de classe A.

Il est important qu'ils prennent des mesures adéquates non seulement dans le domaine des bâtiments, mais également dans celui de la mobilité ainsi que des appareils, et soutiennent ainsi davantage les activités de la Confédération. D'ailleurs, ils accordent toujours plus d'importance à la politique de gestion des transports en particulier (problématique de l'augmentation du volume de trafic ou des particules fines, etc.). La question d'une politique durable en la matière fait l'objet de débats très animés, et ce, tant au niveau fédéral que cantonal. Différentes mesures concrètes sont déjà appliquées dans certains cantons et devraient, dans la plus large mesure possible, également l'être dans les autres (p. ex. impôts cantonaux sur les véhicules à moteur selon le système de bonus-malus calculé sur la base de l'étiquette *Energie*, utilisation de biocarburants, gestion de la mobilité dans les entreprises, directives pour l'achat de véhicules à moteur, etc.).

Grâce aux rapports étroits qu'ils entretiennent avec les communes, les architectes et les concepteurs, les cantons jouent un rôle important de propagateurs pour la mise en œuvre des mesures librement consenties par les partenaires du programme *SuisseEnergie*. Ils soutiennent différents programmes ou organismes (notamment MINERGIE,

SuisseEnergie pour les communes, label Cité de l'énergie, energo, ou réseaux d'énergies renouvelables). Ce faisant, ils font connaître divers «produits» de SuisseEnergie et les implantent sur le marché. A la fin d'avril 2011, 255 communes, dont 247 suisses et 8 dans les pays limitrophes, sont déjà certifiées par le label Cité de l'énergie, attestant de leur engagement pour une politique communale exemplaire en matière de gestion de l'énergie.

La politique énergétique cantonale repose sur trois piliers: les deux premiers sont les mesures légales et les mesures volontaires, et le troisième, l'encouragement de l'utilisation efficace de l'énergie, des rejets thermiques ainsi que des énergies renouvelables. L'introduction de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC), les appels d'offres pour les mesures d'économies d'électricité et le financement du Programme Bâtiments par la Confédération et les cantons au moyen du produit de la taxe sur le CO₂ augmentent notablement les moyens disponibles à l'avenir pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables et l'exploitation des rejets thermiques. Ces changements constituent une étape importante sur les plans énergétique et climatique pour utiliser l'énergie de manière plus efficace et en rejetant moins de polluants dans l'atmosphère.

Le 4 janvier 2010, le Programme Bâtiments était lancé, grâce à l'engagement important de la Confédération et des cantons, qui s'en partagent la responsabilité de la mise en œuvre. Dans cette collaboration, la conduite opérationnelle est assurée par les cantons. D'une durée de dix ans, le programme permet, en Suisse, d'obtenir un soutien pour la rénovation des bâtiments visant à améliorer leur efficacité énergétique, le recours accru aux énergies renouvelables, et l'exploitation des rejets thermiques. Ainsi, la Confédération met à disposition 133 millions de francs par an pour la rénovation de l'enveloppe des bâtiments, un montant issu de l'affectation partielle de la taxe sur le CO₂. Certains cantons ont mis en place des programmes d'encouragement supplémentaires pour les énergies renouvelables, les rejets thermiques et les installations du bâtiment. Dans ce domaine, les sommes octroyées par les cantons atteignent 80 à 100 millions de francs par an. En outre, les cantons reçoivent pour leurs programmes une somme additionnelle d'environ 67 millions de francs. Celle-ci est issue du fonds constitué par l'affectation partielle de la taxe sur le CO₂ et versée au moyen des contributions globales conformément à la LEné. Pendant dix ans, ce sont ainsi de 280 à 300 millions de francs qui seront versés pour les

investissements en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

Depuis 2010, pour la première fois, les 26 cantons disposent tous de programmes de ce type, bénéficiant ainsi des contributions globales. L'exercice 2010 peut être qualifié d'excellent s'agissant de l'incidence des programmes d'encouragement cantonaux et du niveau atteint par les subventions accordées dans le cadre de ces programmes. Les montants versés à titre d'encouragement (CHF 147 millions, y c. la contribution globale de la Confédération; 2009: CHF 115 millions) ont eu les répercussions suivantes: Les effets énergétiques obtenus ont atteint quelque 11 800 GWh (sur toute la durée de vie des installations concernées). Des investissements supplémentaires de l'ordre de 564 millions de francs ont été consentis dans le domaine de l'énergie. De nouveaux postes ont été créés (quelque 2'460 personnes-années). Les émissions de CO₂ ont été réduites de 2,3 millions de tonnes par an (sur toute la durée de vie des installations concernées). Ce succès est dû, entre autres, à la longue expérience des services cantonaux de l'énergie et à l'optimisation permanente des programmes d'encouragement sur la base de l'analyse de l'efficacité, qui permet de comparer les différents programmes cantonaux entre eux.

Par rapport à l'année précédente, les effectifs des services cantonaux de l'énergie ont augmenté de 13,5 postes (2011: 141,11; 2010: 127,64; 2009: 106,77; 2008: 96,72). Cet accroissement est dû, entre autres, à l'importance grandissante de la politique énergétique dans les cantons (développement des programmes d'encouragement, activités dans les domaines de l'information et des formations de base et continue, approvisionnement en électricité, etc.), mais également à une modification statistique, à savoir l'intégration du personnel spécialisé dans l'énergie hydroélectrique. Dans la Principauté du Liechtenstein, la politique énergétique occupe 2,5 postes.

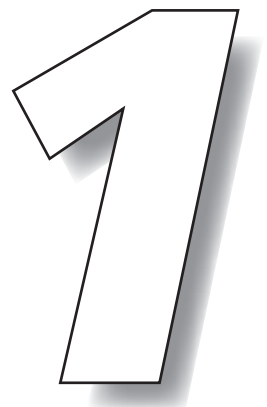
On peut constater, pour résumer, que les cantons ont à nouveau grandement renforcé leur politique de gestion de l'énergie, comme en témoignent les actions suivantes: intégration rapide du MoPEC 2008 dans les législations cantonales, lancement du Programme Bâtiments, exécution des programmes d'encouragement cantonaux, introduction du CECB, importants travaux d'information, augmentation des ressources financières et humaines dans le domaine de l'énergie. Ils s'investissent notablement pour promouvoir une politique énergétique axée sur le développement durable, rejoignant ainsi les efforts déployés dans ce domaine au niveau fédéral.

⁸ Introduction

L'état de la politique énergétique dans les cantons se fonde sur un sondage effectué en mars 2011 par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et par la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) auprès des cantons et de la Principauté du Liechtenstein. Le questionnaire porte sur l'exécution de la législation cantonale en matière d'énergie, les programmes d'encouragement, l'exemplarité (c.-à-d. le rôle exemplaire des cantons), ainsi que d'autres activités des cantons et de la Principauté du Liechtenstein (partie 1).

Quant à la partie 2, elle contient différents tableaux présentant des informations détaillées sur l'état de la politique énergétique dans les cantons et dans la Principauté du Liechtenstein.

Rapport annuel 2010-2011





1 STRATEGIE DES CANTONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

1.1 Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK)

Au début des années 80 déjà, les cantons ont décidé de mener une politique énergétique commune, en collaboration avec la Confédération. Depuis lors, la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) et la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) élaborent et coordonnent les activités communes des cantons menées dans le cadre de la politique énergétique (www.endk.ch). L'EnDK est l'interlocutrice de la Confédération au niveau cantonal en matière de politique énergétique.

En vertu de la Constitution, la politique énergétique dans le domaine des bâtiments relève essentiellement de la compétence des cantons (art. 89, al. 4 Cst.). Ceux-ci étaient cependant déjà actifs dans ce domaine avant l'adoption du nouvel article constitutionnel. Aujourd'hui, ils ont environ 30 ans d'expérience dans la mise en œuvre de cette politique et disposent ainsi de compétences spécifiques en la matière.

Les cantons sont conscients de la nécessité d'améliorer la collaboration entre eux et avec la Confédération, afin de renforcer l'impact de la politique énergétique.

Ainsi, ils ont adopté, le 26 janvier 2001, leur première stratégie relative à leurs activités communes pour mettre cette politique en œuvre dans le domaine des bâtiments. Ce faisant, ils tiennent également compte du programme de politique énergétique et climatique de SuisseEnergie (2001-2010).

Se fondant sur l'analyse stratégique de 2001, l'EnDK décidait, le 29 avril 2005, à l'occasion de son assemblée générale, de mener à bien la deuxième moitié du programme SuisseEnergie portant sur les années 2006 à 2011. Sa stratégie était formulée dans le tableau ci-dessous:

1.2 Stratégies à l'échelon cantonal Informations détaillées => Tableau 2

Nouveau constat: la population accepte plus facilement que les cantons mènent une politique énergétique active. Ces dernières années, la majorité des cantons ont élaboré des stratégies, des programmes, des principes directeurs ou des rapports relatifs à leur politique énergétique, formulant des objectifs concrets et comprenant des plans de mesures. Les objectifs fixés se basent sur ceux définis pour le concept de société à 2000 watts (BE, LU, UR, ZG, FR, BL, AR, SG, GR, AG, TG, TI et GE), pour la réduction des émissions de CO₂ (ZH, AR, GR et VD) ou encore pour le programme SuisseEnergie (SO, SG, TI et NE).

Stratégie pour la politique énergétique cantonale – Stratégie «Bâtiments» partielle pour la 2 ^e étape du programme SuisseEnergie (2006-2011)	
1.	Réduction des besoins en énergie grâce à la rénovation des bâtiments
2.	Sensibilisation à l'importance du comportement de l'utilisateur
3.	Couverture de la demande énergétique résiduelle en recourant aux rejets thermiques et aux énergies renouvelables
4.	Les mesures choisies en vue de mettre en œuvre la stratégie concernée doivent répondre aux critères suivants: grande efficacité énergétique, bon rapport coûts/utilité, simplicité de la mise en œuvre (capacité d'exécution), et aptitude à déployer des effets sur une grande échelle.
5.	Les mesures prises feront constamment l'objet d'une analyse visant à mesurer leurs effets.
6.	Les structures de l'EnDK et de l'EnFK doivent être constamment adaptées en fonction de l'évolution des besoins, afin de garantir une exécution efficace des tâches.
7.	Les membres de l'EnDK s'assurent que les collaborateurs de leurs services de l'énergie respectifs pourront participer activement aux groupes de travail de l'EnFK et, si nécessaire, exigent expressément leur participation.

2 LÉGISLATION

2.1 Généralités

Informations détaillées => Tableau 1

Sur le plan législatif, l'exercice 2010 a encore été marqué, pour quelques cantons, par la modification de leurs prescriptions énergétiques en fonction du nouveau Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC 2008), adopté par la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) le 4 avril 2008. En mars 2011, on peut faire le constat réjouissant que les éléments importants du module de base du MoPEC 2008 ont été mis en œuvre dans presque tous les cantons.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle mouture de l'art. 9 LEne, les cantons ont repris à leur compte de nombreuses tâches dans le domaine des bâtiments.

Art. 9 Bâtiments

- 1 Les cantons créent dans leur législation des conditions générales favorisant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie ainsi que le recours aux énergies renouvelables.
- 2 Les cantons édictent des dispositions sur l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie dans les bâtiments existants et à construire et soutiennent l'application de normes de consommation. Ils tiennent compte de l'état de la technique et évitent de créer des entraves techniques au commerce non justifiées.
- 3 Les cantons édictent notamment des dispositions concernant:
 - a. la part maximale d'énergies non renouvelables destinée au chauffage et à l'eau chaude;
 - b. l'installation de chauffages électriques fixes à résistance et le remplacement de telles installations;
 - c. la définition d'objectifs convenus avec des grands consommateurs;
 - d. le décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude pour les nouvelles constructions et les rénovations d'envergure.
- 4 Les cantons édictent des prescriptions uniformes sur l'indication de la consommation d'énergie des bâtiments (certificat énergétique des bâtiments). Ils peuvent décider que le certificat énergétique des bâtiments est obligatoire sur leur territoire et, le cas échéant, dans quelles circonstances.

2.2 Effet des prescriptions énergétiques cantonales

Grâce aux prescriptions énergétiques cantonales, les bâtiments nouvellement construits ou rénovés durant l'année 2007 permettent déjà de réduire les émissions de CO₂ de 290 000 tonnes par an. Si l'on tient compte de la durée de vie des installations concernées, cette réduction se monte à 10 millions de tonnes. Tel est le constat d'une étude portant sur les effets des lois cantonales sur l'énergie en 2007, effectuée sur mandat de l'OFEN ainsi que de l'EnDK, et actualisée tous les cinq ans. Les mesures prises suite aux prescriptions légales pour améliorer l'efficacité énergétique et utiliser davantage d'énergies renouvelables ont permis, en 2007, de dégager des investissements supplémentaires de l'ordre de 2,5 milliards de francs; l'impact net sur l'emploi qui en découle est estimé à 10 700 personnes-années.

Si les dispositions contenues dans les lois cantonales sur l'énergie n'avaient pas été appliquées de 1980 jusqu'à fin 2007, la consommation d'énergie de tout le parc immobilier pour le chauffage et la production d'eau chaude serait aujourd'hui de 15 à 20 % plus élevée. Une estimation du potentiel montre que l'incidence de ces prescriptions pourrait, à l'avenir, être encore nettement plus significative si tous les cantons appliquaient dans son intégralité le MoPEC 2008. Considérant le domaine des bâtiments uniquement, les nouvelles constructions ou les rénovations réalisées chaque année ont permis d'atteindre une efficacité énergétique de 3,1 pétajoules par an; on considère qu'elle passera à 4,3 pétajoules par an avec l'introduction du MoPEC 2008, dont l'impact sera donc considérable pour améliorer l'efficacité énergétique.

2.3 Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC)

Lors de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) du 4 avril 2008, les cantons ont adopté la version révisée du MoPEC (MoPEC 2008). Grâce à ce dernier, les cantons ont fait un pas concret supplémentaire en vue de réduire la consommation énergétique dans le domaine des bâtiments.

Depuis l'an 2000, les cantons consentent de nombreux efforts pour harmoniser leurs prescriptions sur les constructions en matière d'énergie. Le MoPEC 2008

permet de consolider cette harmonisation, car le catalogue des dispositions que les cantons doivent transposer dans leur législation (module de base) a été sensiblement élargi. Outre le module de base général, le MoPEC 2008 contient aussi sept modules particuliers. Ceux-ci étant facultatifs, les cantons peuvent choisir s'ils veulent les reprendre ou non, selon qu'ils sont adaptés ou non à leurs conditions particulières. Le MoPEC permet de concilier de manière opportune deux objectifs-clés de la politique énergétique, à savoir: d'une part, l'harmonisation optimale des prescriptions énergétiques et, d'autre part, la conception sur mesure

de la législation cantonale en matière d'énergie. Le MoPEC permet une combinaison élégante de ces deux objectifs.

Etat de la mise en œuvre du MoPEC 2008

Fin mars 2011, les cantons avaient repris en grande partie dans leur législation les dispositions du module de base. Le tableau 1 ci-dessous présente l'état de l'application de certaines mesures choisies, issues du MoPEC 2008. Celui-ci contient un catalogue complet de mesures, qui sont détaillées dans le tableau figurant dans l'annexe du présent rapport.

Tableau 1: Etat de la mise en œuvre du MoPEC 2008 dans les cantons

Réglementation tirée du MoPEC 2008	Introduits jusqu'à fin mars 2011 dans les cantons suivants:	% de la population
Isolation thermique selon module de base du MoPEC 2008 (art. 1.6) ou SIA 380/1 (édition 2009)	ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BS*, BL*, SH*, AR*, AI, SG, GR, AG, TG*, TI, VD, VS, NE, GE*, JU*	100
Utilisation des rejets thermiques dans les bâtiments (module de base, art. 1.16)	ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO*, BS, BL*, SH, AR*, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE, GE*, JU*	100
Part maximale d'énergies non renouvelables (module de base, art. 1.20 à 1.22)	ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, SH*, AR*, AI, SG, GR, AG, TG*, TI, VD*, VS, NE, GE*	93
Exigences à satisfaire par les gros consommateurs (module de base, art. 1.28 à 1.30)	ZH, UR, SZ, OW, NW, GL, SO, BS, AI, SG, GR, TG*, TI*, VD*, NE, GE*	60
Certificat énergétique cantonal des bâtiments (module de base, art. 1.31)	BE, UR, SZ, OW, NW, ZG*, FR, BS, AI, SG, AG, TI, NE*, GE*	50
DIFC dans les bâtiments existants (module 2)	UR, GL, SO, BS*, BL, TI, VD*, VS, GE*, JU*	34
Respect des valeurs limites selon SIA 380/4 «L'énergie électrique dans le bâtiment» (module 3)	BE, UR, OW, NW, GL, ZG, FR*, SO, BS, BL, SG, GR, AG, TG*, TI, VD*, VS, NE, GE*, JU*	74
Chauffage de plein air (module 4, art. 4.1)	ZH*, BE*, UR, NW, GL, ZG, FR, SO, BS*, BL*, AI, SG, GR, TI, VD, VS, NE, GE*, JU*	80
Exigences posées aux résidences secondaires (module 5)	UR, SG, GR, TI, VS, NE	20
Attestation d'exécution par des professionnels et des organismes privés (module 6)	ZH, BE, UR, SZ*, GL*, ZG, BL*, SH, AR, AI, SG, AG, TG, TI, VS*, NE, GE*	73
Planification énergétique cantonale (module 7, art. 7.1)	ZH, BE*, GL*, ZG, FR, SH*, SG*, TG*, VD*, NE*, GE*	62
Isolation thermique et utilisation du sol: Calcul de l'indice du volume bâti (IVB) selon module 8	ZH, LU, SZ*, OW*, GL, ZG, FR*, AI, SG*, AG, TG*, TI*, VD*, NE, GE*	68

* avec différences dans la teneur des prescriptions par rapport au MoPEC 2008

2.4 Planification énergétique

Informations détaillées => Tableau 3

La planification énergétique sert à créer des conditions propices à l'utilisation rationnelle des énergies non renouvelables ainsi qu'à l'exploitation d'énergies renouvelables et de rejets thermiques de proximité. Les cantons de ZH, BE*, GL*, ZG, FR, SH*, SG*, TG*, VD*, NE* et GE* (soit 62 % de la population) ont intégré dans leurs législations respectives des dispositions sur la planification énergétique cantonale et communale (MoPEC 2008, module 7, art. 7.1).

2.5 Bâtiments

Le 4 avril 2008, l'EnDK a adopté la version révisée du MoPEC (MoPEC 2008). Suite à cette décision, la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA) a modifié sa norme 380/1 «L'énergie thermique dans le bâtiment» en fonction des valeurs limites du MoPEC 2008.

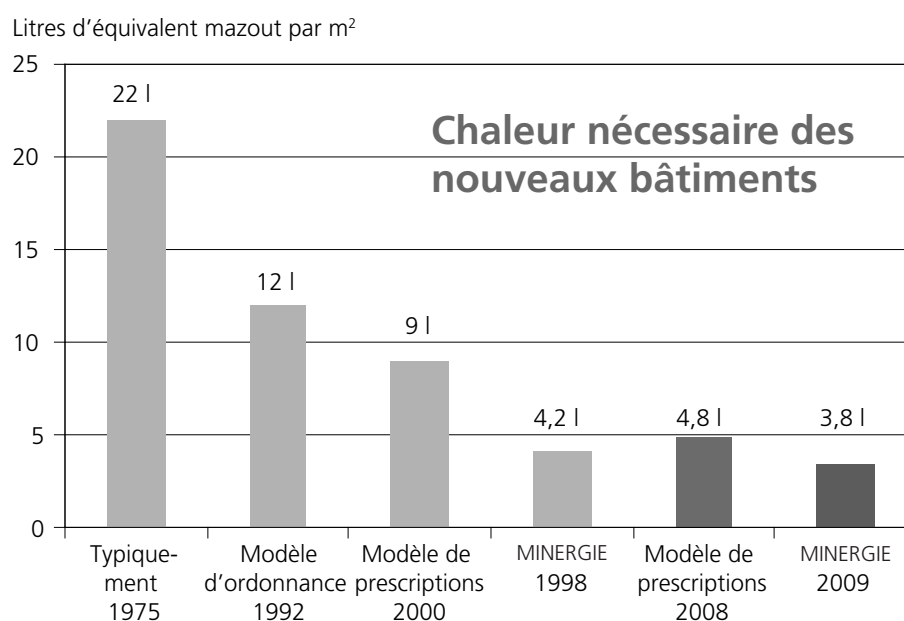
Ainsi, en vertu du module de base du MoPEC 2008 ou de la norme SIA 380/1 (édition 2009), un bâtiment nouvellement construit ne doit pas consommer plus de 4,8 litres d'équivalent mazout par m² et par an pour le chauffage. Par ailleurs, les performances requises de l'isolation thermique lors de la rénovation de l'enveloppe des bâtiments sont du même ordre de grandeur que celles qui s'appliquaient jusqu'ici aux bâtiments nouvellement construits. Les limites de consommation se rapprochent ainsi des exigences MINERGIE applicables jusqu'en 2007.

2.5.1 Isolation thermique des bâtiments

Informations détaillées => Tableau 6

En 2010, tous les cantons ont inscrit dans leur législation les performances requises de l'isolation thermique en vertu du module de base du MoPEC 2008 ou de la norme SIA 380/1 (édition 2009), alors qu'ils étaient au

Graphique 1: Demande en énergie thermique des bâtiments à construire en litres d'équivalent mazout par m² de surface habitable et par an



nombre de 17 en 2009. Dans la Principauté du Liechtenstein, les dispositions applicables correspondent plus ou moins à celles du MoPEC 2008.

Les cantons de ZH, LU, SZ*, OW*, GL, ZG, FR*, AI, SG*, AG, TG*, TI*, VD*, NE et GE* (soit 68 % de la population), ainsi que la Principauté du Liechtenstein, ont intégré dans leur législation des dispositions concernant le calcul de l'indice du volume bâti et de l'indice de surface de plancher, pour tenir compte des épaisseurs plus importantes d'isolants (cf. MoPEC 2008, module 8).

2.5.2 Performances requises des installations techniques

Informations détaillées => Tableau 7

En vertu du MoPEC 2008, les chaudières installées dans les bâtiments nouvellement construits, et qui sont alimentées par des combustibles fossiles, doivent pouvoir utiliser la chaleur de condensation lorsque leur température de sécurité est inférieure à 110°C. La même exigence s'applique aux installations de production de chaleur remplaçant une ancienne installation, dans la mesure des possibilités techniques et pour autant que l'investissement reste raisonnable. Les dispositions en la matière sont en vigueur dans les cantons suivants: ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO*, BS, BL, SH*, AI, SG, GR, AG, TG*, TI*, VD*, VS, NE, GE* et JU* (soit 99 % de la population).

En vertu de la LEne, depuis le 1^{er} janvier 2009, les cantons sont tenus d'édicter des prescriptions concernant le montage de nouveaux chauffages électriques fixes à résistance ou le remplacement d'anciennes installations de ce type (art. 9, al. 3 LEne). Les cantons de UR*, OW, NW, GL*, ZG, FR, BS*, BL*, AI, SG*, GR, AG*, TI, VD*, VS, NE*, GE* et JU* (soit 55 % de la population), ainsi que la Principauté du Liechtenstein ont introduit des prescriptions sur l'interdiction de ces installations ou sur la demande d'autorisation pour ces dernières; en effet, l'introduction des dispositions basées sur le MoPEC 2008 a été retardée, car elle nécessite la plupart du temps une modification de la loi.

Tous les cantons et la Principauté du Liechtenstein ont mis en œuvre des dispositions concernant l'utilisation des rejets thermiques dans les bâtiments, en particulier les rejets issus de la production de froid ainsi que de processus artisanaux ou industriels.

Le module 3 du MoPEC prescrit que, pour les constructions de nouveaux bâtiments, les transformations et les changements d'affectation impliquant une surface de référence énergétique (SRE) dépassant 1000 m², le respect des valeurs limites de la demande en électricité annuelle selon la norme SIA 380/4 «L'énergie électrique dans le bâtiment» (édition 2006) doit être prouvé par un justificatif. Une disposition de ce type est déjà appliquée dans les cantons de BE, UR, OW, NW, GL, ZG, FR*, SO, BS, BL, SG, GR, AG, TG*, TI, VD*, VS, NE, GE* et JU* (soit 74 % de la population), ainsi que dans la Principauté du Liechtenstein.

2.5.3 Part maximale d'énergies non renouvelables Informations détaillées => Tableaux 7 et 8

Le MoPEC 2008 prescrit que les bâtiments à construire et les extensions (surélévations, annexes, etc.) doivent être construits et équipés de sorte que les énergies non renouvelables ne couvrent pas plus de 80 % des besoins de chaleur admissibles pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire. Depuis le 1^{er} janvier 2009, la législation fédérale exige aussi une telle disposition (art. 9, al. 3 LEne).

Les cantons de ZH, BE, LU, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, SH*, AR*, AI, SG, GR, AG, TG*, TI, VD*, VS, NE et GE* (soit 93 % de la population) ont mis en vigueur des prescriptions en ce sens. Certains cantons appliquent des prescriptions selon lesquelles la demande admissible en chaleur pour l'eau chaude sanitaire doit être en partie couverte par des énergies renouvelables (p. ex. BS, BL > 50 %, VD > 30 %).

2.5.4 Certificat énergétique cantonal des bâtiments CECB

Informations détaillées => Tableau 8

Le CECB fait partie intégrante du module de base du MoPEC 2008. Depuis le 1^{er} janvier 2011, la législation fédérale exige aussi une telle disposition (art. 9, al. 4 LEne). Ainsi, à moyen terme, tous les cantons auront instauré un CECB de manière uniforme sur leur territoire. Dans la plupart des cantons, l'introduction du CECB a été différée, car elle exigeait de modifier la loi. Des bases légales pour le CECB existent déjà dans les cantons suivants: BE, UR, SZ, OW, NW, ZG*, FR, BS, AI, SG, AG, TI, NE* et GE* (soit 50 % de la population), ainsi que dans la Principauté du Liechtenstein*.

2.5.5 Décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude DIFC

Informations détaillées => Tableau 9

La LEné exige d'effectuer un DIFC dans les bâtiments nouvellement construits ou faisant l'objet d'importantes rénovations (art. 9, al. 3, LEné). Dans tous les cantons, le DIFC est devenu la règle pour les bâtiments nouvellement construits. Il est requis pour les rénovations d'envergure par la loi fédérale sur l'énergie depuis le 1^{er} janvier 2009. Cette disposition a été intégrée dans le module de base du MoPEC 2008. A moyen terme, elle sera vraisemblablement reprise par l'ensemble des cantons dans le cadre des futures révisions du droit sur l'énergie. Les cantons qui l'ont déjà mise en vigueur sont les suivants: BE, UR, SZ, OW, NW, GL, ZG*, SO, BS, BL*, AI, SG*, GR*, AG, TI, VD*, VS*, NE, GE* et JU* (soit 70 % de la population). Dans la plupart des cantons, l'introduction de cette disposition exige de modifier la loi. La Principauté du Liechtenstein a aussi introduit une telle disposition.

Le DIFC est encore plus important pour les bâtiments existants (qui recèlent un potentiel d'économie majeur), que pour les nouveaux bâtiments. Dans neuf cantons sont appliqués des règlements portant sur le DIFC dans les bâtiments existants selon le module 2 du MoPEC 2008 (UR, GL, SO, BS*, BL, TI, VD*, VS, GE* et JU*; soit 34 % de la population). Cependant différentes dérogations, parfois très étendues, sont accordées (p. ex. pour une faible consommation d'énergie thermique, le respect du standard MINERGIE, la rénovation complète du système de chauffage, ou pour les cas où le projet n'est pas faisable techniquement ou requiert des moyens financiers disproportionnés). Le nombre de cantons ayant introduit dans leur législation le DIFC pour les bâtiments existants n'augmente que très lentement.

2.5.6 Exécution de la législation dans le domaine des bâtiments

Informations détaillées => Tableaux 4 et 5

Les cantons s'efforcent d'améliorer l'exécution de leurs prescriptions en matière de politique énergétique en prenant diverses mesures (p. ex. classeurs d'exécution, formulaires, notices, communications sur Internet, programme d'optimisation SIA 380/1, journées d'information pour les autorités, les responsables de l'exécution et les concepteurs, conseils par téléphone ou sur place,

prises de position sur les dérogations, nombreux sondages effectués sur place). L'exécution dans le domaine des bâtiments relève des communes dans seize cantons (soit 63,6 % de la population), et des cantons dans cinq autres cas (BS, BL, AI, GE, et JU; soit 12,8 % de la population); elle est de type mixte dans cinq cantons (BE, FR, SH, TI et NE; soit 23,6 % de la population). Au Liechtenstein, l'exécution incombe à la principauté. Pour simplifier l'application de la législation, des formulaires et des directives d'exécution, harmonisés au niveau national, ont été établis dans le cadre du MoPEC 2008. Actuellement, 17 cantons (ZH, BE, UR, SZ*, GL*, ZG, BL*, SH, AR, AI, SG, AG, TG, TI, VS*, NE et GE*; soit 73 % de la population), ainsi que la Principauté du Liechtenstein, ont mis en place les conditions légales nécessaires pour introduire une attestation d'exécution par des professionnels ou des organismes privés. Cette attestation permet au maître d'ouvrage de prouver à l'autorité compétente que la construction a été exécutée conformément au permis de construire.

2.6 Approvisionnement en énergie

2.6.1 Approvisionnement en électricité

Informations détaillées => Tableaux 10, 11 et 12

La loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'approvisionnement en électricité (LApEl) délègue certaines tâches aux cantons. Ainsi, en vertu de cette loi, les cantons sont chargés notamment de désigner les zones de desserte, d'édicter des dispositions sur l'obligation de raccorder en dehors des zones de desserte ou des zones à bâtir, ainsi que de prendre des mesures visant à réduire les différences disproportionnées entre les tarifs d'utilisation du réseau pratiqués sur leur territoire.

Le 30 mai 2008, le comité de l'EnDK a approuvé le rapport sur les législations cantonales d'application de la LApEl. Visant à harmoniser ces législations, le rapport se veut être un instrument pour aider les cantons à les élaborer.

Une quinzaine de cantons (LU, UR, NW, GL, ZG, BS, BL, SH, AR, AI, GR, TI, VD, NE et GE, soit 39 % de la population), ainsi que la Principauté du Liechtenstein ont désigné les zones de desserte sur tout leur territoire. Dans la plupart des autres cantons, les travaux préparatoires à cet effet sont en cours.

Les cantons de BS, SH et GE, ainsi que la Principauté du Liechtenstein, ont mis en place des conventions de

prestations avec les exploitants de réseaux. Dans les cantons de ZH, LU, UR, FR, VD, VS, NE et JU, des travaux préparatoires sont en cours.

2.6.2 Exploitation de l'énergie hydroélectrique

Informations détaillées => Tableau 13

Presque tous les cantons disposent des bases légales nécessaires pour exploiter l'énergie hydroélectrique. Plusieurs cantons appliquent certaines mesures pour promouvoir ce type d'énergie. Par exemple, le canton de BE a élaboré une stratégie de l'eau, comportant une partie consacrée à son utilisation; le canton de LU, un rapport de planification concernant l'exploitation de l'énergie hydraulique; le canton d'UR, une stratégie du propriétaire pour cette énergie; les cantons de BL, VD et NE, une étude de potentiel. Le canton de BE a développé une grille pour mesurer la durabilité de l'énergie hydroélectrique. D'autres cantons (notamment GR et VS) ont également élaboré des outils pour évaluer la performance écologique dans ce domaine. Par ailleurs, la plupart des cantons travaillent en étroite collaboration avec les fournisseurs d'électricité.

2.7 Grands consommateurs

Informations détaillées => Tableau 10

En vertu de la LEne, depuis le 1^{er} janvier 2009, les cantons sont tenus d'édicter des prescriptions concernant la définition d'objectifs convenus avec des grands consommateurs (art. 9, al. 3 LEne). Cette disposition a été intégrée dans le module de base du MoPEC 2008. A moyen terme, elle sera vraisemblablement reprise par l'ensemble des cantons dans le cadre des futures révisions du droit en matière d'énergie. Les cantons qui ont posé des exigences aux gros consommateurs sont les suivants: ZH, UR, SZ, OW, NW, GL, SO, BS, AI, SG, GR, TG*, TI*, VD*, NE et GE* (soit 60 % de la population). Dans la plupart des cantons, la disposition susmentionnée a été introduite au niveau de la loi.

Le «Modèle pour gros consommateurs» permet à ces derniers (individuellement ou en tant que groupe) d'être

exemptés de certaines prescriptions en matière d'énergie, s'ils s'engagent à atteindre les objectifs de consommation fixés. La convention sur les objectifs de consommation ne doit toutefois pas déboucher sur un abaissement généralisé du niveau des exigences au plan énergétique. Le «Modèle pour gros consommateurs» a notamment gagné en importance, grâce à la mise en vigueur de la loi sur le CO₂ au niveau fédéral. En effet, celle-ci ouvre la possibilité de fixer des objectifs avec les milieux économiques ou de leur faire prendre des engagements envers la Confédération concernant leurs émissions de CO₂. En mettant en place une procédure coordonnée, la Confédération et les cantons veulent justement inciter les entreprises à conclure les conventions ou à prendre les engagements susmentionnés.

2.8 Mobilité

Informations détaillées => Tableau 18

La plupart des cantons ont mis en place des bases légales ou un programme pour soutenir les transports publics. Tous les cantons disposent de communautés de transport pour promouvoir les transports publics et les transports non motorisés. Plusieurs d'entre eux participent à l'application de mesures visant à encourager une gestion adéquate de la mobilité (p. ex. LU, ZG, SO, BS, AG et la Principauté du Liechtenstein), action également soutenue par SuisseEnergie pour les communes. Les cantons de UR, OW, NW (partiellement), GL, TI et GE (partiellement) différencient l'impôt sur les véhicules à moteur en fonction de leur consommation de carburant. A cet effet, la plupart d'entre eux se fondent sur l'étiquetteEnergie. Les cantons de LU, FR et JU, quant à eux, accordent un avantage (bonus) pour les voitures électriques, hybrides ou fonctionnant au gaz naturel. Le canton de SG exempte de l'impôt précité les véhicules de la classe énergétique A (diesel avec filtre à particules) et qui émettent moins de 130 g de CO₂ par km, pendant une période allant de trois ans (au minimum) à quatre ans (au maximum). En outre, le canton du VS octroie une prime pour les véhicules de classe A.

3 EXEMPLARITÉ

Informations détaillées => Tableaux 19, 20, 21 et 22

Dans la plupart des cantons, le service ou office des bâtiments dispose, sur le sujet de l'exemplarité, de lignes directrices (ZH, BE, LU, SZ, ZG, SO, BL, SG et VD), de prescriptions légales (p. ex. FR, BS) ou encore d'une décision du Conseil d'Etat (p. ex. ZG, SG, TG).

Presque tous les cantons, ainsi que la Principauté du Liechtenstein posent des exigences plus sévères pour leurs propres bâtiments, qui sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2: Exigences posées aux bâtiments cantonaux

Exigences posées aux nouveaux bâtiments cantonaux	
MINERGIE-P-ECO	BE, AG
MINERGIE-P	LU, UR, GL, BS, BL, GR, TG
MINERGIE-ECO	ZG, VD
MINERGIE	ZH, SZ, OW, FR, SO, SH, AR, AI, SG, TI, VS, NE, GE, JU, FL
Autres prescriptions plus sévères	NW (standard MINERGIE si possible)
Exigences posées aux bâtiments cantonaux à rénover	
MINERGIE-P-ECO	–
MINERGIE-P	–
MINERGIE-ECO	BE, AG
MINERGIE	ZH, LU, UR, SZ, GL, ZG, FR, SO, BL, AR, GR, TG, TI, VS, JU, FL
Autres prescriptions plus sévères	OW, BS, SH, VD, NE, GE

4 PROGRAMMES CANTONAUX D'ENCOURAGEMENT

4.1 Informations générales

Informations détaillées => Tableaux 14, 15 et 16

www.leprogrammebatiments.ch

www.bfe.admin.ch/mesurespromotionnelles

L'introduction de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC), les appels d'offres pour les mesures d'économies d'électricité et le financement du Programme Bâtiments par la Confédération et les cantons au moyen du produit de la taxe sur le CO₂ augmentent notablement les moyens disponibles à l'avenir pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables et l'exploitation des rejets thermiques. Ces changements constituent une étape importante sur les plans énergétique et climatique pour utiliser l'énergie de manière plus efficace et en rejetant moins de polluants dans l'atmosphère.

En vertu de la loi fédérale sur l'énergie (LEne) et de la loi sur le CO₂ (en vigueur depuis 2010), les cantons sont responsables en particulier de promouvoir les mesures d'optimisation de l'efficacité énergétique des bâtiments. Ces mesures comprennent le soutien à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à l'amélioration des installations du bâtiment (notamment, amélioration de l'enveloppe, standard MINERGIE, aération douce dans les bâtiments d'habitation), la promotion des énergies renouvelables (notamment, le bois, l'énergie solaire, les pompes à chaleur) ainsi que la valorisation des rejets thermiques (notamment, l'alimentation de réseaux de chaleur à partir de rejets de chaleur industrielle).

4.2 Cofinancement des programmes d'encouragement cantonaux par la Confédération

Depuis l'an 2000, conformément à l'art. 15 de la loi sur l'énergie (LEne), la Confédération accorde des contributions globales aux cantons qui possèdent leurs propres programmes pour promouvoir l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables ou l'exploitation des rejets thermiques. Pour avoir droit aux contributions globales, les cantons doivent consacrer à leurs programmes d'encouragement une somme au moins égale à celle que leur verse la Confédération. Les contributions globales sont attribuées en fonction de deux critères: le budget cantonal et l'effica-

cité du programme d'encouragement (base du calcul du facteur d'efficacité: deuxième année précédant l'exercice sous revue). Les contributions globales allouées par la Confédération présentent un notable effet multiplicateur, car elles permettent aux cantons d'élaborer les programmes d'encouragement qui leur conviennent le mieux et d'attribuer les moyens financiers aux domaines qui leur paraissent les plus adéquats. Alors que, en l'an 2000, seize cantons géraient des programmes d'encouragement, totalisant 21,1 millions de francs, en 2010, ce sont les 26 cantons qui le font, pour un montant global de 98 millions de francs. Notable, cette évolution montre que la politique des cantons en matière d'énergie et de climat revêt une grande importance.

Le 12 juin 2009, les Chambres fédérales ont adopté la révision de la loi sur le CO₂, qui a une influence significative sur le financement des programmes d'encouragement cantonaux par la Confédération. Pendant 10 ans (jusqu'en 2019), un tiers du produit de la taxe sur le CO₂, mais au plus 200 millions de francs par an, sera affecté au financement des mesures de réduction des émissions de CO₂ dans les bâtiments. A cet effet, la Confédération accorde aux cantons, en vertu de l'art. 10 de la loi sur le CO₂, des aides financières globales destinées à:

- a. assainir les bâtiments d'habitation et de services pour améliorer leur efficacité énergétique;
- b. encourager les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations techniques jusqu'à concurrence d'un tiers de la part affectée du produit de la taxe.

Art. 10 Utilisation du produit de la taxe (extraits de l'art. 10 de la loi sur le CO₂)

1 Par produit de la taxe, on entend la somme des recettes tirées de la taxe sur le CO₂, y compris les intérêts, après déduction de tous les frais d'exécution.

1^{bis} Un tiers du produit de la taxe, mais au plus 200 millions de francs de francs par an, est affecté au financement des mesures de réduction des émissions de CO₂ dans le bâtiment. A cet effet, la Confédération accorde aux cantons des aides financières globales destinées à:

- a. assainir les bâtiments d'habitation et de services sur le plan énergétique;
- b. encourager les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations

techniques jusqu'à concurrence d'un tiers de la part affectée du produit de la taxe.

1^{er} Le montant des aides financières mentionnées à l'al. 1bis est déterminé selon l'efficacité des mesures.

1^{quater} Le versement des aides financières aux cantons est limité à dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification du 12 juin 2009 de la présente loi. Cinq ans après l'entrée en vigueur, le Conseil fédéral fait rapport au Parlement sur l'efficacité des aides financières.

2 ...

C'est ainsi que, depuis 2010, le financement des contributions globales versées aux cantons en vertu de l'art. 15 LENE n'est plus imputé au budget ordinaire mais est tiré de l'affectation partielle de la taxe sur le CO₂ (en vertu de l'art. 10, al. 1 à 1^{bis}, let. b: encourager les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations techniques). Donc, si un canton a élaboré les bases légales nécessaires et qu'il dispose d'un programme d'encouragement propre, il bénéficie des contributions globales, ce qui est le cas pour l'ensemble des cantons en 2010. En particulier, les contributions globales allouées à un canton ne doivent pas dépasser le montant des crédits approuvés pour mettre en œuvre son programme d'encouragement. Les montants de ces contributions sont déterminés en fonction du crédit cantonal mis à disposition ainsi que de l'efficacité du programme concerné.

Pour éviter un subventionnement à double en vertu de la loi sur l'énergie et de la loi sur le CO₂, l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) ne verse plus, depuis 2010, de contributions en fonction de l'art. 13 de la loi sur l'énergie; il se contente d'en verser pour répondre à l'art. 10, al. 1^{bis}, let. b de la loi sur le CO₂.

Les aides financières issues de l'affectation partielle de la taxe sur le CO₂ sont octroyées uniquement pour des mesures directes. Pour cette raison, les mesures indirectes (information, conseil, formation de base et de perfectionnement) sont soutenues par l'OFEN sur la base de son budget ordinaire. En 2010, l'office met ainsi à disposition un montant de 1,352 million de francs. Le 1^{er} janvier 2011, le nouvel article 14a de la loi fédérale sur l'énergie est entré en vigueur; il stipule que la Confédération peut aussi verser aux cantons des

contributions globales pour des programmes d'information, de conseil, de formation et de perfectionnement. Pourtant, aucun budget n'a encore été réservé pour de telles activités en 2011.

Si l'on tient compte des nouvelles possibilités de financement par la Confédération, on obtient un budget global, pour les dix prochaines années, de 280 à 300 millions de francs par an pour soutenir les investissements visant à optimiser l'efficacité énergétique et à accroître le recours aux énergies renouvelables; ces montants comprennent les contributions des cantons, oscillant entre 80 et 100 millions de francs par an.

4.3 Le Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons

Une convention-programme entre la Confédération et les cantons définit de manière plus précise comment appliquer l'art. 10, al. 1 et 1^{bis} jusqu'à let. a dans le cadre de l'assainissement des bâtiments d'habitation et de services sur le plan énergétique. Le Programme Bâtiments a été développé par les cantons (représentés par l'EnDK), en collaboration avec les offices fédéraux de l'énergie (OFEN) et de l'environnement (OFEV). Ces instances ont opté pour un modèle simple et convivial, permettant d'aplanir les différences régionales et de garantir l'accès aux fonds issus du prélèvement de la taxe sur le CO₂. Le programme a pour but de promouvoir les mesures visant à rénover l'enveloppe des bâtiments de manière à réduire les émissions de CO₂ (remplacement des fenêtres, isolation du toit, des murs, du sol et du plafond, etc.). Fixés d'après le ModEnHa 2009, les taux déterminant les montants d'encouragement versés sont les mêmes pour toute la Suisse.

Le programme a débuté en 2010. Au cours de la première année, 29'307 demandes ont été enregistrées, portant sur une somme de contribution de 244 millions de francs. Fin 2010, 26'085 demandes avaient reçu une réponse positive, pour un total de 204 millions de francs. Sur les 133 millions de francs disponibles annuellement, seuls un peu moins de 20 millions avaient été versés à la fin de 2010. Les demandes ayant reçu une réponse positive en 2010 représentent l'assainissement d'environ 5 millions de m² de surfaces de bâtiments rendues plus efficaces sur le plan énergétique (dont presque 820'000 m² de fenêtres, plus de 1,80 million de m² de toits et presque 1,45 million de m² de murs extérieurs).

4.4 Programmes cantonaux d'encouragement

4.4.1 *Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa)*

En 2002 et 2003, la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) a élaboré un Modèle d'encouragement harmonisé (ModEnHa 2003). Ce dernier a été adopté par l'EnDK lors de l'Assemblée générale du 29 août 2003. Le ModEnHa a été remplacé le 1^{er} janvier 2010 par une version révisée (ModEnHa 2009). Ce dernier prend en compte les changements intervenus depuis la publication de la dernière version (ModEnHa 2007) – par exemple, l'entrée en vigueur du Modèle de prescriptions énergétiques (MoPEC 2008) et les modifications apportées aux normes connexes ainsi qu'aux paramètres de coûts. Il a été conçu de manière à pouvoir servir de base pour le Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons. Il est ainsi coordonné de façon optimale avec les programmes d'encouragement cantonaux, pour lesquels il constitue la pierre angulaire.

Le ModEnHa constitue un canevas qui donne aux cantons les éléments essentiels pour élaborer leurs propres modèles d'encouragement. Il vise également à harmoniser les critères d'encouragement et les formulaires. Chaque canton a toute liberté pour choisir les objets à subventionner. En remaniant leurs programmes, les cantons prennent en compte les recommandations du ModEnHa et adaptent leur structure en conséquence. Les cantons qui l'ont mis en œuvre sans changement dans la teneur des dispositions sont les suivants: ZH, OW, NW, ZG, SO, BS, SG, NE, tandis que ceux qui y ont apporté certaines modifications sont les suivants: BE, LU, UR, SZ, GL, FR, BL, SH, AR, AI, GR, AG, TG, TI, VD, VS, GE, JU.

4.4.2 *Modèle pour déterminer l'efficacité des programmes*

Le modèle de détermination de l'efficacité des programmes d'encouragement cantonaux a été élaboré par la Confédération et les cantons, qui décident ensemble d'y apporter des adaptations suite à des discussions communes.

Depuis 2004, la contribution globale spécifique accordée à un canton donné est calculée en fonction du

montant total disponible pour les contributions globales, de ses propres dépenses (selon les montants figurant dans les requêtes) et enfin, du facteur d'efficacité propre à ce canton (base de calcul: deuxième année précédant l'exercice sous revue).

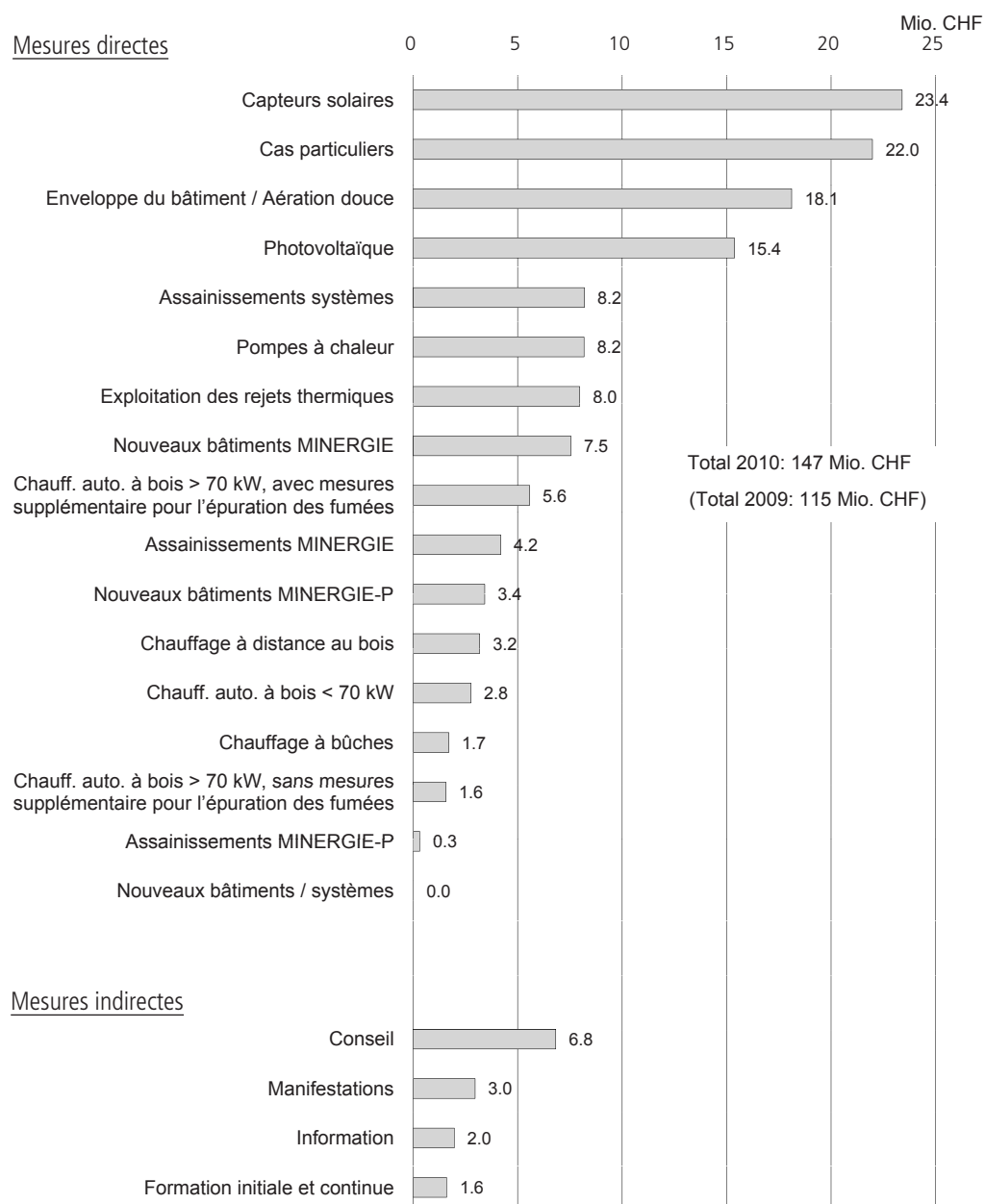
Les changements intervenus dans la législation régissant le financement des contributions globales (affectation partielle de la taxe sur le CO₂, cf. ch. 4.2) ont une incidence sur le modèle utilisé pour mesurer l'efficacité des programmes d'encouragement. Ainsi, dès 2010 sera également déterminée leur efficacité en matière de réduction des émissions de CO₂. A cet effet, un facteur d'efficacité sera calculé, portant spécifiquement sur cet aspect. Ce facteur correspond aux effets énergétiques par franc investi, obtenus (sur la durée de vie totale des installations concernées) en promouvant des mesures directes, lesquelles sont mises en rapport avec les dépenses cantonales. Celles-ci comprennent uniquement les dépenses consenties par les cantons en faveur de mesures directes (y c. les contributions globales de la Confédération). Il s'agit d'utiliser tous les montants à disposition dans le cadre des programmes d'encouragement pour promouvoir les mesures directes. Le facteur d'efficacité pour la réduction des émissions de CO₂ calculé en 2010 servira à dimensionner les contributions globales de 2012. En 2011, la Confédération se réfère encore aux facteurs d'efficacité sur le plan énergétique (calculés en 2009).

4.4.3 *Rapport annuel 2010*

Résumé tiré du rapport «Contributions globales aux cantons selon l'art. 15 LEne: Analyse de l'efficacité des programmes cantonaux d'encouragement – Résultats de l'enquête 2010»; ce document peut être téléchargé sur Internet, à l'adresse www.bfe.admin.ch.

L'exercice 2010 a permis d'augmenter les versements de contributions de plus de 25 % (soit au total CHF 147 millions) par rapport à 2009 (CHF 115 millions). Comme en 2009, cette augmentation est liée à l'élévation des budgets de nombreux cantons, et aux répercussions secondaires du programme de stabilisation de la Confédération (les promesses faites en 2009 ont été effectivement versées en 2010).

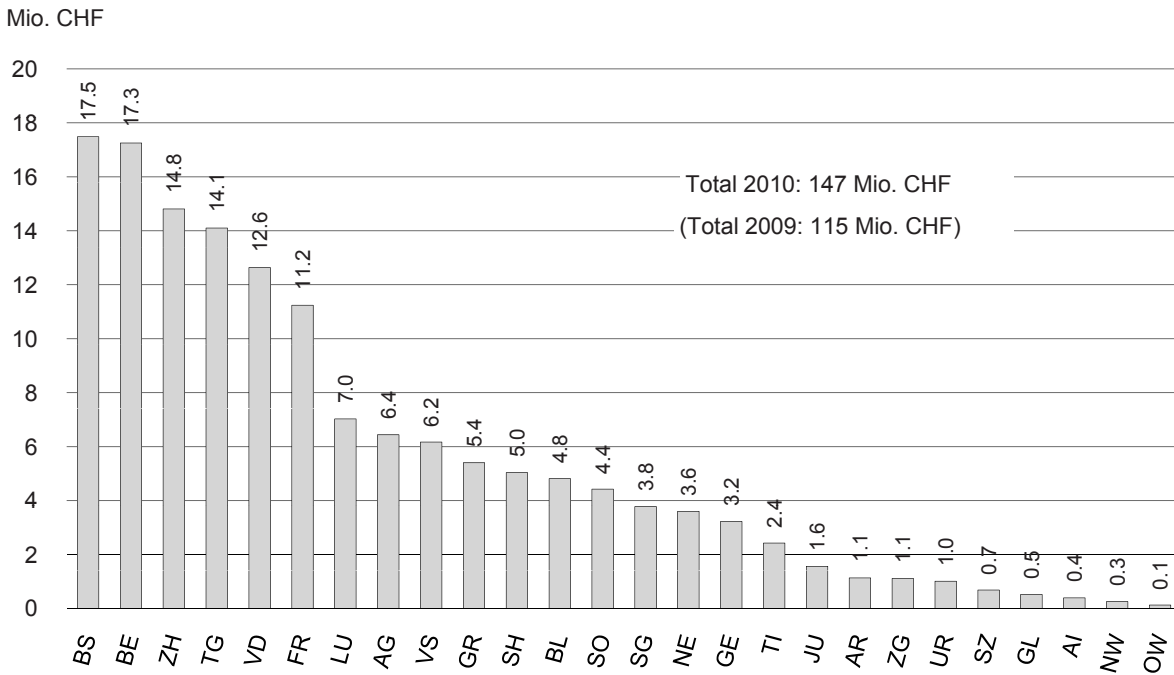
Graphique 2: Contributions d'encouragement versées par les cantons en 2010, ventilées par mesure



Remarques concernant les mesures spéciales

Sur les 22 millions de francs versés en 2010 au titre de mesures spéciales, 20 millions représentent les contributions complémentaires consenties par les cantons dans le cadre du Programme bâtiments de la Fondation Centime Climatique, lequel s'est terminé en 2009. Les 2 millions restants ont été consacrés à soutenir diverses autres mesures, telles que des projets d'exploitation de la géothermie, des projets de développement de la mobilité douce, ou des applications visant à économiser l'électricité.

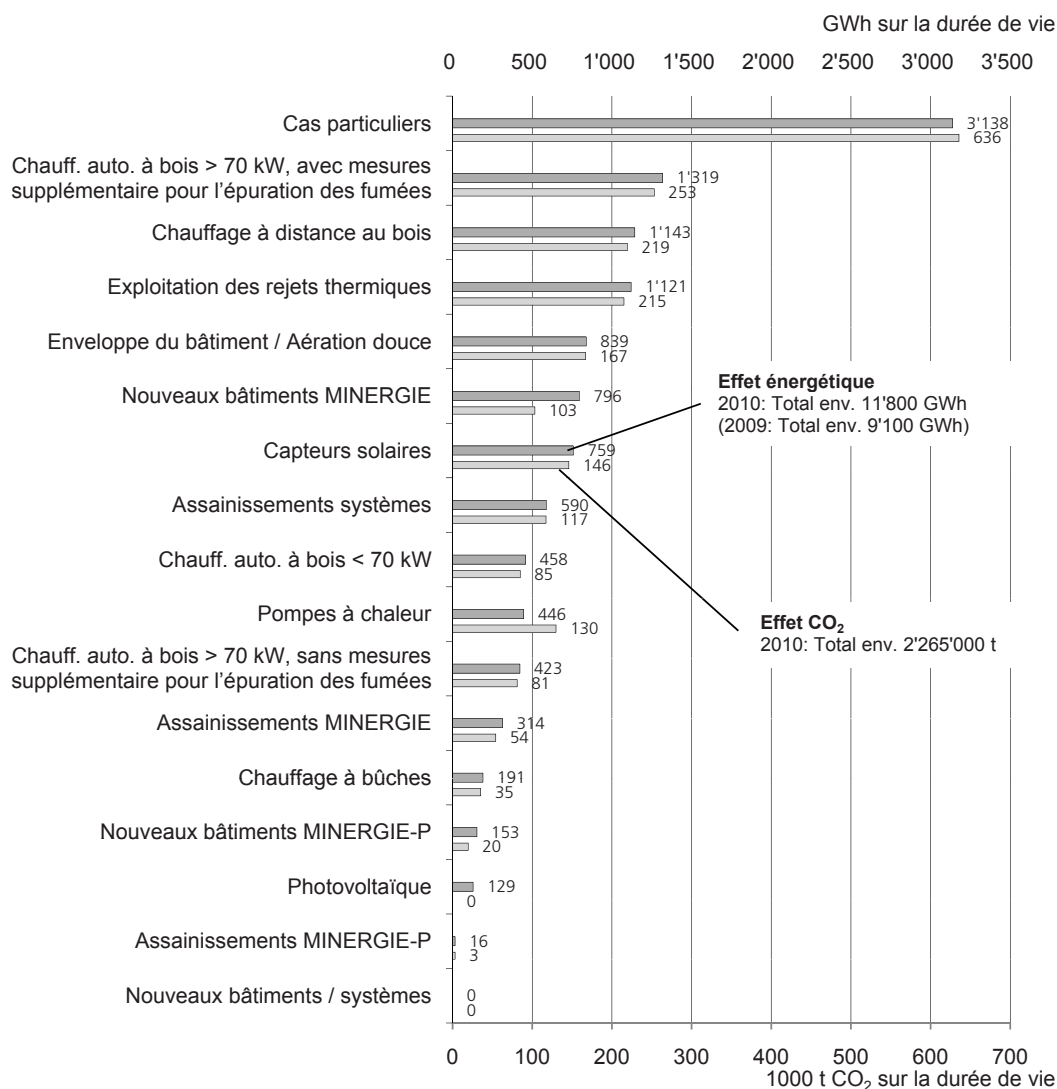
Graphique 3: Contributions d'encouragement versées en 2010, ventilées par canton



Depuis 2010, deux nouveaux cantons se sont dotés d'un programme d'encouragement spécifique (SZ et ZG). Si l'on tient compte de ces deux cantons, 21 can-

tons sur les 26 ont déclaré avoir consacré plus de moyens en 2010 qu'en 2009, une augmentation qui dépasse 50% dans de nombreux cas.

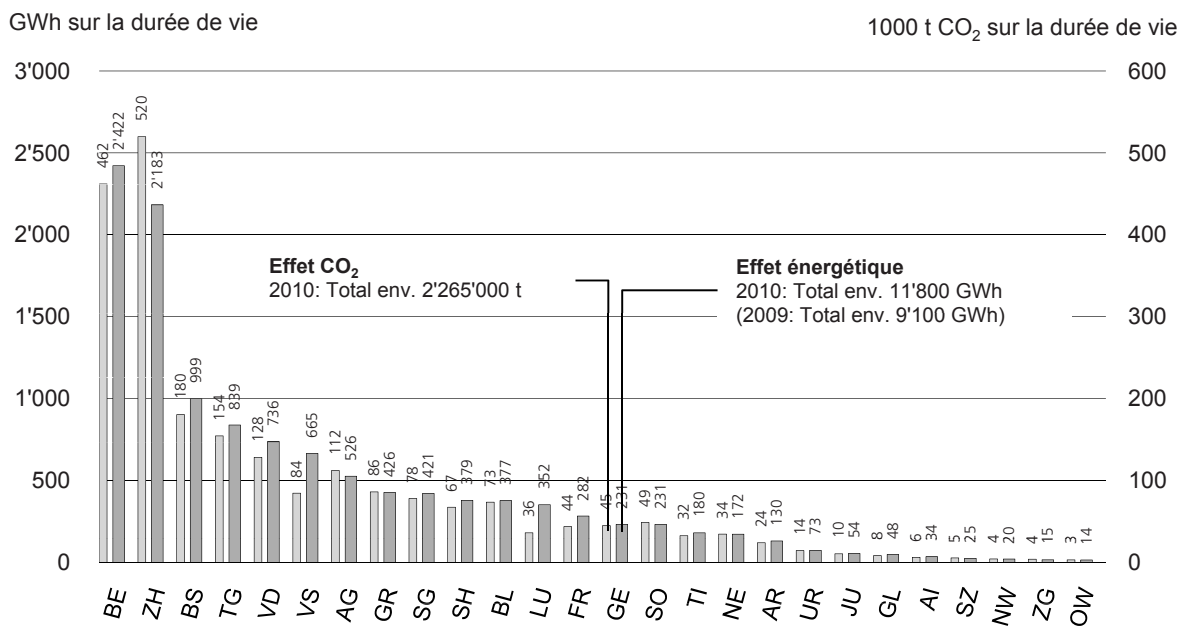
Graphique 4: Effets énergétiques et des émissions de CO₂, mesures directes en 2010, ventilés par canton (sur la durée de vie totale des dispositifs)



L'importance des effets énergétiques générés par les cantons dépend de trois facteurs: le montant des contributions d'encouragement allouées, les taux de contribution appliqués, et l'ensemble des projets subventionnés. En 2010, les effets énergétiques (sur la durée de vie totale des dispositifs) atteignent en tout environ 11 800 GWh (soit une augmentation de 30 % par rapport à 2009). Si l'on tient compte de la nouvelle structure du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa 2009), on observe que les cantons ont réalisé une réduction de leurs émissions de CO₂ de l'ordre de 2,3 millions de tonnes en 2010. En 2009, cette réduction était de 2,5 millions de tonnes, mais ces

deux valeurs ne sont pas comparables en raison de modifications méthodologiques intervenues entre 2009 et 2010 pour le calcul de ces émissions. Les programmes d'encouragement des cantons ont permis de dégager en 2010 des investissements supplémentaires (IS) de l'ordre de 564 millions de francs dans le domaine de l'énergie (+ 27 % par rapport à 2009), ce qui a entraîné des effets favorables sur l'emploi. Si l'on tient compte des répercussions positives induites par les activités de l'année précédente, l'impact des programmes d'encouragement cantonaux sur l'emploi se monte à environ 2'460 personnes-années (+ 10 % par rapport à 2009).

Graphique 5: Effets énergétiques et des émissions de CO₂, programmes d'encouragement cantonaux en 2010 (mesures directes; durée de vie totale des dispositifs)

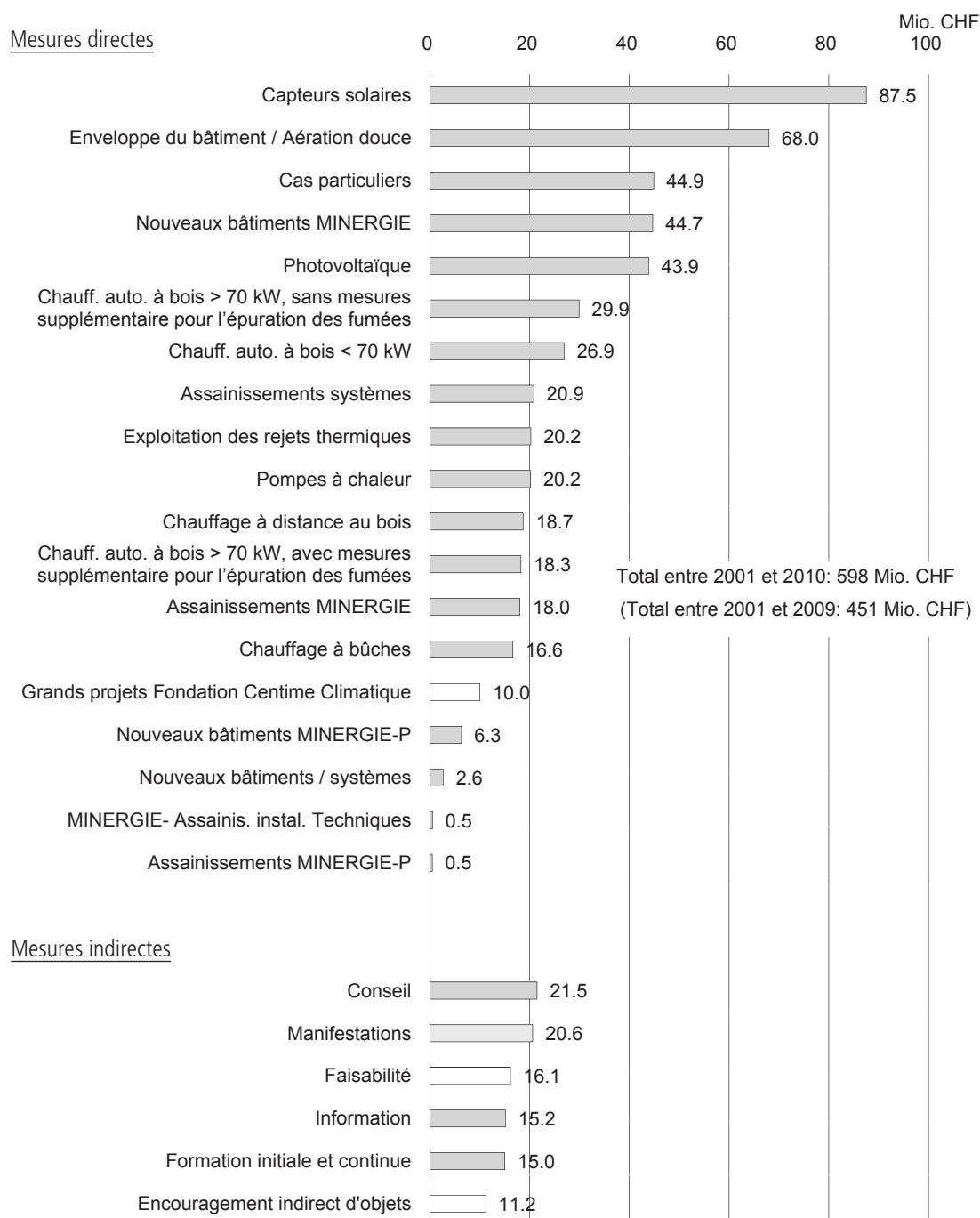


4.4.4 Effets énergétiques totaux de 2001 à 2010

Depuis l'introduction, en 2001, de l'analyse des effets des contributions globales au sens de l'art. 15 LEné, les sommes versées à titre d'encouragement par les cantons se montent au total à environ 598 millions de francs. Les installations ayant bénéficié le mieux des contributions sont les suivantes: capteurs solaires (CHF 87,5 millions) et chauffages à bois automatiques (au total CHF 75,1 millions en tenant compte des trois

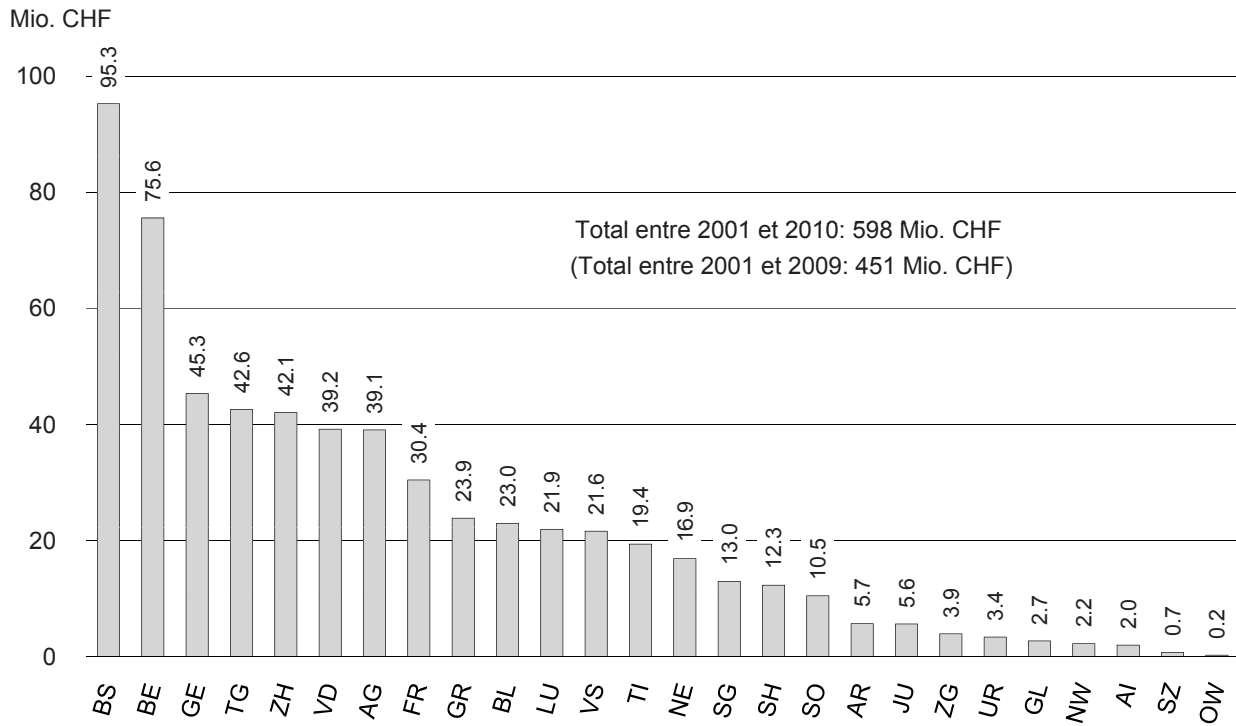
catégories de mesures spéciales indiquées dans le graphique 6). Dans le domaine de l'isolation des bâtiments, les contributions ont surtout permis de soutenir les mesures dans les catégories suivantes: «Enveloppe du bâtiment, aération douce dans les habitations» (CHF 68 millions, surtout pour les rénovations des différents éléments de construction) et «Nouveaux bâtiments MINERGIE» (CHF 44,7 millions).

Graphique 6: Contributions d'encouragement cantonales totales versées entre 2001 et 2010, ventilées par catégorie de mesures

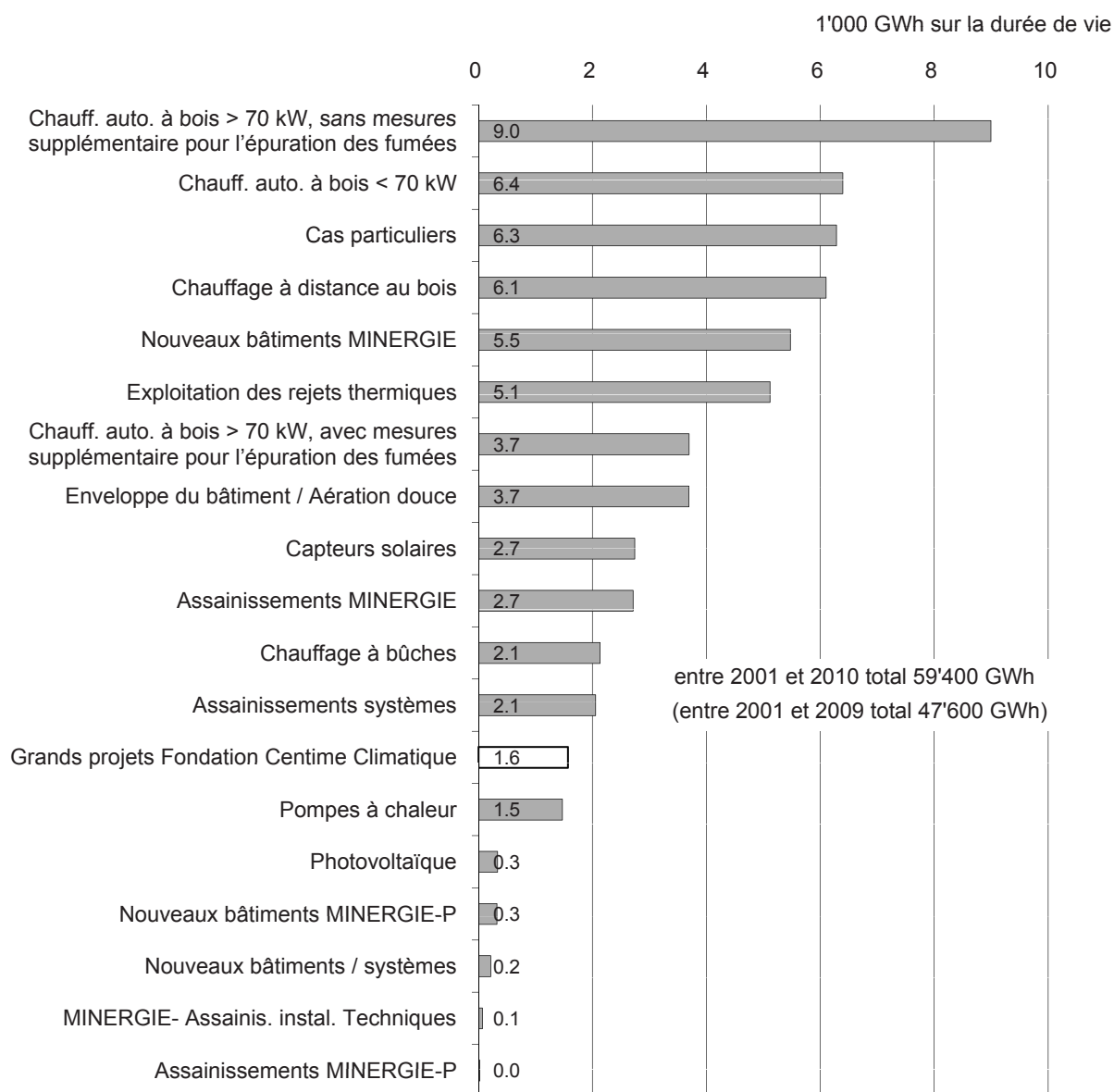


NB: Les barres blanches se réfèrent à des catégories de mesures qui n'existent plus depuis 2010.

Graphique 7: Contributions d'encouragement cantonales totales versées entre 2001 et 2010, ventilées par canton



Graphique 8: Effets énergétiques obtenus entre 2001 et 2010, ventilés par catégorie de mesures (sur toute la durée de vie des dispositifs)



NB: La catégorie de mesures «Grands projets Fondation Centime climatique» n'existe plus depuis 2010.

Depuis l'introduction de l'analyse des effets des contributions globales au sens de l'art. 15 LEné, les effets

énergétiques obtenus au cours des années 2001 à 2010 se montent à environ 59'400 GWh (Graphique 8).

5 INFORMATIONS, CONSEILS, FORMATIONS DE BASE ET CONTINUE

Informations détaillées => Tableau 23

www.savoierenergie.ch

Information et conseil

Les cantons informent la population, les associations, les architectes et les concepteurs de l'exécution de leur législation en matière d'énergie et de leur programme d'encouragement; la Principauté du Liechtenstein en fait de même. Tous les cantons possèdent et financent, du moins en partie, un ou plusieurs services de conseil en matière d'énergie, dont certains sont chargés de donner des informations et des conseils détaillés au grand public. D'après les cantons, la demande pour des conseils en matière d'énergie a fortement augmenté ces dernières années.

Formations de base et de perfectionnement

Les quatre conférences régionales des services cantonaux de l'énergie (Suisse du Nord-Ouest, Suisse orientale et Liechtenstein, Suisse occidentale, y c. Tessin, ainsi que Suisse centrale) collaborent étroitement pour la publication et l'organisation de cours de perfectionnement. Ces cours s'adressent en particulier aux responsables de l'exécution, aux services d'information en matière d'énergie, ainsi qu'aux ingénieurs, architectes et professionnels du bâtiment.

L'EnFK participe activement à l'élaboration de nouvelles offres de formation continue ainsi que de supports didactiques dans le domaine énergétique. Elle collabore à cet effet avec l'OFEN ou les acteurs du programme SuisseEnergie. Le groupe de travail «Formations de base et de perfectionnement» se concentre sur les projets suprarégionaux. En 2010, les principales activités menées visaient à consolider les formations modulaires de MAS (Master of Advanced Studies), à lancer une série d'ouvrages spécialisés et à mettre en œuvre le plan directeur MINERGIE.

Programme pluriannuel «savoierenergie.ch»

Les plans d'action de SuisseEnergie ont pour but d'étendre la formation de base et de perfectionnement des spécialistes en matière d'énergie. Début 2009, l'OFEN a lancé une stratégie de mise en œuvre corres-

pondante ainsi qu'un plan de mesures parallèlement au programme pluriannuel «savoierenergie.ch» (connaissances en matière d'énergie). En 2010 et 2011, ce programme a pu être doté de 11 millions de francs supplémentaires issus du 3^e programme de stabilisation de la Confédération. Ces nouveaux moyens financiers seront principalement utilisés pour recruter du personnel technique supplémentaire dans le secteur du bâtiment, personnel qu'il s'agira de former dans le cadre d'actions spécifiques (programme de passerelles).

Formations MAS en matière de construction durable

En Suisse alémanique, cinq hautes écoles spécialisées (Berne, Lucerne, Muttenz, Zurich et Coire) coordonnent conjointement l'offre de formation large qu'est la maîtrise en construction durable («Master of Advanced Studies in nachhaltigem Bauen» [MAS EN-Bau]). La matière de ces cours est en grande partie la même que celle de la maîtrise en développement durable dans le bâtiment [MAS EDD BAT], offerte en Suisse romande, ou encore que celle des cours de diplôme en gestion de l'énergie dispensés au Tessin (Diploma of Advanced Studies [DAS Energy Management]). Depuis le début de l'année 2010, ce sont plus de 300 étudiants (essentiellement des architectes et des ingénieurs spécialisés) qui ont suivi les différents modules de cours des trois cursus précités.

Série d'ouvrages spécialisés

En 2009, l'EnDK a chargé les Editions vdf (de l'Ecole polytechnique de Zurich EPFZ) de remanier en profondeur l'ouvrage intitulé «Bauphysik» («Physique du bâtiment») en allemand et en français. Cet ouvrage est disponible en librairie, en allemand, depuis le mois d'août 2010, tandis que la version française sortira de presse fin 2011.

Une série d'ouvrages spécialisés consacrés au thème «Construire et rénover de manière durable» a été lancée au milieu de l'année 2009. Ces ouvrages s'appuient sur un concept développé par la Haute école spécialisée de la Suisse du Nord-Ouest (Fachhochschule Nordwestschweiz, FHNW). Les thèmes des précis ou abrégés destinés aux étudiants sont axés sur les modules du cycle d'études «MAS EN Bau». Il est prévu de publier en 2011, en allemand, les deux premiers volumes de la série, à savoir «Rénovation» et «Technique du bâtiment».

Plan directeur MINERGIE

Ce plan directeur contient en particulier un programme de mesures pour mettre à jour et compléter les documents pour les cours MINERGIE, en allemand, en français et en italien. Ce projet sera réalisé par les agences MINERGIE, sur mandat de l'OFEN et de l'EnDK, de 2009 jusqu'à 2012.

6 COLLABORATION AVEC LES COMMUNES**Informations détaillées => Tableau 17**

www.citedelenergie.ch

Les cantons soutiennent les mesures volontaires prises à l'échelon des communes dans le cadre de la planification énergétique communale et des processus relatifs au programme «Agenda 21» ou au label «Cité de l'énergie». Ce dernier constitue le principal «produit» du programme «SuisseEnergie pour les communes», auquel certains cantons participent activement au niveau de l'organisation et de la mise en œuvre.

Groupe de pilotage du programme «SuisseEnergie pour les communes»

Avec cinq représentants dans le groupe de pilotage du programme (un délégué de chaque Conférence régionale + TI) et un échange régulier d'informations entre le mandataire de «SuisseEnergie pour les communes» et les Conférences régionales, la collaboration entre la Confédération, les cantons et les communes fonctionne de façon optimale.

Fin avril 2011, on comptait 255 «Cités de l'énergie» en Suisse et dans les régions limitrophes (dont 247 sur le territoire national). En Suisse, environ 3,4 millions d'habitants vivent dans une commune ayant obtenu ce label (soit 46 % de la population).

7 RESSOURCES ET ORGANISATION DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CANTONALE**Informations détaillées => Tableau 24**

www.endk.ch

Ressources en personnel

Les ressources humaines des services cantonaux de l'énergie ont augmenté de 13,5 postes par rapport à l'exercice précédent. Cet accroissement est dû, entre autres, à l'importance grandissante de la politique énergétique dans les cantons (développement des programmes d'encouragement, activités dans les domaines de l'information et des formations de base et continue, approvisionnement en électricité, etc.), mais aussi à la comptabilisation dans les statistiques relatives à l'énergie des postes spécialisés dans l'énergie hydroélectrique. En mai 2011, ces services comptaient 141,11 postes à plein temps (contre 127,64 en 2010) pour assurer la mise en œuvre de la politique énergétique des cantons (secrétariats inclus). Dans la Principauté du Liechtenstein, la politique énergétique occupe 2,5 postes. A eux seuls, les six cantons de ZH, BS, GR, SG, VD et GE totalisent près de la moitié de ces emplois. Les cantons d'UR, BS, GR, GE et JU possèdent les services de l'énergie comptant le plus de ressources humaines par rapport au nombre d'habitants (graphique 9).

Moyens financiers

En sus des moyens issus de l'affectation partielle de la taxe sur le CO₂ (qui se montent à 200 millions de francs), les cantons mettent à disposition entre 80 et 100 millions de francs par an pour leurs propres programmes d'encouragement. Ainsi, pour les dix prochaines années, les montants totaux pouvant être investis dans des mesures visant à accroître l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables se situent entre 280 et 300 millions de francs.

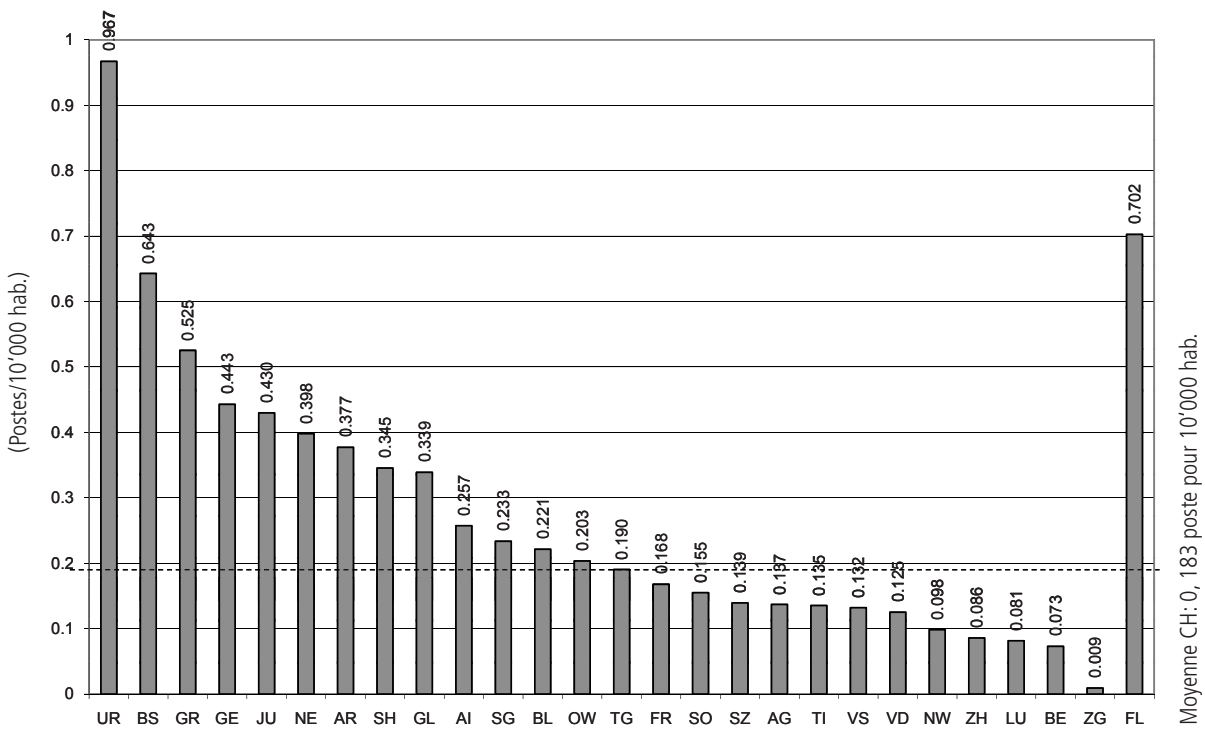
Outre les contributions globales, les cantons bénéficient de sommes parfois importantes dans le cadre du programme SuisseEnergie (p. ex. campagnes d'information, formations de base et de perfectionnement, études, évaluations, contrôles des résultats, MINERGIE, energho, soutiens à «SuisseEnergie pour les communes», matériel d'information et de conseil, documents d'exécution, traductions, etc.).

Organisation

L'EnDK siège en principe deux fois par an; quant à son comité, il se réunit plusieurs fois par année pour traiter et préparer les affaires courantes. Les services cantonaux de l'énergie se réunissent au niveau national et au niveau régional. La Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) se réunit en général deux fois l'an. Cette conférence est un élément majeur de la collaboration avec la Confédération et un important soutien pour l'En-

DK. Quatre conférences régionales des services de l'énergie ont vu le jour (Suisse du Nord-Ouest, Suisse orientale et Liechtenstein, Suisse occidentale, y c. Tessin, ainsi que Suisse centrale) pour définir notamment la politique énergétique à mettre en œuvre, les informations à diffuser ainsi que les formations (de base et de perfectionnement) à dispenser dans les régions concernées. Grâce à leur dynamisme, les conférences régionales sont devenues un important partenaire de la Confédération.

Graphique 9: Services de l'énergie: postes par tranche de 10'000 habitants en 2011





Tableaux



2



Tableaux comparatifs

1.	Politique énergétique cantonale: aperçu des bases légales	36
2.	Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte	38
3.	Politique énergétique cantonale: planification énergétique	41
4.	Exécution: organisation	43
5.	Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes	45
6.1	Législation: protection thermique des bâtiments	48
6.2	Législation: protection thermique des bâtiments	50
7.1	Législation: exigences pour les installations techniques	53
7.2	Législation: exigences pour les installations techniques	56
7.3	Législation: exigences pour les installations techniques	58
8.	Législation: part maximale pour les nouveaux bâtiments – Certificat énergétique cantonal des bâtiments	60
9.	Législation: décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude	62
10.	Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité – Grands consommateurs	63
11.	Législation: approvisionnement en électricité – Désignation des zones de desserte - Mandat de prestation	66
12.	Législation: approvisionnement électrique – Obligation de raccordement	69
13.	Législation: exploitation de la force hydraulique	72
14.	Promotion: programme d'encouragement, budget	75
15.	Promotion: en dehors du programme d'encouragement	80
16.	Promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables, de rejets thermiques	82
17.	Communes	84
18.	Mobilité	87
19.	Exemplarité cantonale: instruments de planification	89
20.	Exemplarité cantonale: isolation thermique des bâtiments	90
21.	Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques	91
22.	Exemplarité cantonale: indices énergétiques	94
23.	Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement	96
24.	Organisation du Service cantonal de l'énergie	99

1. Kantonale Energiepolitik: Überblick der Rechtsgrundlagen

Politique énergétique cantonale : aperçu des bases légales

Kt.	Kantonale Rechtsgrundlagen	Anpassungen im Berichtsjahr	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss	Erlass, Anpassung	z.B. Absichten
Ct.	Bases légales cantonales	Adaptations durant l'exercice sous revue	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Ediction, adaptation	par ex. intentions
ZH	Energiegesetz 83 (EnG), (Rev. 95, 01, 02, 2010); Planungs- und Baugesetz 92 (PBG) 92; Besondere Bauverordnung I 81 (BBV I), (Rev 96, 99, 02, 05, 09)	Änderung Energiegesetz (Anpassung Ziel = 2,2 to CO2 pro Person und Jahr bis 2050) in Kraft seit 01.09.2010. Änd. Energiegesetz (Anpassung an StromVG) vom Kantonsrat genehmigt. In Kraft ab 01.03.2011.	Änderung Energiegesetz (Anpassung an MuKEn 08); Vorlage im Kantonsrat
BE	EnG 81, DEV 87, EnV 03 mit Änderung vom 27.08.08 (Anpassung an MuKEn 08, Inkraftsetzung 01.01.09)	Keine	KEnG Totalrevision Beschluss Grossen Rat März 2010; Volksvorschlag zur Streichung GEAK-Obligatorium und Förderabgabe auf Strom, Volksabstimmung am 15.05.2011, Inkraftsetzung geplant 2011
LU	EnG vom 07.03.89, letzte Änderung 03.03.08; EnV vom 11.12.90, Teilrevision in Kraft per 01.01.09		Gesamtrevision kEnG/kEnV zur Zeit verwaltungsintern sisiert infolge prioritäre Behandlung StromVG. Neustart im Herbst 2011 geplant
UR	EnG 99 EnR 04 EnR 16.12.08 (in Kraft 01.04.09)		
SZ	Energiegesetz 16.09.09 (SRSZ 420.100), in Kraft 01.04.2010; Energieverordnung 16.02.2010 (SRSZ 420.111), in Kraft 01.04.2010		
OW	Baugesetz vom 12.06.94 Regierungsratsbeschluss 472 vom 07.04.09 (Förderprogramm)		Umsetzung MuKEn geplant ab 01.06.11 (inkl. Modul 5 und Modul 8)
NW	EnG 16.12.09; EnV 20.04.2010. In Kraft beider Rechtsgrundlagen: 01.05.2010	Inkraftsetzung des neuen Energiegesetzes und der Verordnung auf den 01.05.2010	
GL	An der Landsgemeinde 09 wurde ein neues Energiegesetz genehmigt. Die Verordnung am 23.09.09 durch den Landrat und die Vollzugsverordnung am 17.11.09 vom Regierungsrat beschlossen.	Gesetz, Verordnung und Änderungen der Vollzugsverordnung zur Energiegesetzgebung	
ZG	Energiegesetz 01.07.04, Verordnung zum Energiegesetz 12.07.05; geändert am 11.11.08	KRB Rahmenkredit zur Förderung von Massnahmen für geringeren Energiebedarf vom 29.10.09; Verordnung zum KRB Rahmenkredit Förderung Massnahmen für geringeren Energiebedarf vom 15.12.09	Das kantonale Förderprogramm wurde am 09.01.2010 gestartet
FR	LEn 00, REen 01, LAEE 03, OEn06, OEn 07, OEn 2010 entrée en vigueur 01.03.2010	Projet modification de la LEn 00 en consultation. Projet de modification du Ren 01 en cours. Loi création Fonds cantonal de l'énergie en cours.	Voir rapport n°160 relatif à la nouvelle stratégie énergétique du canton. Adaptation des dispositions légales en cours.
SO	EnG 91 (Stand 01.07.05), in Kraft 01.07.92; EnVSO 09.05.06, in Kraft 01.07.06; Verordnung über Staatsbeiträge vom 03.05.93	Verordnung zum EnG vom 23.08.2010; EnVSO 2010; In Kraft 01.01.2011	Anpassungen EnG betr. "ortsfeste Widerstandsheizungen" und "GEAK"; Grundlage MuKEn 08; In Kraft 01.01.2012 geplant
BS	EnG 98, VEnG 2010, IWB-Gesetz 09	Neue Verordnung in Kraft gesetzt 01.01.2010	
BL	Rev. EnG 91; EnGV 09, in Kraft 01.07.09; Verordnung über Förderbeiträge 09, in Kraft 01.01.2010	EnG 91: Ergänzung §1: Zweck	Ergänzung EnG mit Effizienzzielen 2030/2050, Ziele Erneuerbare Energie 2030 usw.
SH	Baugesetz 700.100 vom 01.12.97, Stand 01.01.07 Energiehaushaltsverordnung 700.401 vom 15.02.05, Stand 01.04.08	Keine	Einführung MuKEn 08 auf 01.01.2011 (Revision Baugesetz und Energiehaushaltsverordnung)
AR	EnG 01, EnV 01	EnG und EnV in Kraft 01.01.02 Anpassung an den Stand der Technik SIA 416/1 und SIA 380/1 Thermische Energie im Hochbau, Ausgabe 07 ab 01.01.08 gültig	Interkantonale Vereinbarung seit 01.01.07 im Raum OCH (ZH, SG, AR, GL) bezüglich "Private Kontrolle"
AI	EnerG 01, EnergV 02	In Kraft ab 01.01.2010	Keine

1. Kantonale Energiepolitik: Überblick der Rechtsgrundlagen

Politique énergétique cantonale : aperçu des bases légales

Kt.	Kantonale Rechtsgrundlagen	Anpassungen im Berichtsjahr	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss	Erlass, Anpassung	z.B. Absichten
Ct.	Bases légales cantonales	Adaptations durant l'exercice sous revue	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Ediction, adaptation	par ex. intentions
SG	EnG 09, in Kraft 01.01.2010; EnV 09, in Kraft 2010; Verordnung über Förderbeiträge nach dem Energiegesetz 00 (EnFöV), in Kraft 01	III. Nachtrag zum EnG: Umsetzung der MuKEN 08: Basismodul (verändert), Zusatzmodule: 3,4,5 (unverändert) und 7 (verändert) im Rahmen der Umsetzung des kantonalen Energiekonzepts	
GR	Energiegesetz, BEG 20.04.2010, in Kraft 01.01.2011 Energieverordnung, BEV 12.10.2010, in Kraft 01.01.2011		
AG	EnergieG 93, EVoV 00, ESpaV 09		MuKEN 08 weitgehend mit Rev. ESpaV auf den 01.03.09 umgesetzt. Revision EnergieG bis 2012 (steht vor 2. Beratung im Grossen Rat)
TG	Energienutzungsgesetz 731.1 vom 10.03.04 Verordnung zum Energienutzungsgesetz 731.11 vom 15.02.05, Stand 01.01.08	Keine	Einführung MuKEN 08 auf 06.02.11 (Revision Energienutzungsgesetz und Verordnung)
TI	Legge cantonale energia (LCEn) 08.02.94; legge edilizia cantonale (LE) 13.03.91. Linee direttive cantionali Canton ticino 2008-2011 15.11.07; RUEN 16.09.08	Modifica LE:bonus su computo distanze, delle altezze e delle superfici edificabili per gli edifici efficienti.LCEn: introduz. base legale al finanziam. dei provvedimenti di politica energetica e PEC	
VD	Loi cantonale sur l'énergie 06 (LVLEne, 01.09.06). Loi vaudoise sur le secteur électrique 09 (LSecEI, 01.10.09). Divers règlements spécifiques (gaz, fonds, etc.).		La loi vaudoise sur l'énergie, son règlement d'application et la conception cantonale de l'énergie seront revus en 2011, notamment pour prendre en compte le MoPEC 08 et diverses modifications souhaitées, entre autre, par le Grand Conseil.
VS	Len 04 Ord. Utilisation rationnelle de l'énergie, OURE 04 Ord. Mesures de promotion énergétiques, OPromEn 04		LEn entrée en vigueur 15.01.04 Nouvelle OURE entrée en vigueur 01.03.11 OPromEn entrée en vigueur 05.11.04, modifiée 01.02.08 et 01.01.2010
NE	Loi cantonale sur l'énergie (LCEn) 18.06.01, entrée en vigueur 01.01.02		Une révision de la loi a été refusée en votation populaire le 29.11.09. Une nouvelle modification est en cours d'élaboration. Probable entrée en vigueur en 2011
GE	Len 09 (L 2 30) , RLEn 03 (L 2 30.01), LCI 97, RCI, LSIG 08	Entrée en vigueur 10.08.2010 de la modification de la loi sur l'énergie et de son règlement	La modification légale est de grande importance et touche plusieurs secteurs. Sa mise en œuvre s'étendra sur plusieurs mois.
JU	LEN 24.11.88 OEN 93 (24.08.93)	Aucune	L'OEN 93 est en cours de révision selon le MoPEC 08 A remarquer que l'OEN 93, basée sur la norme SIA 380/1, répond au module de base du MoPEC
FL	EnV 21.08.07; Baugesetz 11.12.08; Gesetz ü.d. Förderung d. Energieeffizienz u.d. ern. Energien (EEG) 08, Nr. 116, in Kraft: 30.05.08 + VO Nr. 118	Verordnung über die Abänderung der Energieeffizienzverordnung, in Kraft: 07.04.2010	

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2008 für die Legislatur 2009-2012	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte	Objectif visé avec délais	Date d'approbation, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO ₂ , objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.2008 pour la législature 2009-2012	par ex. intentions
ZH	Energieplanungsbericht 2010 (Bericht des Regierungsrates an den Kantonsrat betr. alle Energiethemata), Vision Energie 2050	3.5 t CO ₂ bis 2035, 2.2 t CO ₂ bis 2050 (gemäss Energieplanungsbericht 06 und 2010) und Energiegesetz § 1d	Verabschiedet durch den Regierungsrat 2010. Genehmigung durch Kantonsrat noch ausstehend, in den Legislaturzielen des Regierungsrates 2007-2011 enthalten	Nächster Energieplanungsbericht 2014 (muss gemäss Energiegesetz alle 4 Jahre erstellt werden)
BE	Energiestrategie 06	Vision 2000-Watt-Gesellschaft 4000-Watt-Gesellschaft bis 2035 mit 4-Jahres-Massnahmenplänen pro Legislatur	Beschluss Regierungsrat vom 05.07.06	
LU	Planungsbericht Energie 06, Beschluss des Kantonsrates vom 05.12.06; Energiekonzept Umsetzungsphase 2007-2011, Regierungsratsbeschluss 20.03.08, Verdoppelung ern. Energie bis 2030, Energiegesetz 07.03.90, Ausg. 03.03.08	2000-Watt-Gesellschaft in der Phase 2050 bis 2080 gemäss Planungsbericht	Planungsbericht Energie 06, Beschluss des Kantonsrates vom 05.12.06; Energiekonzept Umsetzungsphase 2007-2011, Regierungsratsbeschluss 20.03.08	
UR	Gesamtenergiestrategie Uri vom 30.09.08 Themen: Energienutzung, Erneuerbare Energien, Wasserkraft, Stromversorgung	2000-Watt-Gesellschaft mit klimaneutraler Energiegewinnung Marktgerechte Entschädigung der Wasserkraft	30.09.08	Meilensteine bis 2020 - 4000-Watt-Gesellschaft - Anteil Erneuerbare Energien von 5% auf 25% - Erhöhung Stromproduktion aus Wasserkraft um 10% - Steigerung finanz. Ertrag aus Wasserkraft mind. 25%
SZ	Bericht zur Ausrichtung der kantonalen Energiepolitik (RRB 610 vom 15.05.07) Themen: Gebäudebereich	Keine		Gesamtenergiepolitische Strategie, verabschieden bis Mitte 2011
OW	Energiekonzept 09 (Bestandesaufnahme, Potentiale, Ziele, Massnahmen) 2009 + 2010 + 2011 Umsetzung	Ziele bis 2020: - 20% Verbrauch foss. En. in Gebäuden + Infrastruktur ggü. 90; - 5% foss. En. im Verkehr ggü. 00; - +10% Prod. ern. En.; - max. 2% Stromzuwachs; Energieverbrauch kant. Gebäude -2%	Regierungsrat 17.03.09 Kantonsrat 30.04.09	
NW	Es besteht kein kantonales Energiekonzept. Einzelne Zielsetzungen zum Bereich Energie sind im Richtplan verankert	Keine		Erarbeitung eines kantonalen Energiekonzeptes im Jahr 2010
GL	Die neuen Gemeinden des Kantons Glarus sind ab 2013 Energiestädte dh. der Kt. Glarus wird Energiekanton			

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2008 für die Legislatur 2009-2012	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte	Objectif visé avec délais	Date d'approbation, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO2, objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.2008 pour la législature 2009-2012	par ex. intentions
ZG	Energie im Kanton Zug - Leitbild, Leitsätze, Massnahmen	Der Energiebedarf muss sinken, die 2000-Watt-Gesellschaft ist Ziel und der Weg dazu mit verhältnismässigen Massnahmen zu ebnen	Leitbild vom 14.01.08 durch Regierung verabschiedet	Periodische Überprüfung, im Gange
FR	Nouvelle stratégie énergétique depuis 2010. Concerne notamment le domaine du bâtiment (utilisation rationnelle de l'énergie) et la production d'énergie au moyen des énergies renouvelables	Objectif de la politique énergétique du canton : Atteindre la société à 4000 watts d'ici 2030.	Rapport n°160 du Conseil d'Etat présenté en novembre 09 au Grand Conseil.	Rapport n° 160 du Conseil d'Etat
SO	Energiekonzept 03 Kt. SO Förderprogramm für Energieeffizienz und erneuerbare Energien	EnergieSchweiz-Ziele	E-Konzept: Verabschiedet vom Regierungsrat am 02.03.04; z.K. genommen vom Kantonsrat am 31.08.04; Umsetzungsziele bis 2015 definiert. Förderprogramm vom KR am 03.12.08 mit GB 09-2011 verabschiedet	
BS	Bericht und Ratschlag zur Energiepolitik (Massnahmenvorschläge)	Keine	Verabschiedet durch den Grossen Rat im Januar 09	Umsetzung CO2-neutrale Verwaltung 2008-2015
BL	Energiestrategie des Regierungsrates vom 08.04.08	Neubaustandard MINERGIE-P bis 2030; bestehende Bauten 2000 Watt tauglich bis 2050; weitere Massnahmen z.B. bei der Haustechnik. EnG siehe oben.	Verabschiedet durch Regierungsrat am 08.04.08. EnG Volksabstimmung	
SH	Leitlinien und Massnahmen der Kantonalen Energiepolitik 2008-2017	Bis im Jahr 2017 sollen folgende Ziele erreicht werden: - Fossile Energie in Gebäuden - 20%, Verkehr -5% - Verbrauch Elektrizität max +5% - Erneuerbar Wärme + 10%, Strom + 2%	06.05.08 Umsetzung im Zeitraum 2008-2017	Langfristige Ziele: deutliche Reduktion CO2 ohne verbindliche Zielangabe
AR	Energiekonzept 2008-2015 vom KR genehmigt am 15.09.08	Eine Tonne CO2 pro Person und 2000-Watt-Gesellschaft bis 2100	08 bis 2015 Regierungsrat erlassen am 12.08.08, genehmigt Kantonsrat am 15.09.08	
AI				
SG	Energiekonzept Kanton St.Gallen - Schwerpunkte: Energieeffizienz im Gebäude, Erneuerbare Energie, Stromeffizienz, Vorbildfunktion, Information und Bildung	2000-Watt-Gesellschaft (etwa 2100); Ziele 2020: Fortschreibung Ziele EnergieSchweiz (Brennstoffe -15%, Treibstoffe - 7.5%), Verdoppelung Produktion neue Erneuerbare (alle im Vergleich zu 05)	Verabschiedung durch die Regierung am 11.12.07, vom Kantonsrat gutgeheissen am 20.02.08	Umsetzung des Energiekonzepts auf Kurs
GR	Effiziente und nachhaltige Energienutzung Wirtschaftliche und umweltschonende Energieversorgung Substitution von fossilen Energieträgern Verstärkte Nutzung einheim. und erneuerbarer Energie	2000-Watt- und 1-Tonne-CO2-Gesellschaft 2035: 80% Reduktion fossiler Energie bei Neubauten 2035: 25% Reduktion fossiler Energie bei Wohnbauten 2035: 40% Substitution mit erneuerb.Energie bei Wohnb.	Regierungsprogramm 2009-2012 (verabschiedet durch Grossen Rat 08)	

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, charte

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum, Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2010 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2008 für die Legislatur 2009-2012	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou de la charte	Objectif visé avec délais	Date d'approbation, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2010 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO2, objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.2008 pour la législature 2009-2012	par ex. intentions
AG	Umsetzung von EnergieAARGAU	Unterstützung 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050	Beschluss durch den Grossen Rat vom 27.06.06	
TG	Konzept zur verstärkten Förderung erneuerbarer Energien und der Energieeffizienz (2006-2015)	Bis im Jahr 2017 sollen folgende Ziele erreicht werden: - Fossile Energie in Gebäuden - 15%, Verkehr -5% - Verbrauch Elektrizität max +5% - Erneuerbare Wärme + 4.5%, erneuerbarer Strom + 1.5%	06.03.07 Umsetzung im Zeitraum 06 bis 2015	Vision: 2000-Watt-Gesellschaft im Jahr 2050/2080
TI	Linee direttive cantonali del canton Ticino 2008-2011. Scheda V3 del piano direttore cantonale pubblicata. Scheda IS7 Piano risanamento dell'aria	Società a 2000 watt, obiettivi di SvizzeraEnergia, linee direttive cantonali adottate dal consiglio degli stati per il 08-2011		Elaborazione del Piano energetico cantonale (PEC) in corso. Elaborazione del regolamento per nuovi sussidi cantonali per il periodo 2011-2015 in ambito di risparmio energetico e energie rinnovabili
VD	Conception cantonale de l'énergie en révision	Emissions de CO2: 1,5 million de tonnes par an en 2050 (3,5 en 04) Energies renouvelables: part de 20% en 2050 (6,12% en 04)	Programme de législature 2007-2012: adopté par le Conseil d'Etat, le 14.11.07.	Conception cantonale de l'énergie et loi sur l'énergie sont en révision.
VS	Rapport du CE sur la politique énergétique cantonale		10.12.08	Etablissement d'une stratégie énergétique cantonale pour mi-2011
NE	Conception directrice de l'énergie, du 04.09.06 (une nouvelle conception devrait voir le jour en 2011)	Objectifs SuisseEnergie pour 2010	Votée par le Grand Conseil le 01.11.06	Une nouvelle conception sera préparée pour 2011
GE	Le Plan directeur cantonal de l'énergie (PDE0509) qui est la mise en œuvre de la Conception Générale de l'énergie (CGE0509)	Le PDE0509 vise la société à 2000 watts sans nucléaire le plus rapidement possible. D'ici 2010: moins 6.25% d'énergie fossile, plus 11% d'énergies renouvelables par rapport à 05	Plan directeur de l'énergie (PDE0509) a été adopté par le Conseil d'Etat le 10.03.08	Ouverture en 2011 du chantier de révision de la CGE et du PDE
JU	La politique énergétique est déterminée dans le programme de législature du Gouvernement (art. 4 LEN). Elle fait actuellement l'objet d'une redéfinition stratégique.	Le programme de législature 2011-2015 prévoit l'étude d'une stratégie de long terme appelée "Stratégie énergétique 2035"	Le programme gouvernemental de législature 2011-2015 devrait être approuvé au cours du premier semestre 2011.	Mise en place d'un processus participatif pour l'élaboration d'une stratégie énergétique durable: horizon 25 ans, sortie nucléaire, autonomie énergétique max.
FL	Energiekonzept 2013	Anhebung des Anteils erneuerbare Energie auf 10% des Gesamtverbrauches bis 2013	01.01.04	Erarbeitung eines neuen Energiekonzeptes 2020

3. Kantonale Energiepolitik: Energieplanung Politique énergétique cantonale: planification énergétique

Kt.	Kantonale Energieplanung gemäss MuKE n 2008-Modul 7 Art. 7.1-7.3	Kommunale Energieplanung gemäss MuKE n 2008-Modul 7 Art. 7.4	Erarbeitete Energierichtpläne (kantonal, regional, kommunal)	Bemerkungen
			z.B. Energierichtplan Kanton xy 08, Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 08
Ct.	Planification énergétique cantonale selon Module 7, art. 7.1-7.3 MoPEC 08	Planification énergétique communale selon Module 7, art. 7.4 MoPEC 08	Plans directeurs énergétiques établis (cantonal, régional, communal)	Remarques
			par ex. Plan directeur énergétique du canton xy 08, des communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kant. Energieplan (06), kant. Teilrichtplan Versorgung, Bereich Energie, in Revision (vom RR beschlossen, im Kantonsrat), kommunale Energieplanung in 40 Gemeinden (66% der Bevölkerung)	
BE	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Grundlagen für die räumliche Umsetzung der Energiestrategie 06; regionale Windrichtpläne Jura und Emmental-Oberaargau, z.Zt. haben/erstellen ca. 20 Gmd freiwillig einen Richtplan Energie	Kant. Richtplaninhalte Energie in Vernehmlassung; Kommunale Richtpläne Energie ab 2012 obligatorisch für die 34 grössten Gemeinden
LU	Nein	Nein	Revision Kantonaler Richtplan 08 zur Genehmigung beim ARE	Vollständige Übernahme der noch fehlenden Elemente geplant in Gesamtrevision EnG/EnV
UR	Nein	Nein		Zur Zeit an der Erarbeitung eines Schutz- und Nutzungskonzepts Uri für Erneuerbare Energien auf Stufe Richtplan
SZ	Nein	Nein	Bestandteil der laufenden Richtplanergänzung Region Mitte; Bezirk Einsiedeln, Gemeinden Unter- und Oberiberg, Rothenthurm und Sattel	Wird im Rahmen der Richtplanergänzungen umgesetzt
OW	Nein	Nein		
NW	Nein	Nein	Keine	
GL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Der Energierichtplan wird am 20.04.2011 im Landrat beraten	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Plan sectoriel de l'énergie validé en 02. Plans communaux des énergies obligatoires	
SO	Nein	Nein	Einwohnergemeinde der Stadt Solothurn (Masterplan)	Mindestens eine Gemeinde/Region pro Berichtsjahr erstellt einen Energierichtplan; Veranstaltungen mit Regionen zur Thematik Energieplanung; als Muster wird der „Masterplan der Stadt Solothurn“ präsentiert
BS	Nein	Nein	Keine	
BL	Nein	Nein	Muttenz, Pratteln sogar Energiesachplan	Es ist geplant, die kommunale Energieplanung bei der nächsten Revision EnG 2012 als Massnahme aufzunehmen
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Stadt Schaffhausen und Thayngen mit Energierichtplan Kantonaler Richtplan 06	Überarbeitung Kantonaler Richtplan (Abschluss Voraussichtlich 2012) Positivplanung Windkraftnutzung vorgesehen
AR	Nein	Nein		
AI	Nein	Nein		
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Das EnG verlangt vom Kanton ein Energiekonzept inkl. Erfolgskontrolle; von Gemeinden mit mehr als 7000 Einwohnern ein kommunales Energiekonzept, dieses kann auch regional erstellt werden
GR	Nein	Nein	Arbeitshilfe zur Erstellung einer Richtplanung Energie für Gemeinden des Kantons, Nov. 09	
AG	Nein	Nein		
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Überarbeitung kantonaler Richtplan (Inkraftsetzung 2010)	

3. Kantonale Energiepolitik: Energieplanung Politique énergétique cantonale: planification énergétique

Kt.	Kantonale Energieplanung gemäss MuKE n 2008-Modul 7 Art. 7.1-7.3	Kommunale Energieplanung gemäss MuKE n 2008-Modul 7 Art. 7.4	Erarbeitete Energierichtpläne (kantonal, regional, kommunal)	Bemerkungen
			z.B. Energierichtplan Kanton xy 2008, Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2008
Ct.	Planification énergétique cantonale selon Module 7, art. 7.1-7.3 MoPEC 2008	Planification énergétique communale selon Module 7, art. 7.4 MoPEC 2008	Plans directeurs énergétiques établis (cantonal, régional, communal)	Remarques
			par ex. Plan directeur énergétique du canton xy 2008, des communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2008
TI	No	No	La nuova scheda V3 Energia del Piano Direttore cantonale, pubblicata. Piano energetico cantonale (PEC) in elaborazione	Direttiva relativa all'art.1.31 del MoPEC (certificato energetico cantonale degli edifici CECE) in elaborazione
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Conception cantonale de l'énergie 03. Plan directeur cantonal: fiche 51 relative au énergies renouvelables et utilisation rationnel de l'énergie. Un chapitre "éolien" est en approbation au CF	La loi sur l'énergie (art.15) incite les communes à établir un concept énergétique communal. Des outils ont été développés au niveau cantonal pour les y aider. Le plan directeur cantonal est en révision
VS	Non	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Fiche G.2/2 "Approvisionnement en énergie" du plan directeur cantonal Energierregion Goms; Masterplan Brig-Glis Naters	
NE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le plan cantonal de l'énergie est en travail depuis plusieurs années. Uniquement certaines communes ont établi leur plan communal de l'énergie	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La planification énergétique territoriale est inscrite dans le PDE0509, prend en compte l'énergie dans les projets d'infrastructures énergétiques à l'échelle des communes et des quartiers	La planification énergétique territoriale est appliquée depuis 2000 dans des Plans directeurs de quartier et Plans localisés de quartier. Elle est aussi inscrite dans la nouvelle loi sur l'énergie
JU	Non	Non	Les lignes directrices de la politique énergétique sont encore, pour l'instant, contenues dans le Plan directeur cantonal du 30.11	L'élaboration en cours d'une stratégie énergétique de long terme tient compte du Module 7 du MoPEC et les fiches énergétiques du Plan directeur cantonal seront révisées dans ce cadre-là
FL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		

4. Vollzug: Organisation Exécution: organisation

Kt.	Vollzugsbehörde Gebäudebereich	Projektnachweis gemäss Art. 1.33 MuKE n 08	Übertragung von Vollzungsaufgaben an Private gemäss Art. 1.34 MuKE n 08	Prüfstelle Projektnachweis im Zusammen- hang mit Art. 1.33/1.34 MuKE n 08	Ausführungsbestä- tigung gemäss MuKE n 08-Modul 6	Bemerkungen
						z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 08
Ct.	Autorité d'exécution pour le secteur des bâtiments	Justificatif selon art. 1.33 MoPEC 08	Transfert de tâches d'exécution à des personnes ou organismes privés selon art. 1.34 MoPEC 08	Organe de contrôle pour justificatif en rapport avec les art. 1.33/1.34 MoPEC 08	Attestation d'exécution selon Module 6 MoPEC 08	Remarques
						par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	System der "Privaten Kontrolle (PK)": Der Berechtigte zur PK bestätigt die Rechtmässigkeit, die Behörde genehmigt auf Grund von Stichproben
BE	Kanton und Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Kommunal verschieden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Eingeführt am 28.01.09 in der Baugesetzgebung
LU	Gemeinden	Nein	Nein	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Nein	Bei einer Mehrheit der Gemeinden erfolgt die Kontrolle durch private Büros im Auftrag der Behörde
UR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab 01.07.2010 ist zusätzlich die Private Kontrolle (Private im Auftrag der Bauherrschaft) zugelassen.
OW	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Kommunal verschieden	Nein	Umsetzung MuKE n geplant ab 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8)
NW	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kommunal verschieden	Nein	
GL	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
ZG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle- même	Non	
SO	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Kommunal verschieden	Nein	
BS	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Behörde selber	Nein	
BL	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Behörde selber	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Die Ausführungsbestätigung erfolgt global für das Projekt, nicht speziell Energie bezogen
SH	Kanton und Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	

4. Vollzug: Organisation Exécution: organisation

Kt.	Vollzugsbehörde Gebäudebereich	Projektnachweis gemäss Art. 1.33 MuKE 08	Übertragung von Vollzungsaufgaben an Private gemäss Art. 1.34 MuKE 08	Prüfstelle Projektnachweis im Zusammenhang mit Art. 1.33/1.34 MuKE 08	Ausführungsbestätigung gemäss MuKE 08-Modul 6	Bemerkungen
						z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Autorité d'exécution pour le secteur des bâtiments	Justificatif selon art. 1.33 MoPEC 08	Transfert de tâches d'exécution à des personnes ou organismes privés selon art. 1.34 MoPEC 08	Organe de contrôle pour justificatif en rapport avec les art. 1.33/1.34 MoPEC 08	Attestation d'exécution selon Module 6 MoPEC 2008	Remarques
						par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
AR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Auf Basis MuKE 00, Vollzugsuntersuchung Private Kontrolle im Jahr 09 zusammen mit den Kantonen GL, SG, ZH
AI	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Behörde selber	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Kommunal verschieden	Nein	
AG	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Behörde selber	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TI	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Oui, sans divergence dans le contenu	In vigore, autorità competente è il comune.
VD	Communes	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Variable, selon les communes	Non	La vérification des travaux est réalisée lors de la délivrance du permis d'habiter. des contrôles ponctuels sont réalisés par le canton avec l'aide de mandataires
VS	Communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Variable, selon les communes	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Oui, sans divergence dans le contenu	La base légale concernant l'attestation d'exécution est disponible dès 2010, mais la procédure n'est pas encore appliquée (besoin de coordination avec le SAT)
GE	Canton	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Autorité elle-même	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
JU	Canton	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Non	L'attestation d'exécution sera intégrée dans la version révisée de l'OEN 93
FL	Kanton	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Behörde selber	Nein	

5. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution au plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
ZH	Vollzugsordner, Gemeindedoku für Energieplanung, (alle Unterlagen auf Internet); jährlich Gemeinde-Seminarien und ein Energieplanungs-Seminar	Vollzugsordner, 2 mal/Jahr Bulletin "Ostschweizer EnergiePraxis", 2 mal jährlich EnergiePraxis-Seminarien, jährlich rund 50 Veranstaltungen für Fachleute	Letzte Stichprobenerhebung Vollzugskontrolle 08: Anforderungen werden eingehalten. 50% bauen bez. Wärmedämmung besser als die Minimal-Vorschriften. Mängel bei 2% der Projekten	Die Private Kontrolle inkl. Aus- und Weiterbildung wird zusammen mit den Kantonen AR, GL und SG betrieben
BE	Vollzugshilfen/Gesetzestexte im Internet, Regionale Energieberatungsstellen, Kurse im Verband bernischer Bauinspektoren und Veranstaltungen der Energiefachstelle	Vollzugshilfen im Internet, Regionale Energieberatungsstellen, Veranstaltungen der Energiefachstelle und der regionalen Fachstellenkonferenzen CRDE und NWCH	QS beim Baubewilligungsverfahren weitgehend o.k. QS nach Bauabschluss mit begrenzten Ressourcen Regelmässige Kurse für Baupolizeiorane	
LU	Merkblätter, Aus- und Weiterbildung, Schulungen, Formulare, etc.	Merkblätter, Aus- und Weiterbildung, Schulungen, Formulare, etc.	Teilweise fachliche Überforderung der kommunalen Behörde	Thema für die anstehende Gesamtrevision EnG/EnV Ev. Übernahme Modul private Kontrolle, ev. Modell für eine regionale Unterstützung der Gemeinden
UR	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Gemeinden erachten die Energievorschriften insbesondere die diesbezüglichen Normen nach wie vor als eher kompliziert	Infomappe und weitere Informationsveranstaltungen auf Wunsch der Gemeinde auch Referate und Besprechung mit Gemeindebehörden
SZ	Vollzugsordner, Veranstaltungen, Internet Behördenkurse, Rundschreiben	Vollzugsordner, Veranstaltungen und Internet Weiterbildungs- und Informationsveranstaltungen, Rundschreiben	Fehlende personelle Ressourcen, zum Teil fachliche Überforderung kleinerer Gemeinden	
OW	Periodische Bauämter-sitzungen, Schulung (in Zusammenarbeit der EnFK ZCH): Programm auf www.energie-zentralschweiz.ch	Schulungsangebote in Zusammenarbeit mit EnFK ZCH; Berechnungsprogramm auf www.energie-zentralschweiz.ch	Vollzug der Energienachweiskontrolle und der Baukontrolle	Einheitlicher Vollzug
NW	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Mangel an Personal für den Vollzug auf Gemeindeebene, z.T. fachliche Überforderung	Unterstützen der Gemeinden bei der Einführung der privaten Kontrolle
GL	Periodische Infos und Veranstaltungen	Periodische Infos und Veranstaltungen		Drei Gemeinden, drei Gesprächspartner
ZG	Ja, Monitoring des Vollzugs 09 und 2010	Tagungen; Kurse für Fachleute ("Energie aus CHF 100")	Teilweise Überforderung der Baufachleute	
FR	Site internet du STE : www.admin.fr.ch/ste , différentes séances d'information, envoi de notices d'information, site internet de l'EnDK	Site internet du STE : www.admin.fr.ch/ste , différentes séances d'information, envoi de notices d'information, site internet de l'EnDK	Contrôle d'exécution à renforcer	Prise en compte des expériences réalisées et mesures d'optimisation à prendre dans la phase de mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergétique
SO	Energie-Ordner, Kurse, Internet, Veranstaltungen, Infoblatt energieinfoSO	Energie-Ordner, Kurse, Internet, Veranstaltungen, Formulare (EMN), Checklisten, Infotagungen, energieinfoSO	Teilweise fachliche Überforderung der Baubehörde auf Stufe Gemeinde	Periodische Aus- und Weiterbildungsveranstaltungen für Baubehörden verstärken, Angebot für individuelle Ausbildung/Information vor Ort bei der Baubehörde (Inhouse)

5. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution au plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
BS	Homepage, div. Formulare (EDV-gestützt)	Homepage, div. Formulare (EDV-gestützt)	Qualität ist i.O.	Andauernde Optimierung der Homepage als Dienstleistungszentrum
BL	Vollzugshilfen, Merkblätter, notwendige Dokumente im Internet	Vollzugshilfen, Merkblätter, notwendige Dokumente im Internet. Veranstaltungen für Fachplaner und Architekten	Die Bauabnahmen bestätigen, dass häufig kleinere Abweichungen gegenüber dem bewilligten Projekt vorhanden sind, welche aber gesamthaft auf die Einhaltung der Vorschriften keine Auswirkungen haben	
SH	Energieordner (in Papier und auf Internet) Einführungskurse neues Energierecht, Hauswartkurse, Sprechstunde Energie	Energieordner (in Papier und auf Internet); Einführungskurse neues Energierecht, Praxisseminar Bauthermographie, MINERGIE-P-Kurs	Unterschiedliche Vollzugsqualität in den Gemeinden	Einführen der privaten Kontrolle auf den 01.01.2011
AR	Internet, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse	Internet, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse	Siehe Bericht: Vollzug der energetischen Massnahmen 2008; Untersuchung über die Qualität des Vollzugs der energetischen Massnahmen in den Kantonen AR, GL, SG	
AI		Veranstaltung Erstellung Energienachweis		
SG	Vollzugshilfsmittel inkl. Formulare im Internet verfügbar, Kurse, ERFA-Tagungen, individuelle Beratung	Vollzugshilfsmittel inkl. Formulare im Internet verfügbar, Fachkurse, EnergiePraxis-Seminare für Private Kontrolleure	Erfüllt bis gut	Auffrischung/Vertiefung erfolgte anlässlich Schulungen zur Einführung des revidierten EnG
GR	Veranstaltungen, Nachweisformulare, Vollzugshilfen, Empfehlungen	Kurse, Vollzugshilfen, Merkblätter, Vorgehensberatung, Internet	Personelle und fachliche Engpässe, steigender Detaillierungsgrad belastet Vollzugaufwand zusätzlich	Konzentration auf Wesentliches
AG	Digitaler Ordner, Merkblätter, Informationsveranstaltungen für Bauverwaltungen in den Gemeinden, Kurse SIA 380/1, Vollzugsunterlagen sind auch im Internet abrufbar	Digitaler Ordner, Merkblätter, Informationsveranstaltungen für Architekten und Haustechnikfachleute, Kurse SIA 380/1, Kurse für Installateure zu Nutzung der Sonnen- und Holzenergie.	Knappe Personalressourcen bei den Gemeinden; Kanton begrüsst die Schaffung von regionalen Bauverwaltungen und damit von Kompetenzzentren auch bezüglich Energie.	Ausbildung von Architekten und Haustechnikfachleuten verbessern. Empfehlung zur Schaffung von regionalen Bauverwaltungen. Qualitätskontrolle in Zusammenarbeit mit den Gemeinden
TG	Energieordner (in Papier und auf Internet) Einführungskurse neues Energierecht, Sprechstunden, Hauswartkurse	Energieordner (in Papier und auf Internet); Einführungskurse neues Energierecht, Praxisseminar Thermographie, MINERGIE-P Kurs	Unterschiedliche Vollzugsqualität in den Gemeinden	Einführen der privaten Kontrolle auf den 06.02.2011

5. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution au plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
TI	Disponibili i formulari elettronici standard EnFK aggiornati (d,f,i) +nuovi formulari En 1c, En12 e En13, tools di calcolo Rechnach, Wpesti, fenstertool in italiano	Incontri d'informazione, corsi e aggiornamenti professionali presso la ISAAC della SUPSI. Tools di calcolo Rechnach, Wpesti e Fenstertool in italiano	Risorse insufficienti per effettuare controlli in cantiere anche solo saltuari	Traduzione in italiano di diverse norme SIA, formazioni passerella nell'ambito energetico (collaborazione con energiewissen), maggiore coordinazione con i comuni e professionisti
VD	Information sur site internet cantonal, cours spécialisés, permanence téléphonique et mail, courriers d'information spécifiques	Information sur site internet cantonal, cours spécialisés, permanence téléphonique et mail, courriers d'information spécifiques	Traitement des dossiers réalisés par des non-spécialistes. La sous-traitance à des bureaux spécialisés se développe	Mise en place d'un système de contrôle plus sévère des dossiers de mise à l'enquête et des chantiers (isolation des bâtiments). Des inspecteurs seront mandatés en 2011 et une certification des auteurs de justificatifs thermiques sera mise en place.
VS	Information pour les autorités et les communes intéressées	Cours pour architectes, planificateurs, ingénieurs et responsables communaux	Moyens financiers et en personnel limités. Manque de compétence ou d'intérêt	L'intérêt des communes pour une exécution correcte est croissant
NE	Classeurs, notices, rencontres, cours, internet	Classeurs, notices, rencontres, cours, internet	Assez bonne exécution	
GE	Classeur énergie, conférences aux professionnels, cours documents sur Internet (directive, marche à suivre, ...)	Directive du concept énergétique, formulaires ; CIME (centre intercollectivités pour la maîtrise de l'énergie); documents sur le site internet; Centre info Pro - conseils énergétiques		Accentuation des mesures de contrôle; déclaration annuelle des indices de consommation; contrôles de chantiers
JU	Les compétences d'application étant cantonales, les communes reçoivent de l'information nécessaire à la procédure de suivi des dossiers	Des séances d'information et des cours sont organisés pour les professionnels concernés (architectes, ingénieurs, installateurs, milieux immobiliers)	Pas de problèmes particuliers	L'intention est de simplifier la procédure de suivi des dossiers afin de disposer de davantage de temps pour les contrôles in situ
FL	Beizug von externen Fachbüros	Kurs SIA 380/1 und Internetportal		

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden Législation: protection thermique des bâtiments

(1 / 2)

Kt.	Anforderungen und Nachweis winterlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.6 MuKEn 08	Anforderungen und Nachweis sommerlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.7 MuKEn 08	Befreiung / Erleichterung gemäss Art. 1.8 MuKEn 08	Bemerkungen
Ct.	Exigences et justification concernant la protection thermique en hiver selon art. 1.6 MoPEC 08	Exigences et justification concernant la protection thermique en été selon art. 1.7 MoPEC 08	Dispense et allègement selon art. 1.8 MoPEC 08	Remarques
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 08
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	In Kraft seit 01.01.09 in der KEnV; Abweichungen: Erleichterungen/Ausnahmen auch für selten benutzte Bauten und Fahrnisbauten
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	SIA 380/1 Ausgabe 09. Umsetzung MuKEn geplant ab 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8)
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Verordnung zum Energiegesetz vom 23.08.2010; EnVSO 10; Inkraftsetzung 01.01.2011; nach Inkraftsetzung MuKEn-kompatibel
BS	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kantonale Anforderung: SIA 380/1 - 10%; Nachweis mit Grenzwert ohne Wärmebrückenberechnung nicht zulässig.
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab dem 01.07.09 10% strengere Wärmedämmvorschriften als in der MuKEn 08
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Einführung der neuen SIA380/1 Grenzwerte (Ausgabe 09) und Wärmeschutz gemäss MuKEn 08 auf 01.01.2011
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Wärmeschutz gemäss MuKEn 00 Basismodul plus Modul 2, 80/20%-Regel
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die MuKEn 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Befreiung von Erfüllung der Anforderungen bei Umbauten im Umfang von weniger als 25'000 CHF
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Einführung der neuen SIA 380/1 Grenzwerte und Wärmeschutz gemäss MuKEn 08 auf 06.02.2011
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Obbligo di certificazione MINERGIE per edifici nuovi e le trasformazioni di proprietà pubbliche, parastatali o sussidiate dall'ente pubblico e sostituzioni dei sistemi di riscaldamento a base di combustibili fossili (RuEn, Art.11 e 15)
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le MoPEC 08 sera formellement introduit d'ici fin 2011
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Protection thermique hivernale selon MoPEC 08 en vigueur depuis 01.01.2010.
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Décision du Conseil d'Etat du 16.03.09. Entrée en vigueur le 01.01.2010
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Standard HPE (haute performance énergétique) ou MINERGIE obligatoire pour les constructions neuves

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden Législation: protection thermique des bâtiments

(1 / 2)

Kt.	Anforderungen und Nachweis winterlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.6 MuKE n 08	Anforderungen und Nachweis sommerlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.7 MuKE n 08	Befreiung / Erleichterung gemäss Art. 1.8 MuKE n 08	Bemerkungen
Ct.	Exigences et justification concernant la protection thermique en hiver selon art. 1.6 MoPEC 08	Exigences et justification concernant la protection thermique en été selon art. 1.7 MoPEC 08	Dispense et allègement selon art. 1.8 MoPEC 08	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 08 Remarques par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Oui, mais avec divergence dans le contenu	L'OEN 93, déjà basée sur la norme 380/1, est en cours de révision dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme. L'ordonnance révisée appliquera les dispositions du MoPEC relatives à la protection thermique en hiver et en été
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden

Législation: protection thermique des bâtiments

(2/2)

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.9 MuKE 08	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.10 MuKE 08	Wärmedämmung / Ausnutzung gemäss MuKE 08-Modul 8	Gegenüber MuKE 08 weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Locaux frigorifiques selon art. 1.9 MoPEC 08	Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.10 MoPEC 08	Isolation thermique et utilisation du sol selon Module 8 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 concernant la protection thermique	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ausnutzungsziffer wird ab Innenkante Aussenwand (also ganz ohne Wärmedämmung der Aussenwand) gerechnet. Baumassenziffer gemäss MuKE Modul 8
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Für kantonseigene Gebäude ist für Neubauten MINERGIE-P-Eco und für Sanierungen MINERGIE einzuhalten	Modul 8 sinngemäss Bestandteil der KEnG Totalrevision, Gemeinden können für Erfüllung erheblicher Anforderungen einen Nutzungsbonus geben
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Aussenwände die aufgrund der WD stärker als 35cm werden, sind bis max. 35 cm zu berücksichtigen. Bei MINERGIE-P wird die Aussenwand nicht berücksichtigt	Gesetzliche Anpassungen notwendig 2011 Gesetzesanpassung am Laufen (in Kraft voraussichtlich ab 01.06.2011) Umsetzung MuKE geplant ab 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8)
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	Übernahme Modul 8: mit Revision Baugesetz.
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu		
SO	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein		Verordnung zum Energiegesetz vom 23.08.2010; EnVSO 2010; Inkraftsetzung 01.01.2011; nach Inkraftsetzung MuKE-kompatibel
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Kant. Anforderung: SIA 380/1 - 10%; entgegen SIA ist der Verzicht auf die Wärmebrückenberechnung bei verschärften U-Werten nicht zulässig	Modul 8 nicht übernommen; eigene Regelung mit Individualbeurteilung

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden

Législation: protection thermique des bâtiments

(2/2)

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.9 MuKE 08	Gewächshäuser und beheizte Tragluflhallen gemäss Art. 1.10 MuKE 08	Wärmedämmung / Ausnutzung gemäss MuKE 08-Modul 8	Gegenüber MuKE 08 weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Locaux frigorifiques selon art. 1.9 MoPEC 08	Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.10 MoPEC 08	Isolation thermique et utilisation du sol selon Module 8 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 concernant la protection thermique	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ab 01.07.09 10% strengere Wärmedämmvorschriften als in der MuKE 08; Bei Kühlräumen keine Temperaturbeschränkung auf 8°C; Tragluflhallen explizite Bestimmungen in der Verordnung	Es ist geplant, das Thema Ausnutzung bei nächsten Revision EnG 2012 als Massnahme aufzunehmen. Etliche Gemeinden regeln einen Bonus bei MINERGIE/MINERGIE-P in den Zonenreglementen
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	Ausnutzungsnummer für MINERGIE-Gebäude (Umsetzung von Modul 8) wird nicht eingeführt
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein		Basiert auf MuKE 00
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKE 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Modul 8: Teil "Wärmedämmung" Teil des BauG; Teil Ausnutzung nicht realisiert, wird bei Revision des BauG geprüft
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Vorbildfunktion öffentliche Hand Für Neubauten des Kanton ist der MINERGIE-P Standard zu erfüllen. Für umfassende Sanierungen ist MINERGIE-Standard Umbau einzuhalten	Ausnutzungsbonus für MINERGIE-Gebäude sowie Gebäude mit U-Wert gegen Aussen besser als 0.15 (5%), und MINERGIE-P-Gebäude sowie für Gebäude mit U-Wert gegen Aussen besser 0.12 (+10%)
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Schede IS7 del PRA sul risparmio energetico negli edifici pubblici (standard MINERGIE) e raccomandazioni SvizzeraEnergia "standard edifici 08"	Obbligo di certificazione MINERGIE per edifici nuovi e le trasformazioni di proprietà pubbliche, parastatali o sussidiate dall'ente pubblico e sostituzioni dei sistemi di riscaldamento a base di combustibili fossili (RuEn, Artt.11 e 15)

6. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Gebäuden

Législation: protection thermique des bâtiments

(2/2)

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.9 MuKE 08	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.10 MuKE 08	Wärmedämmung / Ausnutzung gemäss MuKE 08-Modul 8	Gegenüber MuKE 08 weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Locaux frigorifiques selon art. 1.9 MoPEC 08	Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.10 MoPEC 08	Isolation thermique et utilisation du sol selon Module 8 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 concernant la protection thermique	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Les exigences accrues en matière d'isolation sont applicables dans les bâtiments neufs chauffés avec une énergie non renouvelable	Les exigences concernant les halles gonflables seront en principe introduites d'ici fin 2011. Le dispositif concernant l'augmentation de la surface constructible en cas de forte isolation est réalisé sur la base d'un coefficient surfacique et non volumique
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		Bonus sur l'indice pour bâtiments MINERGIE depuis 99
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		Concernant le module 8, une directive du SAT doit encore être édictée
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Renforcement des exigences dans le cadre du concept énergétique	Bonus à l'indice d'utilisation du sol pour bâtiments de haute performance énergétique (p.ex. MINERGIE) depuis 05
JU	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Il n'est pas envisagé de dispositions plus contraignantes que celles du MoPEC	L'OEN 93, déjà basée sur la norme SIA 380/1, est en cours de révision dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme. L'ordonnance révisée appliquera les dispositions du MoPEC en la matière et intégrera le module 8
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Höhere Anforderungen an die U- Werte der Bauteile	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(1/3)

Kt.	Wärmeerzeugung (Kondensationsheizkessel) gemäss Art. 1.11 MuKE n 08	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.12/1.13 MuKE n 08	Wassererwärmer und Wärmespeicher gemäss Art. 1.14 MuKE n 08	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.15 MuKE n 08	Bemerkungen
Ct.	Production de chaleur (chaudières à condensation) selon art. 1.11 MoPEC 08	Chauffage électrique fixe à résistance selon art. 1.12/1.13 MoPEC 08	Chauffe-eau et accumulateur de chaleur selon art. 1.14 MoPEC 08	Distribution et émission de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 08	Remarques
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 08, Abweichungen bezgl. Nutzeinheiten
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08, écarts concernant les unités d'occupation
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Art. 1.12/1.13 benötigt eine EnG-Änderung (Vorlage 4667 des Regierungsrats an den Kantonsrat, noch nicht ausstehend)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Art. 1.12/13 ist Bestandteil der KEnG Totalrevision, Inkraftsetzung ab 2012
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Aufnahme Art. 1.12/1.13 MuKE n 08 in die Gesamtrevision kEnG/kEnV
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen sind auf Gesetzesstufe (EnG Uri) mit einer Bewilligungspflicht ab 3 kW reglementiert
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen wurden vom Kantonsrat bei der Beratung aus dem Energiegesetz gestrichen.
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Zu diesem Punkt wurden noch keine Präzisierungen gemacht. Umsetzung MuKE n geplant ab 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8). Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
SO	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Übernahme "ortsfeste Widerstandsheizungen" und "GEAK" ins EnG; nach MuKE n 2008 prüfen; Verordnung zum EnGSO vom 23.08.2010: EnVSO 10, Inkraftsetzung 01.01.2011; nach Inkraftsetzung MuKE n-kompatibel
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	1.12/1.13: el. Widerstandsheizungen bis 2kW sind als Zusatzheizung erlaubt. 1.14: Das Warmwasser muss mit > 50% erneuerbarer Energie erzeugt werden. 1.15: nur unwesentliche inhaltliche Abweichungen

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(1/3)

Kt.	Wärmeerzeugung (Kondensationsheizkessel) gemäss Art. 1.11 MuKE 08	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.12/1.13 MuKE 08	Wassererwärmer und Wärmespeicher gemäss Art. 1.14 MuKE 08	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.15 MuKE 08	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08, Abweichungen bezgl. Nutzeinheiten
Ct.	Production de chaleur (chaudières à condensation) selon art. 1.11 MoPEC 08	Chauffage électrique fixe à résistance selon art. 1.12/1.13 MoPEC 08	Chauffe-eau et accumulateur de chaleur selon art. 1.14 MoPEC 08	Distribution et émission de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 08	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08, écarts concernant les unités d'occupation
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Abweichung dort, wo das übergeordnete Recht EnG bereits klare Vorgaben macht. Seit dem 01.07.09 besteht eine Pflicht von 50% erneuerbare Energie bei BWW Brauchwarmwasser (Sonnenkollektor, Holz Sole/Wasser WP...).
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Abweichungen zu MuKE 08: 1.11 keine Kondensationspflicht bei Ersatz; 1.14 keine Restriktionen für Neuinstallation Elektroboiler; 1.15 maximale VL Temperatur für alle Systeme bei 50°; Übernahme MuKE 08 Regelungen auf 01.01.2011
AR	Nein	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	MuKE 00
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die MuKE 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Verbot für ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gilt erst ab 5 kW Leistung je Gebäude
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Verbot von elektrischen Widerstandsheizungen im rev. EnergieG geplant, jedoch politisch umstritten
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Abweichungen zu MuKE 08: 1.11 keine Kondensationspflicht bei Ersatz; 1.14 keine Restriktionen für Neuinstallation Elektroboiler; 1.15 maximale VL Temperatur für alle Systeme bei 50; Übernahme MuKE 08 Regelungen auf 06.02.2011
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Per impianti ad olio e/o gas obbligo di generatori a condensazione anche per i risanamenti, favorire la cogenerazione degli impianti con potenza superiore a 1 MW. Esigenze accresciute per le energie rinnovabili per gli edifici pubblici, parastatali o sussidiati (MINERGIE, art. 15)

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Legislation: exigences pour les installations techniques

(1/3)

Kt.	Wärmeerzeugung (Kondensationsheizkessel) gemäss Art. 1.11 MuKE 08	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.12/1.13 MuKE 08	Wassererwärmer und Wärmespeicher gemäss Art. 1.14 MuKE 08	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.15 MuKE 08	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08, Abweichungen bezgl. Nutzeinheiten
Ct.	Production de chaleur (chaudières à condensation) selon art. 1.11 MoPEC 08	Chauffage électrique fixe à résistance selon art. 1.12/1.13 MoPEC 08	Chauffe-eau et accumulateur de chaleur selon art. 1.14 MoPEC 08	Distribution et émission de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 08	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08, écarts concernant les unités d'occupation
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	L'obligation d'utiliser la chaleur de condensation concerne les chaudières à gaz ; Les chauffages électriques de moins de 3 kW ne sont pas soumis à autorisation
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Formulation de l'article sur le chauffage électrique différente, mais conséquence identique
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Décision du Conseil d'Etat du 16.03.09. Entrée en vigueur le 01.01.2010
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le chauffage électrique est soumis à autorisation exceptionnelle; les installations techniques sont optimisées dans le cadre d'un concept énergétique
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	L'OEN 93 contient déjà des dispositions avancées concernant les installations techniques qui sont proches de celles du MoPEC 08. Dans ce domaine, l'ordonnance révisée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme appliquera le MoPEC 08
FL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(2/3)

Kt.	Abwärmenutzung gemäss Art. 1.16 MuKE 08	Lüftungstechnische Anlagen inkl. deren Wärmedämmung gemäss Art. 1.17/1.18. MuKE 08	Kühlen, Be- und Entfeuchten gemäss Art. 1.19 MuKE 08	Elektrische Energie SIA 380/4 gemäss MuKE 08-Modul 3	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Utilisation des rejets thermiques selon art. 1.16 MoPEC 08	Installations de ventilation, isolation thermique incluse selon art. 1.17/1.18. MoPEC 08	Refroidissement, humidification, déshumidification selon art. 1.19 MoPEC 08	Energie électrique SIA 380/4 selon Module 3 MoPEC 08	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Art. 1.19 / Modul 3: Übernahme geplant. Entscheid nach Änderung des Energiegesetzes (Vorlage 4667 noch nicht entschieden)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Aufnahme Modul 3 in die Gesamtrevision
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Modul 3 Elektrische Energie wurde vom Kantonsrat bei der Beratung aus dem Energiegesetz gestrichen.
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Noch nicht konkretisiert. Umsetzung MuKE geplant ab 01.06.11 (inkl. Modul 5 und Modul 8) Anwendung der Normen SIA
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
SO	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Übernahme "ortsfeste Widerstandsheizungen" und "GEAK" ins EnG; nach MuKE 2008 prüfen; Verordnung zum EnGSO vom 23.08.2010: EnVSO 10, In Kraft 01.01.2011; nach Inkraftsetzung MuKE- kompatibel
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Abweichung dort, wo das übergeordnete Recht EnG bereits klare Vorgaben macht
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	Abweichungen zu MuKE 08: 1.17/1.18 keine Anforderungen an WRG; 1.19 keine Effizienz- anforderungen sondern Bedarfs- nachweis; Übernahme MuKE 08 Regelungen auf 01.01.2011
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	MuKE 00
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKE 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(2/3)

Kt.	Abwärmenutzung gemäss Art. 1.16 MuKE 08	Lüftungstechnische Anlagen inkl. deren Wärmedämmung gemäss Art. 1.17/1.18. MuKE 08	Kühlen, Be- und Entfeuchten gemäss Art. 1.19 MuKE 08	Elektrische Energie SIA 380/4 gemäss MuKE 08-Modul 3	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Utilisation des rejets thermiques selon art. 1.16 MoPEC 08	Installations de ventilation, isolation thermique incluse selon art. 1.17/1.18. MoPEC 08	Refroidissement, humidification, déshumidification selon art. 1.19 MoPEC 08	Energie électrique SIA 380/4 selon Module 3 MoPEC 08	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Abweichungen zu MuKE 08: 1.17/1.18 keine Anforderungen an WRG; 1.19 keine Effizienzanforderungen sondern Bedarfsnachweis; Übernahme MuKE 08 Regelungen auf 06.02.2011
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La preuve du besoin pour le refroidissement est requise. Le justificatif selon SIA 380/4 doit être établi pour les bâtiments administratifs de plus de 2'000 m ²
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Décision du Conseil d'Etat du 16.03.09. Entrée en vigueur le 01.01.2010
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Le concept énergétique exige des installations techniques optimisées, 380/4 et 382/1 sont exigés; la climatisation est interdite à priori (régime d'autor. spécial), doit s'intégrer dans un concept global du bât., accent sur la valorisation des rejets
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	L'OEN 93 contient déjà des dispositions avancées proches de celles du MoPEC 08 concernant ces installations techniques. Dans ces différents domaines, l'ordonnance révisée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique appliquera le MoPEC 08
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(3/3)

Kt.	Heizungen im Freien gemäss MuKE 08-Modul 4 Art. 4.1	Beheizte Freiluftbäder gemäss MuKE 08-Modul 4 Art. 4.2	Anforderungen an Ferienhäuser gemäss MuKE 08-Modul 5	Gegenüber MuKE 08 weitergehende kantonale Anforderungen an haustechnische Anlagen	Bemerkungen
				z.B. weitere bewilligungspflichtige Anlagen (Warmluftvorhänge, Sportanlagen, Beschneigungsanlagen, Rolltreppen)	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Chauffage de plein air selon Module 4 art. 4.1 MoPEC 08	Piscines à l'air libre chauffées selon Module 4 art. 4.2 MoPEC 08	Exigences pour résidences secondaires selon Module 5 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 pour les installations techniques	Remarques
				par ex. autres installations soumises à autorisation (rideaux à air chaud, installations sportives, installations d'enneigement, escaliers roulants)	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein		Modul 4: EnG-Änderung Vorlage 4667 noch nicht entschieden. Modul 5 ist nicht vorgesehen
BE	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein		Modul 4 und 5 sind Bestandteil der KEnG Totalrevision
LU	Nein	Nein	Nein		EnG, Art. 13: Heizungen für Freiluftbäder werden nur bewilligt, wenn die Anlage mit Sonnenenergie oder nicht anders nutzbarer Abwärme beheizt wird
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
SZ	Nein	Nein	Nein		Modul 4 wurde vom Kantonsrat bei der Beratung aus dem Energiegesetz gestrichen
OW	Nein	Nein	Nein		Umsetzung MuKE 08 geplant ab 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8)
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	Verzicht auf Modul 5, da keine Relevanz in NW
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Anforderungen Ferienhäuser noch nicht in Verordnung. Folgt im Baugesetz
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		Le Module 5 MoPEC 08 est traité dans le projet de la révision de la LEn 00 susmentionné
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Verordnung zum EnGSO vom 23.08.2010: EnVSO 2010, In Kraft 01.01.2011; nach Inkraftsetzung MuKE 08 kompatibel
BS	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Warmluftvorhänge nur mit Ausnahmegenehmigung möglich	4.1: Heizen/Kühlen im Freien generell verboten, mit Ausnahmemöglichkeiten. 4.2: Beheizung nur mit 100% erneuerbarer Energie zulässig. Wärmepumpen nicht möglich
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Warmluftvorhänge	Abweichung dort, wo das übergeordnete Recht EnG bereits klare Vorgaben macht
SH	Nein	Nein	Nein		Absicht: Übernahme MuKE 08 Regelungen auf 01.01.2011 aber ohne Anforderung Ferienhäuser
AR	Nein	Nein	Nein		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Die MuKE 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		

7. Gesetzgebung: Anforderungen an haustechnische Anlagen Législation: exigences pour les installations techniques

(3/3)

Kt.	Heizungen im Freien gemäss MuKE 08-Modul 4 Art. 4.1	Beheizte Freiluftbäder gemäss MuKE 08-Modul 4 Art. 4.2	Anforderungen an Ferienhäuser gemäss MuKE 08-Modul 5	Gegenüber MuKE 08 weitergehende kantonale Anforderungen an haustechnische Anlagen	Bemerkungen
				z.B. weitere bewilligungspflichtige Anlagen (Warmluftvorhänge, Sportanlagen, Beschneigungsanlagen, Rolltreppen)	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Chauffage de plein air selon Module 4 art. 4.1 MoPEC 08	Piscines à l'air libre chauffées selon Module 4 art. 4.2 MoPEC 08	Exigences pour résidences secondaires selon Module 5 MoPEC 08	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 08 pour les installations techniques	Remarques
				par ex. autres installations soumises à autorisation (rideaux à air chaud, installations sportives, installations d'enneigement, escaliers roulants)	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
AG	Nein	Nein	Nein		Für den Erlass von Vorschriften für Heizungen im Freien und beheizte Freiluftbäder muss das EnergieG revidiert werden. Für Ferienhäuser keine Vorschriften geplant
TG	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Absicht: Übernahme MuKE 08 Regelungen (Heizungen im Freien) auf 06.02.2011 aber ohne Anforderung Ferienhäuser
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Les rideaux à air chaud sont considérés comme des installations de ventilation et nécessitent une autorisation	
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Exigences pour les piscines en halle fermée	Piscines avec accès public supérieures 200 m ² , chauffées au moins pour moitié par énergies renouvelables ou rejets de chaleur
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Les piscines en halle fermée doivent être chauffées au moins pour moitié par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Chauffage de plein air et chauffage de piscines sont soumis à autorisation	La loi sur l'énergie modifiée introduit de nouvelles contraintes, notamment pour les collectivités et les projets de très grande importance, en particulier des études territoriales et une variante THPE (MINERGIE-P)
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Il n'est pas envisagé de dispositions plus contraignantes que celles du MoPEC	L'OEN contient déjà des dispositions avancées proches de celles du MoPEC 08 concernant ces installations techniques. Dans ces différents domaines, l'ordonnance révisée appliquera le MoPEC 08
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung			

8. Gesetzgebung: Höchstanteil bei Neubauten - Gebäudeenergieausweis der Kantone Législation: part maximale pour les nouveaux bâtiments - Certificat énergétique cantonal des bâtiments

Kt.	Höchstanteil bei Neubauten gemäss Art. 1.20-1.22 MuKE 08	Gebäudeenergieausweis der Kantone (GEAK) gemäss Art. 1.31 MuKE 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit dem GEAK	Bemerkungen
			z.B. Informationsveranstaltungen, Zusammenarbeit mit Verbänden	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Part maximale pour les nouveaux bâtiments selon art. 1.20-1.22 MoPEC 08	Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) selon art. 1.31 MoPEC 08	Mesures de mise en œuvre concernant le CECB	Remarques
			par ex. rencontres d'information, collaboration avec les associations	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Gemeinsame Energieberatungsaktion mit Zürcher Kantonalbank und Elektrizitätswerke des Kantons ZH	Für den freiwilligen GEAK ist keine spezielle gesetzliche Grundlage nötig. Die bestehenden Grundlagen für Information/Beratung genügen.
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	GEAK ist im Kanton Bern als freiwilliges Instrument eingeführt	GEAK-Obligatorium für unsanierte Wohnbauten mit Baubewilligung vor dem 01.01.90 ist Bestandteil der KEnG-Totalrevision, Volksabstimmung am 15.05.2011
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	GEAK wird im Rahmen der Energieberatung (mit Kostenbeteiligung des Kantons) angeboten. Keine weitergehende Förderung.	GEAK-Artikel fehlt im Gesetz. Angebot im Kanton Luzern bleibt freiwillig. Aufnahme in die Gesamtrevision EnG/EnV geplant
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Aufnahme GEAK ins Förderprogramm 09; Infoveranstaltungen in den Gemeinden	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Energieberatung mit GEAK-plus wird finanziell gefördert	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	EnFK	Für den Höchstanteil fehlt gesetzliche Grundlage Umsetzung MuKE 08 geplant ab 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8)
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Informationsveranstaltungen sind in Zusammenarbeit mit den übrigen Kantonen der Zentralschweiz geplant	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	2 Informationsveranstaltungen	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Änderung des bestehenden Modells	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Campagne d'information et de sensibilisation	Le projet de révision de la LEn 00 prévoit l'introduction obligatoire du CECB
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Informationen im Rahmen der üblichen Veranstaltungen; spezielle Veranstaltungen sobald Tool Beratungsbericht vorhanden ist. Im Rahmen von Veranstaltungen wie Eigenheimmesse etc. immer ein Thema, Förderbeiträge	Übernahme der Bestimmung „GEAK“ ins EnG; nach MuKE 08 prüfen.
BS	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	EnFK NWCH hat Veranstaltungen durchgeführt.	GEAK ist freiwillig, wird aber gefördert, wenn daraus folgende Massnahmen umgesetzt werden.
BL	Nein	Nein	Förderung Energieanalyse mit GEAK ab 01.01.2010	Seit dem 01.07.09 besteht eine Pflicht von 50% erneuerbare Energie bei BWW (Sonnenkollektor, Holz Sole/Wasser WP) anstelle Höchstanteil. Für den GEAK fehlt die gesetzliche Grundlage. Bei der Revision EnG 2012 besteht die Absicht, diese zu schaffen
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	2 Informationsveranstaltungen "Gebäude sanieren - Energiekosten halbieren" im Herbst	Freiwillige Einführung Gebäudeenergieausweis auf 01.01.2011 in Planungs- und Baugesetz
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	GEAK an HEMA präsentiert, GEAK plus Beratungsbericht (Vorgehensberatung) wird gefördert	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKE 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen

8. Gesetzgebung: Höchstanteil bei Neubauten - Gebäudeenergieausweis der Kantone Législation: part maximale pour les nouveaux bâtiments - Certificat énergétique cantonal des bâtiments

Kt.	Höchstanteil bei Neubauten gemäss Art. 1.20-1.22 MuKE 08	Gebäudeenergieausweis der Kantone (GEAK) gemäss Art. 1.31 MuKE 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit dem GEAK	Bemerkungen
			z.B. Informationsveranstaltungen, Zusammenarbeit mit Verbänden	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Part maximale pour les nouveaux bâtiments selon art. 1.20-1.22 MoPEC 08	Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) selon art. 1.31 MoPEC 08	Mesures de mise en œuvre concernant le CECB	Remarques
			par ex. rencontres d'information, collaboration avec les associations	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Einführung des Gebäudeenergieausweises der Kantone (GEAK) auf freiwilliger Basis. Kanton kann Beiträge bis max. 50% der Kosten für den GEAK leisten
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die Ausarbeitung eines GEAK wird gefördert, wenn gleichzeitig eine Energieberatung durchgeführt wird	
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	5 Informationsveranstaltungen "Gebäude sanieren - Energiekosten halbieren" im Herbst	Freiwillige Einführung Gebäudeenergieausweis auf 06.02.11
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		Direttiva relativa al Certificato energetico cantonale degli edifici (CECE) in elaborazione. Introduzione del CECE come condizione per ottenere i sussidi per il nuovo programma promozionale 2011-2015 (vd messaggio e rapporto 6434 allegati).
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	La mise en œuvre du CECB est envisagée pour 2012-2013. Une motion du Grand Conseil demande une obligation pour les bâtiments loués ou vendus	L'eau chaude sanitaire pour les bâtiments neufs doit être produite par au moins 30% d'énergie renouvelable
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		Le Valais participera au développement du CECB sur une base volontaire, pour commencer. Il a toutefois introduit le CECB comme exigence pour certaines mesures de promotion (solaire thermique, bois-énergie)
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Information des experts certifiés CECB	L'indice de dépense d'énergie thermique est obligatoire. Il devrait être remplacé par le CECB dans la loi révisée (2011)
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Aide financière dans le cadre du programme "chèque bâtiment énergie". Audit obligatoire aussi dans le secteur immobilier dès 800 MJ/m2a et assainissement obligatoire dès 900 MJ/m2a	Part maximale exigée dans le cadre du concept énergétique (bâtiments neufs et rénovations lourdes d'une certaine importance)
JU	Non	Non	L'information des professionnels et milieux concernés sera assurée dans le cadre de la mise en application de l'ordonnance révisée. Les modalités doivent encore être définies	L'OEN 93 ne contient aucune disposition relative à la part maximale d'énergies non renouvelables et au certificat énergétique cantonal des bâtiments qui feront l'objet de nouvelles dispositions dans l'ordonnance révisée, conformément à celles du MoPEC
FL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Im FL gilt der Gebäudeenergieausweis gemäss EU- Richtlinie.	

9. Gesetzgebung: Verbrauchsabhängige Heiz- und Warmwasserkostenabrechnung Législation: décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude

Kt.	VHKA bei Neubauten gemäss Art. 1.23/1.25/1.26 MuKE 08	VHKA bei wesentlichen Erneuerungen gemäss Art. 1.24/1.25/1.26. MuKE 08	VHKA in bestehenden Gebäuden gemäss MuKE 08-Modul 2	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08 z.B. bei anderer Anzahl als ab 5 Nutzeinheiten
Ct.	DIFC pour les nouveaux bâtiments selon art. 1.23/1.25/1.26, MoPEC 08	DIFC pour les rénovations d'envergure selon art. 1.24/1.25/1.26. MoPEC 08	DIFC dans les bâtiments existants selon Module 2 MoPEC 08	Remarques
				par ex. intentions, divergences en réf. au MoPEC 08, par ex. autre nbre que dès 5 unités d'occupation
ZH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	Mit EnG-Änderung (Vorlage 4667) soll Art. 1.23 an MuKE 08 angepasst und Art. 1.24 eingeführt werden. Entscheid zu Vorlage noch ausstehend.
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	Mehr als 6 Nutzeinheiten. Aufnahme der Regelung MuKE 08 in die Gesamtrevision kEnG/EnV geplant. Anpassung MuKE 08
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Umsetzung MuKE 08 geplant ab 01.06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8)
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Non	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Grundsätzlich besteht Pflicht erst, wenn Leistung der Wärmeerzeugung über 35 kW. Für bestehenden Bauten gilt Pflicht ebenfalls, div. Ausnahmeregelungen
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die Pflicht für VHKA in bestehenden Bauten mit mehr als 5 Wärmebezüglern besteht seit 85
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	Übernahme MuKE 08 Regelungen auf 01.01.2011 (ohne Modul 2)
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Basiert auf MuKE 00
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die MuKE 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen.
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Bei Neubauten ab 7 Nutzeinheiten; bei wesentlichen Erneuerungen ab 9 Nutzeinheiten
GR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Pflicht zur VHKA in Neubauten bei 10 Wohneinheiten
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die 5 Nutzeinheiten sind im EnergieG festgeschrieben.
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	Übernahme MuKE 08 Regelungen auf 06.02.2011 (ohne Modul 2)
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La mise en œuvre du DIFC dans les bâtiments existants est applicable lors de modifications importantes du réseau de distribution de chaleur
VS	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Dérogation DIFC si IDC (Indice de dépense de chaleur) <600 MJ/m ² .a (bât. avant 93) mesure annuelle des indices; dispense MINERGIE contrôle rigoureux du parc immobilier
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	OEN 93 contient des dispositions rel. au DIFC complètes et aussi contraignantes que celles du MoPEC 08. L'ordonnance révisée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie éner. de long terme reprendra les dispositions du MoPEC 08
FL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	

10. Gesetzgebung: Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen - Grossverbraucher Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité Grands consommateurs

Kt.	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen gemäss Art. 1.27 MuKE 08	Bewilligte Elektrizitätserzeugungsanlagen im Berichtsjahr	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.28-1.30 MuKE 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
		z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]		z.B. Informationsveranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit der EnAW	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Utilisation des rejets thermiques des install. productrices d'électricité selon art. 1.27 MoPEC 08	Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue	Exigences pour grands consommateurs selon art. 1.28-1.30 MoPEC 08	Mesures de mise en œuvre concernant les grands consommateurs	Remarques
		par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]		par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collaboration avec l'AEnEC	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
ZH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Kanton bewilligt nur Anlagen über 5 MW. Bei kleineren Leistungen sind die Gemeinden zuständig	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Zielvereinbarungen und Universal-Zielvereinbarungen werden seit 98 erstellt. Alle Grossverbraucher ohne Zielvereinbarung wurden zur Energieanalyse aufgefordert, jetzt Umsetzungsphase.	Punkt 1 (betr. Wärmenutzung bei ern. Brennstoffen) soll mit EnG-Änderung (Vorlage 4667) an MuKE 08 angepasst werden. Entscheid noch ausstehend.
BE	Nein	Keine	Nein	Umsetzung Grossverbrauchermodell ab 2012 vorgesehen. Zusammenarbeit mit EnAW in Vorbereitung.	Art. 1.27 und 1.28 sind Bestandteil der EnG-Totalrevision
LU	Nein		Nein		Aufnahme Grossverbrauchermodell in die Gesamtrevision EnG/EnV geplant
UR	Nein	- Biomassekraftwerk (Kompogas) 352 MWh - Kleinwasserkraftwerk Leitschach 150 kW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	In Arbeitsplanung 2011 aufgenommen	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Umsetzung MuKE geplant ab 06.2011 (inkl. Modul 5 und Modul 8)
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nur sehr wenige Grossverbraucher in NW. Kontakt wird bilateral gesucht	
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
ZG	Nein		Nein		
FR	Oui, mais avec divergence dans le contenu		Non		Ds le cadre de la révision des bases légales en cours (LEn), il est prévu d'y intégrer les mesures telles que définies dans le MoPEC 08
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Zusammenarbeit mit der EnAW	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Studie zu den Möglichkeiten der Umsetzung im 2010 abgeschlossen, im 2011 ist Umsetzung angestrebt.	Art. 1.27- 1.30 sind sinngemäss eingehalten, wenn auch nicht im Wortlaut
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nicht bekannt	Nein		Hierfür fehlt die gesetzliche Grundlage. Bei der Revision EnG 2012 besteht die Absicht, diese zu schaffen

10. Gesetzgebung: Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen - Grossverbraucher Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité Grands consommateurs

Kt.	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen gemäss Art. 1.27 MuKE 08	Bewilligte Elektrizitätserzeugungsanlagen im Berichtsjahr	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.28-1.30 MuKE 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
		z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]		z.B. Informationsveranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit der EnAW	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Utilisation des rejets thermiques des install. productrices d'électricité selon art. 1.27 MoPEC 08	Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue	Exigences pour grands consommateurs selon art. 1.28-1.30 MoPEC 08	Mesures de mise en œuvre concernant les grands consommateurs	Remarques
		par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]		par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collaboration avec l'AEnEC	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Keine bekannt	Nein		Übernahme MuKE 08 Regelungen auf 01.01.2011 (Wärmenutzung Elektrizitätserzeugungsanlagen und Grossverbraucherartikel)
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Nein		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Die MuKE 08 wurde ohne inhaltliche Abweichungen ins neue Gesetz übernommen
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine bekannt	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Anerkennung Universalzielvereinbarung, keine weiteren Aktivitäten	Umsetzung des Grossverbraucherartikels mit Beginn 2011
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
AG	Nein	Umsetzung erst nach Revision des EnergieG möglich	Nein		Umsetzung des Grossverbrauchermodells erst nach Revision des EnergieG möglich
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Holzverstromungsanlage HEBBAG in Balterswil Pel = 690 kW, Pth total = 7.2 MW	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Artikel besteht, wird aber zur Zeit nicht aktiv vollzogen	Übernahme MuKE 08 Regelungen auf 06.02.2011 (Abwärmenutzung Elektrizitätserzeugungsanlagen)
TI	Oui, sans divergence dans le contenu		Oui, mais avec divergence dans le contenu	Il cantone può richiedere ai grandi consumatori di designare un consulente energetico. Sono previsti dei sussidi per i grandi consumatori se viene eseguita un'analisi energetica (in elaborazione)	Sono considerati dei grandi consumatori anche i soggetti che hanno più di 200 dipendenti e/o dispongono di una flotta con più di 20 veicoli
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Quelques groupes de secours Quelques CCF domestiques	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Rien de prévu dans l'immédiat, faute de ressources humaines suffisantes	La part de récupération de chaleur à réaliser sur une installation fonctionnant aux énergies fossiles est définie selon la quantité d'électricité produite
VS	Non		Non		

10. Gesetzgebung: Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen - Grossverbraucher Législation: utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité Grands consommateurs

Kt.	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen gemäss Art. 1.27 MuKE 08	Bewilligte Elektrizitätserzeugungsanlagen im Berichtsjahr	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.28-1.30 MuKE 08	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
		z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]		z.B. Informationsveranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit der EnAW	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08
Ct.	Utilisation des rejets thermiques des install. productrices d'électricité selon art. 1.27 MoPEC 08	Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue	Exigences pour grands consommateurs selon art. 1.28-1.30 MoPEC 08	Mesures de mise en œuvre concernant les grands consommateurs	Remarques
		par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]		par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collaboration avec l'AEnEC	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08
NE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	1 installation: 5 kVA aux Ponts-de-Martel	Oui, sans divergence dans le contenu	La mesure est pleinement exécutée. L'ensemble des grands consommateurs est en cours d'analyse ou de convention	L'utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité utilisant des énergies renouvelables entrera en vigueur après la révision de la LCEn probablement en 2011
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Projet de CCF au gaz lors du remplacement de la chaudière gaz du CAD. Principe approuvé par le Conseil d'Etat. En cours d'étude (env 60 MWth et 40 MWél).	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Audit obligatoire avec la nouvelle loi (dès 5 GWh th / an ou 0.5 GWh él / an).	
JU	Non	L'OEN 93 ne contient aucune disposition relative à l'utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité. L'ordonnance révisée reprendra les dispositions du MoPEC 08	Non	La consultation des milieux concernés par la mise en application de l'ordonnance révisée aura lieu dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme.	L'OEN 93 ne contient aucune disposition relative aux exigences fixées aux gros consommateurs. L'ordonnance révisée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie énergétique de long terme appliquera les dispositions du MoPEC 08.
FL	Nein		Nein		

11. Gesetzgebung: Stromversorgung - Bezeichnung der Netzgebiete - Leistungsauftrag

Législation: approvisionnement en électricité - Désignation des zones de desserte

Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungsaufträge an die Netzbetreiber?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss				z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	Base légale Législation connexe à la LApEI	Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEI)?	Des mandats de prestation sont-ils attribués aux gestionnaires de réseau?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEI)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat				par ex. intentions, divergences
ZH	Kantonales EnerG (EnerG, 730.1) § 8a ff.	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Verwaltungsgericht	
BE	EinführungsV zum Strom VG (EVStromVG) vom 19.11.08	Teilweise	Nein	Amt für Umweltkoordination und Energie, Rechtsweg -> BVE -> Regierungsrat	EV StromVG wird durch KEnG-Totalrevision abgelöst, einschliesslich Leistungsaufträgen
LU	Botschaft in Vorbereitung	Ja	In Vorbereitung	Bau- Umwelt und Wirtschaftsdepartement (BUWD)	
UR	Verordnung zum StromVG VSG vom 01.10.08 In Kraft 01.01.09	Ja	In Vorbereitung	Regierungsrat	
SZ	In Bearbeitung	In Vorbereitung	Nein		Beratung der kantonalen Verordnung zum StromVG wurde in der kantonsrätlichen Kommission sistiert bis Gesamtenergiepolitische Strategie vorliegt
OW	EWO-Gesetz vom 22.09.04 definiert grössten Teil	In Vorbereitung	Nein	Regierungsrat	
NW	Kantonale Stromversorgungsverordnung. In Kraft 01.01.09	Ja	Nein	Direktion	Überführen der kant. StromVV in ein kant. Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Stromversorgung (KSTROMVG)
GL	Einbau in Kant. Energiegesetz	Ja	Nein	Departement Bau und Umwelt	
ZG		Ja	Nein	Baudirektion; gemäss Verordnung zum Energiegesetz vom 12.07.05, § 7	
FR	LAEE du 11.9.2003	En préparation	En préparation	Etat de Fribourg, Direction de l'économie et de l'emploi	
SO	Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über die Stromversorgung	In Vorbereitung	Nein	Das Verfahren richtet sich nach dem Gesetz über den Rechtsschutz in Verwaltungssachen vom 15.11.70	
BS	IWB-Gesetz 772.300, Verordnungen 772.400/420/430 angepasst im 09	Ja	Ja	Verwaltungsgericht BS	Die IWB als Energieversorger des Kantons sind seit 09 nicht mehr Teil der Verwaltung, sondern eine selbständige, öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener juristischer Persönlichkeit (zu 100% im Besitz des Kantons BS)
BL	Gesetzliche Basis wird 2011 geschaffen	Ja	Nein		

11. Gesetzgebung: Stromversorgung - Bezeichnung der Netzgebiete - Leistungsauftrag

Législation: approvisionnement en électricité - Désignation des zones de desserte

Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungsaufträge an die Netzbetreiber?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss				z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	Base légale Législation connexe à la LApEI	Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEI)	Des mandats de prestation sont-ils attribués aux gestionnaires de réseau?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEI)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat				par ex. intentions, divergences
SH		Ja	Ja	Änderung des Elektrizitätsgesetzes in Vorbereitung. Entscheidungsbehörde gemäss Verwaltungsrechtspflegegesetz ist der Regierungsrat	
AR	Vorl. VO über Einführung des Bundesgesetzes über die Stromversorgung	Ja	Nein	Dep. Bau und Umwelt	
AI	Bestehende Rechtsgrundlage im Energiegesetz	Ja	Nein	Die Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.	
SG	Verordnung zum eidg. StromVG 08, in Kraft seit 01.01.09	In Vorbereitung	Nein	Baudepartement	Verordnung lässt Leistungsaufträge an Netzbetreiber zu. EG zum StromVG in parlamentarischer Beratung, geplanter Vollzug: 01.01.2011
GR	Stromversorgungsgesetz StromVG GR, in Kraft 01.09.09	Ja	Nein	EiCom	
AG	In Vorbereitung (Rev. EnergieG)	In Vorbereitung	Nein		Rechtsgrundlagen werden mit der Revision des EnergieG bis 2012 geschaffen
TG	Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Stromversorgung (2010)	Nein	Nein	Departement DIV	Vernehmlassung der Netzgebiete Anfangs 2011 (Einführung geplant auf Mitte 2011)
TI	LA-LAEI del 30.11.09 RLA-LAEI del 23.11.2010	Oui	Non	Art. 8 LA-LAEI : Le controversie in materia di allacciamento sono deferite al Consiglio di Stato, per quanto non rientrano nelle competenze della Commissione dell'energia elettrica (EiCom)	
VD	Loi vaudoise sur le secteur électrique (LSecEI), en vigueur dès 01.10.09	Oui	En préparation	Commission cantonale de surveillance sur le secteur électrique, COSSEL	Le règlement hors zone à bâtir et le règlement sur les mandats de prestation sont en préparation.
VS	Décret d'application de la LApEL - 12.12.08; en vigueur 16.01.09	En préparation	En préparation	Conseil d'Etat	
NE	Loi approvisionnement en énergie électrique (LAEE), du 01.09.04	Oui	En préparation	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement	Une nouvelle loi remplaçant la LAEE devrait être adoptée en 2011.

11. Gesetzgebung: Stromversorgung - Bezeichnung der Netzgebiete - Leistungsauftrag
Législation: approvisionnement en électricité - Désignation des zones de desserte
Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungsaufträge an die Netzbetreiber?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	Base légale Législation connexe à la LApEI par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEI)	Des mandats de prestation sont-ils attribués aux gestionnaires de réseau?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEI)	Remarques par ex. intentions, divergences
GE	L 2.35 Loi modifiant la Loi sur l'organisation des Services Industriels de Genève du 10.10.08, entrée en vigueur 01.01.09	Oui	Oui		Base Légale L 2.35 Loi modifiant la loi sur l'organisation des Services Industriels de Genève (LSIG) du 10.10.08, entrée en vigueur 01.01.09
JU	Loi cantonale d'application de la LApEI est en cours d'élaboration	En préparation	En préparation	Le Département de l'Environnement et de l'Equipement	Les collaborations nécessaires avec les distributeurs en vue de la mise en application de la loi cantonale d'application de la LApEI sont en cours.
FL	Elektrizitätsmarktgesetz vom 20.06.02	Ja	Ja		Umsetzung des 3. Liberalisierungspaketes der EU ist in Arbeit und wird voraussichtlich bis Ende 2011 abgeschlossen sein

12. Gesetzgebung: Stromversorgung - Anschlusspflichten

Législation: approvisionnement électrique - Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungsentgelt: Bestehen Rechtsgrundlagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEI)?	Obligation de raccordement hors des zones à bâtir: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâtir (selon art. 5, al. 4 LApEI)?	Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEI?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâtir	Remarques
					par ex. intentions, divergences
ZH	Ja	Ja	Ja	Verwaltungsgericht	
BE	Ja	Ja	Ja	Amt für Umweltkoordination und Energie, Rechtsweg -> BVE -> Regierungsrat	
LU	Ja	Ja	In Vorbereitung	Bau- Umwelt und Wirtschaftsdepartement (BUWD)	
UR	Ja	Ja	Ja	Gemäss den Bestimmungen der Verordnung über die Verwaltungsrechtspflege	
SZ	In Vorbereitung	In Vorbereitung	In Vorbereitung		Beratung der kantonalen Verordnung zum StromVG wurde in der kantonsrätlichen Kommission sistiert bis Gesamtenergiepolitische Strategie vorliegt.
OW	Nein	Nein	Nein	Regierungsrat	
NW	Nein	Ja	Ja	Direktion	Mit dem bezeichneten Netzgebiet wird das gesamte Kantonsgebiet abgedeckt
GL	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
ZG	Nein	Nein	Nein	Baudirektion; gemäss Verordnung zum Energiegesetz vom 12.07.05, § 7	
FR	Oui	Oui	Oui	Etat de Fribourg, Direction de l'économie et de l'emploi	
SO	Ja	Ja	Nein	Das Verfahren richtet sich nach dem Gesetz über den Rechtsschutz in Verwaltungssachen vom 15.11.70	
BS	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	Das gesamte Kantonsgebiet wird vom Betreiber abgedeckt
BL	In Vorbereitung	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Noch nicht bekannt	

12. Gesetzgebung: Stromversorgung - Anschlusspflichten Législation: approvisionnement électrique - Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungsentgelt: Bestehen Rechtsgrundlagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen
Ct.	Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEI)?	Obligation de raccordement hors des zones à bâtir: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâtir (selon art. 5, al. 4 LApEI)?	Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEI?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâtir	Remarques
					par ex. intentions, divergences
SH	In Vorbereitung	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Änderung des Elektrizitätsgesetzes in Vorbereitung. Entscheidungsbehörde gemäss Verwaltungsverfahrensgesetz ist der RR	
AR	Ja	Ja	Ja	Dep. Bau und Umwelt	
AI	Nein	Ja	Nein	Die Ständekommission des Kantons Appenzell I.Rh.	
SG	Nein	Nein	Nein	Baudepartement	
GR	Ja	Ja	Ja	Kanton entscheidet in Fällen, die nicht in die Zuständigkeit der EICom fallen	
AG	In Vorbereitung	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Rechtsgrundlagen werden mit der Revision des EnergieG bis 2012 geschaffen	
TG	In Vorbereitung	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Anschlusspflicht entscheidet das Departement	Bezeichnung der Netzgebiete bis Mitte 2011
TI	Oui	Oui	Oui	Art. 8 LA-LAEI : Le controversie in materia di allacciamento sono deferite al Consiglio di Stato, per quanto non rientrino nelle competenze della Commissione dell'energia elettrica (EICom)	Fuori da zone edificabili, i consumatori per cui non è previsto l'allacciamento secondo il diritto federale, devono essere allacciati se: per ragioni tecniche non può essere preteso un auto approvvigionamento e l'allacciamento è tecnicamente possibile e economicamente sopportabile
VD	Oui	En préparation	Oui	Département en charge de l'énergie et commission cantonale (COSSEL).	Le règlement hors zone à bâtir et le règlement sur les mandats de prestation sont en préparation

12. Gesetzgebung: Stromversorgung - Anschlusspflichten

Législation: approvisionnement électrique - Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungsentgelt: Bestehen Rechtsgrundlagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
Ct.	Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEI)?	Obligation de raccordement hors des zones à bâtir: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâtir (selon art. 5, al. 4 LApEI)?	Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEI?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâtir	Remarques par ex. intentions, divergences
VS	Oui	Oui	Oui	Conseil d'Etat	Pour l'obligation de raccordement, il est prévu que le Conseil d'Etat, en dehors de la zone de desserte et les conseils municipaux, en dehors de la zone à bâtir peuvent contraindre au raccordement
NE	Oui	Oui	Non	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement	Une nouvelle loi remplaçant la LAEE devrait être adoptée en 2011.
GE	Non	Oui	Oui		Une seule zone de desserte
JU	En préparation	En préparation	En préparation	Département de l'Environnement et de l'Equipement	
FL	Nein	Nein	Nein	Energienmarktkommission	

13. Gesetzgebung: Wasserkraft-Nutzung

Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft	Erstellte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr (Anlagen > 10 MW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Autorité d'exécution pour approvis. éner. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique	Octrois de nouvelles concessions durant l'exercice sous revue (installations > 10 MW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
ZH	Wasserwirtschaftsgesetz (WWG) 91 (ist in Revision)	AWEL, bei grösseren Regierungsrat	Positivplanung in Vorbereitung, evtl. nicht öffentlich, nur interne Vollzugshilfe. Im Kt Zürich ohnehin kein erhebliches Volumen; Einzelfallbetrachtung.	Keine	
BE	Wassernutzungsgesetz (WNG) vom 23.11.97	Amt für Wasser und Abfall AWA, Abt. Wassernutzung	NE-Beurteilungsraster zu Wasserkraft entwickelt. Steht seit Jan. 2010 online zur Verfügung. Kantonale Wasserstrategie - mit Teilstrategie Wassernutzung vom 15.01.10	Flusskraftwerk Hagneck, max 26 MW, durchschnittlich 13.8 MW	
LU	Wassernutzungs- und Wasserversorgungsgesetz, WNVG, vom 20.01.03; Wassernutzungs- und Wasserversorgungsverordnung, WNVV, vom 10.06.03	Regierungsrat; Dienststelle Verkehr- und Infrastruktur (vif), instruierende Behörde	Planungsbericht über die Wasserkraftnutzung im Kanton Luzern, vom 26.10.2010		
UR	Gewässernutzungsgesetz GNG Gewässernutzungsverordnung GNV	Landrat Regierungsrat < 1 MW	Geamtenergiestrategie Uri Eignerstrategie Wasserkraft Uri		
SZ	Wasserrechtsgesetz vom 11.09.73 (WRG, SRSZ 451.100)	Bezirke	Gespräche mit Elektrizitätswerken, Begleitung von Neukonzessionierungen, Tagung für Wasserversorgungen zu Planung und Projektierung von Trinkwasserkraftwerken		
OW	Gesetz Wasserbau und Wassernutzung (Was-seraugesetz) 31.05.01	Abteilung Hochbau und Energie			
NW	Wasserrechtsgesetz vom 30.04.71; Wasserrechtsverordnung vom 06.07.81	Regierungsrat	Zusammenarbeit mit dem kantonalen Elektrizitätswerk (EWN)	Keine	Das EWN erstellt ein Konzept über Neuanlagen zur Nutzung der Wasserkraft
GL	EG ZGB Art. 160 ff.	Landrat	Keine		
ZG	Gesetz über die Gewässer vom 25.11.99	Regierungsrat			
FR	Loi sur l'aménagement des eaux	Service des ponts et chaussées, Section lacs et cours d'eau	Rapport sur l'Evaluation et gestion de la force hydraulique du canton FR		
SO	Gesetz über Wasser, Boden und Abfall, 04.03.09, GWBA; in Kraft 01.01.2010	Bau- und Justizdepartement des Kantons Solothurn	Wasserkraftstrategie geplant 2011	Keine	Neukonzessionierung der beiden Aarekraftwerke Gösgen (Alpiq Hydro Aare) und Aarau (IBAarau) in Bearbeitung
BS	Wird direkt in den Konzessionsverträgen geregelt	Bau- und Justizdepartement des Kantons Solothurn	Keine (nötig), da Versorgung bereits mit 89% Wasserkraft erfolgt	Keine	Die Stromversorgung des ganzen Kantonsgebiet ist zu 100% erneuerbar, dank "Auflabelung" des nicht erneuerbaren Anteils mittels Wasserkraftzertifikaten

13. Gesetzgebung: Wasserkraft-Nutzung Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft	Erstellte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr (Anlagen > 10 MW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Autorité d'exécution pour approvis. éner. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique	Octrois de nouvelles concessions durant l'exercice sous revue (installations > 10 MW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
BL		Amt für Umweltschutz und Energie	Potenzialstudie	Keine	Für ein Kleinwasser-Kraftwerk läuft das Baugesuchs- und Konzessionsverfahren; ein weiteres ist in Diskussion
SH	Elektrizitätsgesetz vom 24.01.00 (In Kraft 15.06.00) Wasserwirtschaftsgesetz vom 18.05.98 (In Kraft 01.01.99) VO zum Wasserwirtschaftsgesetz vom 22.12.98 (in Kraft 01.01.99)	Regierungsrat		Keine	
AR					
AI	Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch 1911, EG ZGB, in Kraft 30.04.11	Die Ständekommission des Kantons Appenzell I.Rh.	Nein	Nein	
SG	Gesetz über die Gewässernutzung 60, GNG Vollzug seit 01.01.61	Amt für Umwelt und Energie, Sektion Gewässernutzung und Grundwasser	Zielführende Beratung bei Projektbeginn		
GR	Wasserrechtsgesetz, BWRG 95, in Kraft: 01.07.95 / Verordnung zum Wasserrechtsgesetz, BWRV 94, in Kraft: 01.07.95	Gemeinde = Konzessionsgeberin Regierung = Genehmigungsbehörde	Website Energieapéros Information + Beratung Aktualisierung Wasserkraftstrategie	1 Anlage mit 3 MW	Leistungssteigerungspotential der derzeit bekannten Kraftwerksprojekte: + 10 Prozent
AG	Wasserrechtsgesetz Bund WRG / Wassernutzungsgesetz WnG Kt. Aargau vom 11.03.08	Regierungsrat > 10 MW	Strategie gemäss EnergieAARGAU	Kraftwerk Ryburg-Schwörstadt 120 MW	Umsetzung Wasserzinsenerhöhung gemäss Vorgaben Wasserrechtsgesetz des Bundes. Maximal möglicher Zins wird umgesetzt.
TG	Wassernutzungsgesetz (WNG), RB 721.80, vom 25.08.99, in Kraft 01.01.00	Vollzugsbehörde ist die kantonale Fachstelle für Wassernutzung, d.h. Abteilung Wasserwirtschaft/Wasserbau, Amt für Umwelt	Keine	Keine	Keine
TI	Legge utilizzazione delle acque 07.10.02; regolamento utilizzazione delle acque 29.04.03	Gran Consiglio o Consiglio di Stato a dipendenza della potenza lorda media	Cfr. Obiettivo 27 nuovo PD e schede V3 e P6	No	
VD	LFH 1916, Leaux 1991, LFSP 1991, LPDP 1957 et RLPDP 1958, LLC 1944, Lpêche 1978	Service des eaux, sols et assainissement (SESA)	Cadastre du potentiel hydraulique du Canton sur eaux de surface et sur réseaux d'eau terminé en 08. Soutien aux études sommaires et d'avant-projet	Aucune	Poursuivre le développement de la force hydraulique dans le Canton également au niveau de la petite hydraulique et des eaux de réseaux. Plusieurs projets en cours pour une puissance de plusieurs dizaines de MW
VS	Loi sur les forces hydrauliques	Collectivités concédantes (communes ou cantons selon le cours d'eau)	Analyse d'opportunité proposée aux communes	Approb. conc. CE (13.01.2010) Ackersand 1: 11.8 MW Approb. conc. CE (19.05.2010) Bramois - Sauterot: 24 MW	Oppositions quasi systématiques sur les projets concernant des cours d'eau. Les projets de turbinage d'eau potable sont bien acceptés.

13. Gesetzgebung: Wasserkraft-Nutzung Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft	Erstellte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr (Anlagen > 10 MW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Autorité d'exécution pour approvis. éner. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique	Octrois de nouvelles concessions durant l'exercice sous revue (installations > 10 MW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
NE	Loi cantonale sur les eaux 24.03.53	Département de la gestion du territoire	Etude du potentiel cantonal de la force hydraulique, partie 1 réalisée en 2009, 2ème partie en cours	Non	Nouvelle loi cantonale sur la protection et la gestion des eaux en cours d'élaboration
GE	Loi cantonale sur les eaux (L 2 05), LEaux-GE, du 05.07.61; Règlement sur utilisation des eaux superficielles et souterraines du 05.03.03 (L2 05.04)	Dépend de la puissance accordée (cf. art. 6 du règlement L2 05.04), soit le Département du territoire, le Conseil d'Etat ou le Grand Conseil			Rénovation de la centrale de Chancy-Pougny (+3%), Etude de faisabilité d'un barrage à Conflan
JU	Loi sur l'utilisation des eaux 26.10.78 (RSJU 752,41)	Gouvernement	La promotion de l'utilisation de l'énergie hydraulique incombe au Service des transports et de l'énergie, instance responsable au sens du Plan directeur cantonal	Pas de projet de cette importance réalisable dans le canton du Jura	La stratégie énergétique de long terme en cours d'élaboration prévoit de réaliser le potentiel d'énergie renouvelable indigène, dont l'énergie hydraulique.
FL					

14. Förderung: Förderprogramm, Budget Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKE n 08	Förderbudget	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
			z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Budget d'encouragement	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
			par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	23'091'960	Gebäudesanierungen, Ersatzneubauten in MINERGIE-P, Sonnenkollektoren, Abwärmennutzung, Holzfeuerungen, Ersatz Elektroheizung, VHKA in best, Bauten	Energieberatung, Informationsveranstaltungen, MINERGIE-Marketing usw.	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	24'400'000	MINERGIE-P-Bauten, thermische Solarkollektoren, Wärmeenergie mit Holz, Wärmenetze für EE-Wärme, Ersatz Elektroheizungen, Gebäudeprogramm Bonus MINERGIE-Sanierungen	Energieberatung, Information an Messen und Energie-Apéros etc., Aus- und Weiterbildung, Medienarbeit, Energiestadt / BEakom, kommunale Energierrichtpläne	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Abweichung HFM: Holzfeuerungen ab 70 kW Wärmeleistungsbedarf ohne Abstufungen bei kleineren Anlagen, generell CHF 50.- / MWh.a
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	7'266'343	Bonus für MINERGIE- und MINERGIE-P-Sanierungen Gebäudeprogramm, Bonus bei MINERGIE-P Ersatzbauten, Sonnenkollektoren (thermisch), Holzfeuerungen inkl. Ersatz, Anschluss Fernwärme	Machbarkeitsstudien, Info-Veranstaltungen, Energieberatung, Energiestadt, Schulungen, Kommunikation, Messen, Ausstellungen	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	1'094'658	MINERGIE und MINERGIE-P Neu- und Umbau/Gebäudesanierungen System/Ersatz Heizung durch Holz und Wärmepumpen/Ersatz Elektroheizungen und Sonnenkollektoren	Veranstaltungen, Messen, Aus- und Weiterbildung / Energieberatung, Machbarkeitsstudien	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	- Förderbeitrag für MINERGIE-Neubauten: neu Pauschalbeitrag auch für Bauten ab 500m2 EBF - neu Förderbeitrag für Eintritt ins KMU-Modell der EnAW
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	150'000	Bei bestehenden Gebäuden Sonnenkollektoren und Umstellung Wärmeenergie von nichterneuerbar auf erneuerbare Energie	Energieberatung, Info-Veranstaltungen	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	784'550	Gebäudesanierung, Neubauten MINERGIE & MINERGIE-P, Wärmepumpen; Elektroheizungsersatz, Holzfeuerungen, WW-Boiler an Heizung, Sonnenkollektoren	Div. Infoveranstaltungen	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKE n geplant ab 01.06.11
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	670'068	Gebäudesanierung, MINERGIE-P Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzheizungen, Ersatz Elektroheizungen	Machbarkeitsstudien, Energieberatungen, Info-Veranstaltungen, Energiestadtprozess	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	

14. Förderung: Förderprogramm, Budget Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKE 08	Förder- budget	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
			z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstal- tungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encoura- gement selon art. 1.32 MoPEC 08	Budget d'encoura- gement	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
			par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
GL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	1'460'000			Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	5'000'000	Aussenhüllen und steuerungstechnische Einrichtungen in Gebäuden inkl. Sonnenkollektor- anlagen, kontrollierte Lüftung und Wärmepumpen. Elektrotechnische Einrichtungen in Betriebsstätten.	Medienarbeit, Messe, allgemeine Veranstaltungen, Schulungen, Energieberatung für Gebäudeeigentümer	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Förderprogramm wurde Anfangs 2010 gestartet
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	19'289'280	Rénovation des bâtiments (complément au PNAB), solaire thermique, chauffage au bois, MINERGIE-P, pompe à chaleur	Etude de faisabilité pour les communes, séances d'information, campagne de sensibilisation	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	2'163'219	Gebäudesanierungen (Bonus), MINERGIE- Sanierungen; Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen, Wärmepumpen, Spezialprojekte, Demo- Anlagen, Photovoltaik	Informationsveranstal- tungen, Beratung, Aus- und Weiterbildung, Energie-Coach, Unterstützung Aktivitäten Gewerbe, Teilnahme an Messen; energie-Apéro, Machbarkeitsstudien	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	10'005'781	Gebäudesanierungen (ganz/teilweise), Neubauten MINERGIE-P, Solarthermische und PV- Anlagen, Holzfeuerungen, Wärmepumpen (ohne Luft- Wasser), E-Fahrzeuge, GEAK plus	Studien, Energieanalysen, Veranstaltungen, Energieberatung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	7'686'357	Bonus Gesamtsanierung; MINERGIE-P-Neubauten und -Sanierungen; Sonnenkollektoren; Holzheizungen; Ersatz Elektroheizung; Erdwärmesonden bei Ersatz Öl- oder Gasheizung; Netze Holzenergie/Abw. usw.	Analysen, Coach, Studien, Veranstaltungen, Beratungen	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nicht alle Fördergegenstände des HFM werden zur Zeit umgesetzt

14. Förderung: Förderprogramm, Budget Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKE n 08	Förderbudget	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
			z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Budget d'encouragement	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
			par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	4'775'356	Gebäudesanierung, MINERGIE-Neubau und -Sanierung, Solar thermisch, Photovoltaik, Holzenergie, Wärmenetze, Wärmepumpen, Effizienzmassnahmen (Komfortlüftung etc.), Abwärmenutzung, Sonstige (WKK etc.)	Energiediagnosen / GEAK, Machbarkeitsstudien	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Abweichung: Förderung von WKK fossil bei grossen Holzfeuerungen kein QM Holz keine Leistungsgarantie Energie Schweiz
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	1'440'000	Förderprogramm	Ja, je nach Aktualität	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Revidiertes Förderprogramm seit 01.05.2010 in Kraft
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	251'335	Kantonales Förderprogramm: Bonus zu "Das Gebäudeprogramm" für MINERGIE-Sanierungen, Holzfeuerungen, Thermische Solaranlagen, MINERGIE-Neubauten, Spezielle Anlagen	Keine	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	5'481'918	Sonnenkollektoren, Wärmenetze (ohne Wärmeerzeugung), Biogasanlagen (nur Spezialfälle)	Informationsveranstaltungen, Weiterbildung/Kurse, Machbarkeitsstudien, Kampagnen/Aktionen	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	4'845'181	Neubauten mit Vorbildcharakter, Gebäudesanierungen, Holzfeuerungen, Wärmepumpen, Solaranlagen, Wärmeverbände, Umrüstung elektrischer Heizanlagen, Nutzungsgradverbesserung gewerblicher Prozesse	Veranstaltungen, Kurse, Energieberatung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
AG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	5'842'478	MINERGIE-P-Neubauten und Modernisierungen, MINERGIE-Modernisierungen, Holzheizungen, Sonnenkollektoren, Elektromotorwärmepumpen.	Messen/Austellungen, Tage der offenen Tür, Informationsveranstaltungen, Kurse, Prozesse Energiestadt, Machbarkeitsstudien, Energieberatung, GEAK	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Verstärkte Förderung von energetischen Gebäudeerneuerungen. Neuausrichtung und Verstärkung der Energieberatung im Jahre 2011.

14. Förderung: Förderprogramm, Budget Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKE 08	Förderbudget	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
			z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Budget d'encouragement	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
			par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	24'000'000	Gebäudesanierung, MINERGIE-Neubau und -Sanierung, Solar thermisch, Photovoltaik, Holzenergie, Wärmenetze, Wärmepumpen, Effizienzmassnahmen (Komfortlüftung etc.), Abwärmennutzung, Sonstige (WKK etc.)	Energiediagnose, GEAK Machbarkeitsstudien, Objektberatung, Energiestadt-Label, Biogasberatung Arenenberg, Solarstrom-Pool TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Abweichung: Förderung von WKK fossil bei grossen Holzfeuerungen kein QM Holz keine Leistungsgarantie EnergieSchweiz
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	6'921'108	MINERGIE, -P, -ECO per nuovi edifici, risanamenti MINERGIE, recupero calore, teleriscaldamento, biogas, fotovoltaico, riscaldamento a legna, solare termico	A seconda del caso	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Differenze di dettaglio
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	11'617'606	Solaire, bois, MINERGIE, assainissement de chauffages électriques directs, autres projets de cas en cas	Information, manifestations, formation, conseil, étude de faisabilité	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Une taxe sur l'électricité alimente un fonds destiné à la promotion des mesures prévues dans la LVLEne
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	6'668'538	MINERGIE(-P), solaire thermique, bois-énergie, CAD par énergies renouvelables/ rejets de chaleur, remplacement des chauffages électriques, assainissement processus industriels	Information et conseil, formation et perfectionnement, études	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	552'134	Oui	Oui	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	10'040'315	MINERGIE rénovation; MINERGIE-P; solaire, bois, géothermie	Programme de subventions "Chèque 2009", Conseils, audits énergie, rencontres	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Encouragement de la géothermie
JU	Oui, sans divergence dans le contenu	1'050'000	MINERGIE, solaire thermique, chauffages à bois, raccordement aux chauffages à distance	Informations/conseils par le Centre cantonal d'information sur les économies d'énergie; organisation séances/cours; participation à manifestations; soutien d'études de faisabilité	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Si le programme d'encouragement est conforme aux objectifs du MoPEC 08, il y a encore lieu de se conformer davantage encore au ModEnHa pour encore plus d'efficacité des mesures de soutien.

14. Förderung: Förderprogramm, Budget Promotion: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.32 MuKE n 08	Förderbudget	Förderung direkter Massnahmen	Förderung indirekter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone	Bemerkungen
			z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung	u.a. Zutrittsbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 08 oder HFM
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.32 MoPEC 08	Budget d'encouragement	Encouragement de mesures directes	Encouragement de mesures indirectes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons	Remarques
			par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, conseil en matière d'énergie	par ex. conditions d'accès, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 08 ou au ModEnHa
FL	Nein	10'000'000	Gebäudesanierung, MINERGIE-Gebäude, Haustechnikanlagen, thermische Sonnenkollektoren, KWK-Anlagen, Photovoltaikanlagen, Demonstrationsanlagen	Die Gemeinden verdoppeln meist die Förderbeträge des Landes bis zu den festgelegten Höchstgrenzen, Zusätzlich besteht ein Fonds für die Einspeisevergütung von Photovoltaik und KWK-Anlagen	Nein	
Total CH ohne FL		186'548'186				

15. Förderung: Ausserhalb Förderprogramm Promotion: en dehors du programme d'encouragement

Kt.	Steuererleichterungen für energetische Massnahmen	Ausnutzungsbonus von verbesserten Bauweisen	Förderung Pilot- und Demonstrationsanlagen	Förderung Forschung und Entwicklung	Bemerkungen, weitere Förderinstrumente
			z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Lenkungsabgabe, Unterstützung Technologietransfer
Ct.	Allègements fiscaux pour mesures énergétiques	Bonus d'utilisation du sol pour modes de construction améliorés	Encouragement d'installations pilotes et de démonstration	Encouragement de projets de recherche et de développement technologique	Remarques, autres outils promotionnels
			par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisée	par ex. taxe d'incitation, soutien, transfert technologique
ZH	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Beiträge möglich	Beiträge möglich	
BE	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Seltene Spezialfälle	Keine	Technologievermittlung TEVE im Rahmen energie-cluster.ch Lenkungsabgabe ist Bestandteil der KEnG-Totalrevision
LU	Nein	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Investitionen und Machbarkeitsanalysen	Hochschule Luzern (HSLU)	InnovationsTransferZentrum (ITZ), HSLU, Wirtschaftsförderung Luzern, TEVE (energie-cluster.ch)
UR	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
SZ	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
OW	Ja	Kommunale Hoheit; nicht umgesetzt			
NW	Ja	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt	Keine	Keine	Keine
GL	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
ZG	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
FR	Oui	Souveraineté cantonale; mis en œuvre	Au cas par cas	Au cas par cas	
SO	Ja	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt	Möglich	Möglich	Unterstützung Technologietransfer
BS	Ja	Kantonale Hoheit; teilweise umgesetzt	Fallweise möglich	Fallweise möglich	Lenkungsabgabe auf Strom (Stromsparfonds Basel sfb), P+D-Gebäude der 2000W-Gesellschaft - Pilotregion Basel
BL	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
SH	Ja	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt	Keine	Keine	Keine
AR	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
AI	Ja	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt	Nein	Nein	Mit Annahme der revidierten Gesetzgebung durch die Landsgemeinde sollen zukünftig verbesserte Bauweisen einen Ausnutzungsbonus erhalten
SG	Ja	Kommunale Hoheit; nicht umgesetzt	Förderbeiträge	Nicht im Rahmen des EnG	
GR	Ja	Kommunale Hoheit; nicht umgesetzt	Förderbeiträge in begründeten Fällen		Kanton kann Beiträge an die Kosten von Grossanlagen im Interesse einer nachhaltigen Energieversorgung und effizienten Energienutzung gewähren
AG	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt		Zusammenarbeit des Kantons Aargau mit dem PSI, Energietrialog ETS	

15. Förderung: Ausserhalb Förderprogramm Promotion: en dehors du programme d'encouragement

Kt.	Steuererleichterungen für energetische Massnahmen	Ausnutzungsbonus von verbesserten Bauweisen	Förderung Pilot- und Demonstrationsanlagen	Förderung Forschung und Entwicklung	Bemerkungen, weitere Förderinstrumente
			z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Lenkungsabgabe, Unterstützung Technologietransfer
Ct.	Allègements fiscaux pour mesures énergétiques	Bonus d'utilisation du sol pour modes de construction améliorés	Encouragement d'installations pilotes et de démonstration	Encouragement de projets de recherche et de développement technologique	Remarques, autres outils promotionnels
			par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisée	par ex. taxe d'incitation, soutien, transfert technologique
TG	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Keine	Keine	Förderung ext. Beratungstellen (Ökostrom CH, regionale Energieberatungsstellen, Holzenergie Thurgau, Energiefachleute Thurgau), Biogasberatungsstelle, Kompetenzzentrum Erneuerbare Energien Südthurgau
TI	Oui	Souveraineté communale; partiellement réalisé		Collaborazione con SUPSI per l'elaborazione del PEC e altri progetti.	
VD	Oui	Souveraineté cantonale; mis en œuvre	Possible de cas en cas	En principe, pas d'encouragement (compétence fédérale)	Programmes communaux spécifiques pouvant être mis en œuvre grâce à un règlement cantonal qui autorise l'alimentation d'un fonds communal à partir d'une taxe sur l'électricité.
VS	Oui	Souveraineté cantonale; mis en œuvre	Possible selon l'OPromEn	Possible selon l'OPromEn	
NE	Oui	Souveraineté communale; mis en œuvre	Oui	Oui	
GE	Oui	Souveraineté cantonale; mis en œuvre	Etudes et suivi de projets de construction exemplaires (Florence Champendale); études de faisabilité; en collaboration avec SIG, EPFL, Université et HES	Centre information Pro donne conseils aux professionnels et pour projets; en collaboration avec EPFL, université et HES	Programme d'économie d'électricité avec SIG (ECO21); élaboration, diffusion et financement d'audits énergétiques; mandats aux bureaux energo
JU	Oui	Souveraineté cantonale; pas mis en œuvre	Pas de projet en cours	Pas de projet en cours	Pas d'autre mesures appliquées
FL	Nein	Kantonale Hoheit; nicht umgesetzt			

16. Förderung des Einsatzes Erneuerbarer Energien, Abwärmenutzung Promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables, de rejets thermiques

Kt.	Anwendung Leistungsgarantien von EnergieSchweiz	Erleichterungen für Solaranlagen bezgl. Bewilligungspflicht	Vom Kanton unterstützte Aktivitäten im Berichtsjahr	Bemerkungen, weitere Bestimmungen, Erleichterungen etc.
		z.B. < 20 m2 baubewilligungsfrei	z.B. Machbarkeitsstudien, Aktionstage, Solarstrombörse	z.B. Kriterien Wärmepumpen, Konzepte
Ct.	Application des garanties de prestation de SuisseEnergie	Allègements pour installations solaires concernant l'assujettissement à autorisation	Activités soutenues par le canton durant l'exercice sous revue	Remarques, autres dispositions, allègements, etc.
		par ex. < 20 m2 sans assujettissement à autorisation	par ex. études de faisabilité, journées d'action, bourse d'électricité solaire	par ex. critères pour pompes à chaleur, concepts
ZH	Ja	Unter < 35 m2 bewilligungsfrei (ausserhalb Denkmalschutz)	90 Veranstaltungen, aber nicht sektoriell auf Energieträger begrenzt (z.B. MINERGIE-Veranstaltungen)	Erleichterung Solaranlagen: anstelle der bisherigen 10 cm sollen Solaranlagen künftig 20 cm über das Dach ragen dürfen, was auch auf das Dach montierte Anlagen bewilligungsfrei ermöglicht.
BE	Nein	Bewilligungsfrei bei Einhaltung der kant. Richtlinien	Div. Machbarkeitsstudien für Holzfernwärme, Solartage, Infoveranstaltungen, Weiterbildungen Holzenergie etc.	Div. Karten auf dem kant. Geoportal öffentlich im Internet wie Erdsonden, Gewässerschutz, Grundwasserwärmenutzung usw., Richtlinien Energiekollektoren sind in Arbeit
LU	Ja	Unter < 10 m2 baubewilligungsfrei	Kompetenzzentrum für erneuerbare Energie, Tage der Sonne, Messen etc.	Kooperation mit ckw, LUKB (Wärmepumpen), KGL, Infracwatt, Energiestadt, EnergieSchweiz
UR	Ja	Einige Gemeinden nur noch Meldepflicht	- EnergyDay, Erstfeld - Tag der Sonne, Altdorf - Eigenheimmesse, Altdorf	Befreiung von der jährlichen Nutzungsgebühr für Erdsonden- & Grundwasser-Wärmepumpen
SZ	Ja	Vereinfachtes Bewilligungsverfahren	Informationsveranstaltungen, Energieberatungsstände und Inhouse Schulungen	
OW	Nein	Solaranlagen unter 12m2 bewilligungsfrei; über 12 m2 vereinfachtes Verfahren (für in der Dachfläche integrierte Anlagen)		
NW	Nein	Unter 12 m2 baubewilligungsfrei	Aktionstage	
GL	Ja		Holzenergiekonzept	
ZG	Nein	Art. 18a RPG		
FR	Non	Procédure simplifiée selon ReLATEC	Au cas par cas	
SO	Ja	Nein	Machbarkeitsstudien	Interpellation: Neuregelung der Anschluss- und Benutzungsgebühren bei energetisch sanierten Liegenschaften
BS	Ja	Ja, Bewilligungspflicht nur in Schutz- und Schonzone, ausserhalb frei	Seit 2009 KEV Basel (als Übergangsbeitrag bis Deckelung der nationalen KEV aufgehoben wird)	WP bei Neubau/Sanierung nur zulässig, wenn JAZ>2.6
BL	Ja	Keine Bewilligungspflicht (ohne Flächenbeschränkung) ausser in Kernzonen, Quartierplänen oder auf geschützten Bauten.	Studie Windenergie im gesamten Kantonsgebiet. Tag der Sonne. Veranstaltungen Solaranlagen und Gebäudesanierung.	
SH	Nein	In Planungs und Baugesetz (gültig ab 01.01.2011) bis 35 m2 bewilligungsfrei	Potentialstudien (Geothermie, Wind) Machbarkeitsstudien siehe Förderprogramm	
AR	Ja	Bis 20 m2, wenn Montageart Indach	Siehe Wirkungsanalyse und Förderprogramm	
AI	In Vorbereitung	In Diskussion.	Keine	
SG	Ja	In mehreren Gemeinden wird das vereinfachte Verfahren nach Baugesetz angewendet	Machbarkeitsstudien	Im Internet publizierte Eignungskarte für Erdwärmesonden, Bewilligung von Erdwärmesonden nach Art. 19 Abs. 2 GSchG; Konzessionen für Grundwasserwärmepumpen, aber Erlass des Wasserzinses für Anlagen mit einer Leistung bis 36 kW
GR	Nein	Kommunal unterschiedlich geregelt, teilweise Sonnenscheindauerkarte	Informationsveranstaltungen	
AG	Nein	< 10 m2 baubewilligungsfrei, sofern nicht in einer Schutzzone oder ausserhalb Baugebiet	2 Machbarkeitstudien für Holzwärmeverbund. 1 Machbarkeitsstudie Nutzung Rheinwasser/Holz/BHKW	

16. Förderung des Einsatzes Erneuerbarer Energien, Abwärmenutzung Promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables, de rejets thermiques

Kt.	Anwendung Leistungsgarantien von EnergieSchweiz	Erleichterungen für Solaranlagen bezgl. Bewilligungspflicht	Vom Kanton unterstützte Aktivitäten im Berichtsjahr	Bemerkungen, weitere Bestimmungen, Erleichterungen etc.
		z.B. < 20 m2 baubewilligungsfrei	z.B. Machbarkeitsstudien, Aktionstage, Solarstrombörse	z.B. Kriterien Wärmepumpen, Konzepte
Ct.	Application des garanties de prestation de SuisseEnergie	Allègements pour installations solaires concernant l'assujettissement à autorisation	Activités soutenues par le canton durant l'exercice sous revue	Remarques, autres dispositions, allègements, etc.
		par ex. < 20 m2 sans assujettissement à autorisation	par ex. études de faisabilité, journées d'action, bourse d'électricité solaire	par ex. critères pour pompes à chaleur, concepts
TG	Nein	In Vorbereitung, Revision des Planungs- und Baugesetzes (Ziel: analog Kt. ZH, 35 m2 baubewilligungsfrei)	Machbarkeitsstudien (Geothermiestudie, Geothermieanlage Grob), Informationsabende "Gebäude sanieren - Energiekosten halbieren", 2000W-Gemeinden siehe auch Förderprogramm	
TI	En préparation	No	No	Rapporto di studio sulla posa di pannelli fotovoltaici nei nuclei ticinesi richiesto su mandato del DT
VD	Non	Autorisation non obligatoire pour les installations de moins de 8 m2. Possibilité de dispense d'enquête publique par la Municipalité (projets de minime importance)	Etude de faisabilité pour des réseaux de chauffage à distance à bois, des projets de géothermie, hydrauliques et de production de biogaz. Campagne de formation sur l'énergie dans les écoles.	Cours postdiplôme "Energie+Bâtiment". Cours postgrade développement durable / énergie. Cours pour les professionnels
VS	Oui	Une procédure simplifiée est demandée par la Len 04. Un formulaire ad-hoc est à disposition pour l'application	Journées du Soleil, participation à des foires régionales, passeports vacances,	
NE	Oui	Procédures simplifiées	Oui	
GE	Oui	Assouplissement de la pratique de la protection du patrimoine	Audits énergétiques; études de faisabilité; journées du soleil	Art 1A L SIG, RPC de l'électricité des installations d'énergies renouvelables de la zone de desserte SIG lorsque les quotas fédéraux sont atteints. Solaire thermique obligatoire pour constructions neuves ou rénovations de toitures
JU	Oui	Des directives d'aménagement des installations solaires sont en cours d'élaboration. Elles devraient faciliter leur implantation	Activités de l'association Energie-bois Interjura; études de faisabilités de chauffages à bois et d'installations hydroélectriques; participation à diverses manifestations, etc.	
FL	Nein	Solaranlagen sind bewilligungspflichtig	Förderung der Solarstadtprozesse in den Gemeinden	Erdwärmesonden-Nutzung und Grundwassernutzung in Zonen gemäss Erdsondenkarte und Grundwassernutzungskarte zugelassen

17. Gemeinden Communes

Kt.	Energiestädte Stand März 2011	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
Ct.	Cités de l'énergie Etat mars 2011	Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie	Communes avec programmes d'encouragement	Remarques, autre soutien des communes
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
ZH	Adliswil, Bubikon, Bülach, Dietikon, Dietlikon, Dübendorf, Fällanden, Fehraltorf, Gossau, Hedingen, Horgen, Illnau-Effretikon, Kloten, Küssnacht* , Meilen, Mönchaltorf, Opfikon, Ossingen, Prättikon, Rafz, Rheinau, Russikon, Rüti, Schlieren, Thalwil, Uetikon am See, Uster, Volketswil, Wädenswil, Wald, Wallisellen, Winterthur* , Zumikon, Zürich*	Ja, fachliche Begleitung	20 von 171	Energiestädte erhalten zudem Subventionen für die kommunale Energieplanung
BE	Bern* , Biel, Brugg, Burgdorf, Herzogenbuchsee, Interlaken, Köniz, Langenthal, Lyss, Moosseedorf, Münchenbuchsee, Münsingen* , Nidau, Ostermundigen, Schönbühl- Urtenen, Spiez, Thun, Wohlen bei Bern, Worb, Zollikofen	Ja, fachliche Begleitung	Diverse, Gesamtübersicht nicht bekannt. Einzelabfragen über www.energiefranken.ch	Unterstützung Energieplanung (50% der Richtplankosten); Fachliche und finanzielle Unterstützung bei Massnahmenplanung und Umsetzung im Zusammenhang mit BEakom, Energiesstadt-Erfa-Tagungen, Energiesstadtbewertungen
LU	Entlebuch (Region), Hochdorf, Horw, Kriens, Luzern* , Meggen, Sempach, Sursee	Ja, Förderbeitrag	15 von 87	CHF 6'000.-- (CHF 3'000.-- Phase Bestandesaufnahme, CHF 3'000.-- Zertifizierung) / 1. Jahresmitgliederbeitrag Energiesstadt / Support ERFA-Workshops bei 4 reg. Entwicklungsträgern
UR	Altdorf, Andermatt, Erstfeld	Ja, Förderbeitrag	20 von 20 über die zuständigen Elektrizitätswerke	- Zusätzliche Förderung in Gemeindewerke Erstfeld - Ersatz Elektroheizung durch EW Altdorf
SZ	Freienbach, Küssnacht am Rigi, Schwyz	Ja, fachliche Begleitung	Schwyz, Küssnacht, Arth Alle sieben Gemeinden im Versorgungsgebiet des Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz (EBS); Alle drei Gemeinden im Versorgungsgebiet des EW Höfe	Erfahrungsaustausch Energiesstadt Innerschwyz
OW		Nein		Schulung der Bauämter Unterstützung zumindest fachlich für Energiesstadtlabel gemäss Energiekonzept 2009 geplant
NW	Hergiswil, Stans	Ja, Förderbeitrag	2 von 11	ERFA-Tagungen
GL	Näfels	Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag		
ZG	Baar, Cham* , Hünenberg, Oberägeri, Risch, Steinhausen, Unterägeri, Zug	Nein	6 von 11	Sechs von elf Gemeinden sind Energiesstadt, zwei weitere folgen
FR	Attalens, Bulle, Charmey, Châtel-St-Denis, Farvagny, Fribourg, Marly, Romont, Rossens, Siviriez	Oui, contribution d'encouragement	Les communes de Farvagny, Matran et Charmey disposent d'un programme d'encouragement (ou en projet)	Les communes ont certaines contraintes légales leur imposant notamment la comptabilité énergétique, le plan communal des énergies, etc.
SO	Grenchen, Oensingen, Olten, Solothurn, Zuchwil	Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Gemeinde Selzach	Projektspezifische Unterstützung möglich

17. Gemeinden Communes

Kt.	Energiestädte Stand März 2011	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
Ct.	Cités de l'énergie Etat mars 2011	Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie	Communes avec programmes d'encouragement	Remarques, autre soutien des communes
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
BS	Basel*, Riehen*	Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Der Kanton BS hat 3 Gemeinden, davon haben die 2 grösseren den Gold award. Somit keine weitergehenden Förderprogramme nötig	
BL	Aesch, Arlesheim, Birsfelden, Bottmingen, Frenkendorf, Itingen, Lausen, Liestal, Lupsingen, Münchenstein, Muttenz, Pratteln, Reigoldswil, Reinach, Sissach	Ja, fachliche Begleitung	15 von 86 Gemeinden haben eigene Förderprogramme	Aus- und Weiterbildung von Gemeinderät/innen und Gemeindeangestellten
SH	Neuhausen, Schaffhausen* , Thayngen	Ja, Förderbeitrag	Schaffhausen, Thayngen, Neuhausen (ab 01.01.2011)	Keine
AR	Herisau, Speicher	Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Herisau, Wald	
AI		Nein	Kantonale Hoheit	
SG	Altstätten, Au, Balgach, Berneck, Buchs, Diepoldsau, Eschenbach, Flawil, Gaiserwald, Gams, Gossau, Grabs, Kaltbrunn, Marbach, Rapperswil-Jona, Rebstein, Rorschach, Rorschacherberg, Rüthi, St.Gallen* , St. Margrethen, Thal, Uznach, Uzwil, Wartau, Wattwil, Wattwil, Widnau, Wil, Wittenbach	Ja, Förderbeitrag	Etwa 25 von 86	Das Angebot "Energie in Gemeinden" der EnF unterstützt seit Herbst 2009 Gemeinden bei einer aktiven Energiepolitik durch Leitfäden, Veranstaltungen und dgl.
GR	Albulatal (Region), Bonaduz, Davos, Felsberg, Haldenstein, Igis, Maienfeld, Rhâzüns, St.Moritz, Thusis, Vaz/Obervaz	Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	5 von 10	Mitwirkung in Energiekommissionen von mehreren Energiestädten und Erfahrungsaustausch-Veranstaltungen
AG	Aarau, Auw, Baden* , Bad Zurzach, Erlinsbach, Freienwil, Küttingen, Lengnau, Magden, Mägenwil, Oftringen, Rheinfelden, Seon, Spreitenbach, Stein, Turgi, Untersiggenthal, Windisch, Wohlen, Wölflinswil, Zeihen, Zofingen	Ja, Förderbeitrag	Stein AG, Baden, Aarau	
TG	Aadorf, Amriswil, Arbon, Berg, Diessenhofen, Eschlikon, Frauenfeld, Gachnang, Kreuzlingen, Roggwil, Romanshorn, Steckborn, Weinfelden	Ja, Förderbeitrag	Aadorf, Amriswil, Arbon, Diessenhofen, Eschlikon, Münsterlingen, Frauenfeld, Kreuzlingen, Romanshorn	Regionale Energieberatungstellen, ERFA
TI	Chiasso, Coldrerio, Lumino, Mendrisio	Non		Offerta di serate informative (tramite Ticinoenergia), nel nuovo pacchetto di misure promozionali sono previsti dei sussidi per i comuni (label Città dell'energia, progetti ecc.), vedi messaggio 6434 allegato

17. Gemeinden Communes

Kt.	Energiestädte Stand März 2011	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
Ct.	Cités de l'énergie Etat mars 2011	Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie	Communes avec programmes d'encouragement	Remarques, autre soutien des communes
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
VD	Aigle, Avenches, Crissier, Lausanne* , Montreux, Morges, Renens, Sainte- Croix, Vevey, Yverdon-les- Bains	Oui, contribution d'encouragement	27 sur 375.	Mise en place des outils nécessaires et soutien financier au concept énergétique pour les communes. Participation au projet d'autonomie énergétique du district d'Orbe.
VS	Ayent Anzère, Brig-Glis, Crans-Montana (Region), Leuk, Martigny* , Monthey, Naters, Saas-Fee, Sierre, Sion, Vétroz, Visp	Oui, contribution d'encouragement	Sierre, Ayent, Icoigne, Sion, Dorénaz, Lens, Naters, Nendaz, Savièse, Saxon, St- Maurice, Venthône, Veyras, Vex, Blitzingen	
NE	La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Neuchâtel*	Oui, suivi professionnel et contr. d'encouragement		Régions avec autonomie énergétique, contrats- régions
GE	Bellevue, Bernex, Carouge, Cartigny, Chancy, Chêne- Bourg, Confignon, Genève* , Lancy, Le Grand-Saconnex, Meyrin, Onex, Plan-les- Ouates, Satigny, Thônex, Vernier* , Versoix	Oui, suivi professionnel et contr. d'encouragement	Plusieurs communes proposent des encouragements, par exemple pour les vélos électriques	Plusieurs programmes régionaux en cours
JU	Delémont* , Fontenais, Porrentruy	Oui, contribution d'encouragement	Bassecourt	Dans le cadre de la stratégie énergétique de long terme en cours d'élaboration, il est prévu d'encourager davantage et plus particulièrement les communes à adhérer aux Cités de l'énergie.
FL	Balzers, Mauren, Planken, Ruggell, Schaan, Triesen, Vaduz	Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Die Gemeinden verdoppeln die Förderbeträge des Landes bis zu den von ihnen festgelegten Höchstgrenzen	Energietage in diversen Gemeinden Rund 75% der Bevölkerung lebt in einer Energiestadt

* European Energy Award Gold eea

18. Mobilität Mobilité

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs	Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Massnahmen zu Förderung des öffentlichen und motorlosen Verkehrs	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Tarifverbund, Mobilitätsmanagement, Ecodrive-Kurse	z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
Ct.	Base légale pour le soutien des transports en commun	Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur	Mesure d'encouragement des transports publics et non motorisés	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. communauté tarifaire, gestion de la mobilité, cours ecodrive	par ex. intentions, autres exigences
ZH	Personenverkehrsgesetz (PVG) 88; Gesamtverkehrskonzept 06; ZVV Strategie 2011-2014	Nach Hubraum	Zürcher Verkehrsverbund, Veloförderprogramm	Vorlage zur Änderung der Motorfahrzeugsteuern (nach Energieeffizienz) vom Regierungsrat beschlossen und dem Kantonsrat vorgelegt. Subventionen an Gemeinden mit eco-car-Veranstaltungen
BE	Gesetz vom 16.09.93 über den öffentlichen Verkehr; Verordnung vom 10.09.97 über das Angebot im öffentlichen Verkehr (Angebotsverordnung; AGV); V. über die Reg. Verkehrskonferenzen (RVKV)	Nach Gewicht	Div. Tarifverbunde beim öV, auch interkantonal Fachstelle Fuss- und Veloverkehr im Tiefbauamt Separate Stabsstelle Gesamtmobilität der BVE	Mobilservicepraxis, Berner Verkehrstag als innovative Plattform, jeweils Ende August, ökologisches Fahrzeugsteuermodell
LU	Verkehrsabgabegesetz SRL Nr. 776, Bonus für Erdgas-, Elektro- und Hybridfahrzeuge	Nach Hubraum	Projektgruppe Mobilitätsmanagement c/o Verkehrsverbund Luzern (2010), ab 01.01.11 beim vif	Verkehrsabgabegesetz momentan in Revision: Bonus/Malus-System, Bemessungsgrundlage Hubraum+Leistung etc
UR		Nach Verbrauch	Tageskarten in allen Gemeinden	Absicht Tarifverbund
SZ	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 26.11.87 (GöV SRSZ 781.100)	Teilweise nach Gewicht	Div. Tarifverbunde siehe Internetseite Kanton SZ	1. Slow-up Swiss Knife Valley 16.05.2010
OW	GDB 772.1 G über die Förderung des ÖV 28.11.2002	Nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	GDB 772.1 KRB Tarifverbund LU, OW, NW	
NW	Gesetz über die Strassenverkehrssteuern vom 22.10.08, in Kraft 01.01.09	Teilweise nach Verbrauch (Basis Energieetikette)	Tarifverbund	
GL		Nach Verbrauch (Basis Energieetikette)		
ZG	Gesetz über den öffentlichen Verkehr vom 22.02.07	Nach Hubraum	Tarifverbund, Mobilitätsmanagement und zahlreiche andere	Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer nach Verbrauch ist in Vorbereitung; Energieetikette (Bonus-Malussystem als Anreiz für die Anschaffung energieeffizienter Fahrzeuge)
FR	Loi sur les transports 94, Règlement d'exécution (RTr) du 25.11.96	Selon cylindrée	Communauté tarifaire	Tarif d'imposition réduit pour véhicules propres (électrique, gaz naturel, biogaz, hybride). Projet d'imposition tenant compte de l'étiquette Energie en cours. RER fribourgeois en cours de réalisation
SO	Gesetz über den öffentlichen Verkehr (732.1) vom 27.9.1992, Verordnung über das Grundangebot im regionalen Personenverkehr (732.4) vom 24.9.1996	Nach Hubraum		Tarifverbund Libero (Solothurn), Integraler TV A-Welle (Olten) u. TV ZigZag (Reg. Grenchen) MM im Kt. SO (so!mobil), Kampagne LV-Offensive Solothurn u.U. LOS!, 1. Slow up Solothurn am 08.05.2011
BS	ÖVG, ÖV-Programm vom 27.02.05 und BVB-OG. Federführung beim Amt für Mobilität	Nach Hubraum	Tarifverbund TNW, NewRide, Mobilitätsmanagement in Betrieben, U-Mobility, kantonale Fahrzeugflotte weitgehend durch Mobilitäts-Autos unterstützt	
BL	Gesetz zur Förderung des öffentlichen Verkehrs (ÖVG) sowie das dazugehörige Angebotsdekret	Andere Differenzierung	Tarifverbund Nordwestschweiz (TNW)	
SH	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 09.05.05 (GöV; SHR 743.100). in Kraft 01.01.06	Nach Hubraum	Tarifverbund FlexTax und Z-Pass, Tageskarte Euregio Bodensee, Agglomerationsprogramm, Halbstundentakt Winterthur - Schaffhausen (S33) und direkte Flughafenverbindung (S16). Neues Regionalbuskonzept	Halbstundentakt Zürich-Schaffhausen, Neues Bahn- und Buskonzept Klettgau, Regio-S-Bahn mit Viertelstundentakt im Agglomerationskerngebiet und Anschlussknoten Schaffhausen zu den Minuten 15 und 45, Halbstundentakt Stein am Rhein - Winterthur (S29)

18. Mobilität Mobilité

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs	Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Massnahmen zu Förderung des öffentlichen und motorlosen Verkehrs	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Tarifverbund, Mobilitätsmanagement, Ecodrive-Kurse	z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
Ct.	Base légale pour le soutien des transports en commun	Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur	Mesure d'encouragement des transports publics et non motorisés	Remarques
	par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. communauté tarifaire, gestion de la mobilité, cours ecodrive	par ex. intentions, autres exigences
AR		Nach Gewicht	Tarifverbund mit SG	
AI		Nach Gewicht		
SG	Nicht Teil des EnG	Nach Gewicht	Tarifverbund	Steuerbefreiung während mind 3, max. 4 Jahren für Fahrzeuge der Energieklasse A (Diesel mit Partikelfilter) und CO ₂ -Ausstoss nicht mehr als 130 g je km
GR	Regierungsrätliche Verordnung zum Einführungs-gesetz zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr, RVzEGzSVG, in Kraft 01.01.09; Ermässigung bei geringem CO ₂ -Ausstoss	Andere Differenzierung	Tarifverbund Ticino-Moesano, Einführung EASY Drive Davos Pendlerkonzept, Bündner General ABO	
AG		Nach Hubraum	A-Welle; aargaumobil (Mobilitätsmanagement in Unternehmen, Mobilitätsmanagement für Gemeinden und ECO-Drive-Kursangebote)	Gesetzesrevision zur Besteuerung der Motorfahrzeuge nach Energieverbrauch wurde 2010 vom Grossen Rat verworfen. In einer Interpellation fordert der Grosse Rat, diese Revision wieder aufzunehmen, wenn mehr Erfahrungen (Bund, andere Kantone) vorhanden sind
TG	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs 21.09.88, in Kraft 01.04.89	Nach Hubraum	Kontinuierlicher Ausbau der Linien- und Fahrplanangebote (99 - 2010 + 43%). Einführung Tarifverbund Ostwind für Abonnemente (02) und Einzelbillette (09) sowie Z-Pass für Abonnemente (05)	Weiterer Ausbau des Linien- und Fahrplanangebotes abgestützt auf das Konzept "Öffentlicher Regionalverkehr Kanton Thurgau 2010-2015". Einführung integraler Z-Pass per Dez. 2012. Erarbeitung eines Gesamtverkehrskonzeptes Thurgau bis Ende 2011
TI	Legge sui trasporti pubblici, piano direttore, piano del risanamento dell'aria	Selon consommation (base: étiquetteEnergie)	Piano generale dei trasporti, abbonamento a zone "Arcobaleno", Infovel, progetto mobilità dolce (incentivazione pedibus e mobilità aziendale, carpooling)	
VD	Loi cantonale sur l'énergie LVLEne 16.05.06	Partiellement selon poids	Communauté tarifaire. Information et concours à l'attention des entreprises (guides et plans de mobilité d'entreprise). Semaine mobilité (tp gratuits avec carte grise)	Exemplarité cantonale: - utilisation sectorielle du réseau Mobility - achat de biodiesel et de bioéthanol
VS		Partiellement selon cylindrée		Bonus sur l'impôt des véhicules à moteur de classe A Abonnement demi-tarif pour 3 mois pour CHF 20.- offert par le canton
NE	Loi sur les transports publics 01.10.96	Partiellement selon poids	Oui	Construction du Transrun
GE	Loi sur le réseau des transports publics (LRTP) H 1 50 entrée en vigueur 02.07.88; Règlement d'exécution de la loi sur le réseau des transports publics (RRTP) H 1 50.01 (14.11.02)	Partiellement selon consommation	Communauté tarifaire, train, bus, bateau; création des nouvelles lignes de tramways; promotion de la mobilité douce; Eco-Drive obligatoire lors des examens de conduite, semaine de la mobilité	Importante promotion du transport par tram - extension de la ligne de tram vers Meyrin-CERN, Onex et Bernex
JU	Loi sur les transports publics du 20.10.2010.	Autre différenciation		Le décret actuel sur l'imposition des véhicules accorde une réduction de 50% de la taxe aux véhicules n'utilisant pas de carburant fossile, électriques, à gaz naturel et hybrides
FL		Nach Gewicht	Günstige Bustarife / Jahreskarte CHF 240.- von Gemeinden teilweise nochmals vergünstigt. Jährliche Eco Drive Kurse. Betriebliches Mobilitätsmanagement Staat und diverser Firmen	

19. Vorbildfunktion Kanton: Planungsinstrumente

Exemplarität cantonale: instruments de planification

Kt.	Energieleitbild kantonales Hochbauamt	Energiebuchhaltung, Energiestatistik	Einbezug der externen Kosten bei kantonalen Projekten	Anwendung SIA 380/4 "Elektrische Energie im Hochbau"
Ct.	Charte énergétique de l'office cantonal des bâtiments	Comptabilité énergétique, statistique énergétique	Prise en compte des coûts externes pour les projets cantonaux	Application de la norme SIA 380/4 "L'énergie électrique dans le bâtiment"
ZH	Umwelt- und Energieleitbild	Ja	Ja	Ja
BE	Amt für Grundstücke und Gebäude AGG mit Fachstelle Umwelt und Ökologie Energieleitbild 2001 bis 2010	Ja	Ja	Ja
LU	Energie- und Planungsbericht	Teilweise	Teilweise	Nein
UR		Ja	Teilweise	Teilweise
SZ	Leitbild "Nachhaltiges Bauen" 14.11.06	Ja	Ja	Teilweise
OW	Energiekonzept 09: Umsetzung Luftreinhalteplan II ZCH Massnahme Z8: Erarbeitung von Richtlinien für kant. Bauten in Arbeit	Teilweise	Ja	Ja
NW		Teilweise	Teilweise	Teilweise
GL	In Vorbereitung	Ja	Nein	Ja
ZG	Vorhanden und mit RRB verabschiedet	Ja	Teilweise	Ja
FR	Exemplarité des bâtiments de l'Etat selon la LEn	Oui	Oui	Oui
SO	Ausgabe 08/1	Ja	Ja	Ja
BS	Veraltet (95), wurde durch EnG und VEnG überholt	Ja	Nein	Ja
BL	Vorhanden in Form einer Richtlinie "Standards Nachhaltigkeit"	Ja	Ja	Ja
SH	Energieleitbild der EnFK (Leitlinien und Massnahmen der kantonalen Energiepolitik 2008-2017), kein eigenes Energieleitbild	Ja	Nein	Ja
AR		Ja	Ja	Teilweise
AI	Nein	Teilweise	Nein	Nein
SG	Richtlinie zur Vorbildfunktion der öffentlichen Hand bei öffentlichen Bauten 99 (Regierungsratsbeschluss)	In Vorbereitung	Ja	Ja
GR		Ja	Teilweise	Teilweise
AG		Ja	Ja	Ja
TG	RRB Nr. 209 vom 03.03.09 "Förderung erneuerbarer Energien und der Energieeffizienz"; Vorbildfunktion der öffentlichen Hand	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Teilweise
TI	No	No	No	Si
VD	Directives énergétiques cantonales. Objectif long terme : Société à 2000 watts dans les bâtiments de l'Etat	Oui	Partiellement	Partiellement
VS	Directives techniques et énergétiques s'appliquant aux bâtiments de l'Etat ou subventionnés	Oui	Partiellement	Oui
NE	Non	Partiellement	Oui	Oui
GE		Partiellement	Partiellement	Oui
JU	Aucune charte pour l'instant.	Partiellement	Partiellement	Partiellement
FL	Werkzeuge und Planungsinstrumente für ökologisches Bauen auf Landesebene.	Ja	Teilweise	Ja

20. Vorbildfunktion Kanton: Wärmeschutz von Gebäuden

Exemplarité cantonale: isolation thermique des bâtiments

Kt.	Anforderungen an kantonale Neubauten	Anforderungen an kantonale Gebäudesanierungen	Erstellte und/oder sanierte Gebäude im MINERGIE-Standard (normal, P, ECO) im Berichtsjahr in [m2 EBF]	Bemerkungen z.B. Absichten, Weitere Anforderungen
Ct.	Exigences pour les nouveaux bâtiments cantonaux	Exigences pour les rénovations d'anciens bâtiments cantonaux	Bâtiments construits et/ou rénovés selon MINERGIE (normal, P, ECO) durant l'exercice sous revue en [m2 SRE]	Remarques par ex. intentions, autres exigences
ZH	MINERGIE	MINERGIE	5'993	RRB über Grossverbraucher-Zielvereinbarung (Betriebsoptimierung, energetische Sanierung) (MuKE 08 Modul 1 Teil G)
BE	MINERGIE-P	MINERGIE-ECO	10'000	Neubauten -> MINERGIE-P-ECO; bei Sanierungen ist MINERGIE anzustreben, ECO bei Sanierung noch nicht definiert. Revision Gesetz sieht dies für alle vom Kanton zu 50% oder mit CHF 200'000.- subventionierten Gebäude vor
LU	MINERGIE-P	MINERGIE	280'000	
UR	MINERGIE-P	MINERGIE		
SZ	MINERGIE	MINERGIE	2'215	SZ 300 Erneuerung BBZP Römerrain 2010 SZ 271 Erneuerung BBZP Schützenstrasse (Altbau) Februar 2011
OW	MINERGIE	Andere verschärfte Anforderungen	10'323	
NW	Keine	Keine		Neubauten: wenn möglich im MINERGIE-Standard erstellen
GL	MINERGIE-P	MINERGIE		
ZG	MINERGIE-ECO	MINERGIE		Es laufen diverse Neubau und Sanierungsprojekte, wo diese Anforderungen zu Grunde liegen. In diesem Berichtsjahr aber noch nicht realisiert
FR	MINERGIE	MINERGIE		
SO	MINERGIE	MINERGIE		Realisierung Neubau FHNW Olten nach MINERGIE-P-ECO; Planungen div. Neubauten nach MINERGIE/MINERGIE-ECO; Sanierung Gebäudeteile nach MINERGIE-Modul (Fenster: Kantonsschule Solothurn, GIBS Solothurn, Rathaus / Dachisolierung Kapitelhaus Solothurn, etc.)
BS	MINERGIE-P	Andere verschärfte Anforderungen	41'067	Sanierungs-Anforderungen: Minergie Sanierungsstandard, aber MIT Primäranforderung Neubau sowie ZIELwerten bez. SIA 380/4 und 382/1. Ausserdem weitgehende Verwendung von erneuerbarer Energie
BL	MINERGIE-P	MINERGIE	0	
SH	MINERGIE	Andere verschärfte Anforderungen	0	Keine Neubauten
AR	MINERGIE	MINERGIE		
AI	MINERGIE	MINERGIE		
SG	MINERGIE	Keine		
GR	MINERGIE-P	MINERGIE		
AG	MINERGIE-P	MINERGIE-ECO	8'105	Neubauten werden bereits nach MINERGIE-P-ECO gebaut.
TG	MINERGIE-P	MINERGIE	9'247	Div. energetische Sanierungen von öffentlichen Gebäuden mit einem Investitionsvolumen von ca. 3.4 Mio CHF, Einsparung von ca. 103'000 l Heizöl pro Jahr
TI	MINERGIE	MINERGIE		Anche i risanamenti dove possibile sono effettuati secondo gli standard MINERGIE
VD	MINERGIE-ECO	Autres exigences renforcées	7'133	Bâtiments construits ou majoritairement financés par l'Etat
VS	MINERGIE	MINERGIE	10'949	Nombreux assainissements de toitures et de façades dans le cadre du soutien à l'économie.
NE	MINERGIE	Autres exigences renforcées		Dès la prochaine révision de la LCEn (2011), MINERGIE sera exigé également pour les rénovations MINERGIE-P pour les grands projets
GE	MINERGIE	Autres exigences renforcées		
JU	MINERGIE	MINERGIE	env. 2'000	
FL	MINERGIE	MINERGIE	ca. 6'000	Vorgabe für Neubauten MINERGIE oder MINERGIE-P

21. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an haustechnische Anlagen

Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques

Kt.	Anforderungen an den Einsatz Erneuerbarer Energien	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Betriebsoptimierung	Bemerkungen, weitere Anforderungen
	z.B. 50% der Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien bis 2020	in [MW]	z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Beschaffungsrichtlinien für Geräte
Ct.	Exigences pour le recours aux énergies renouvelables	Gr. install. d'utilisation d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques constr. durant l'exercice	Optimisation énergétique	Remarques, autres exigences
	par ex. 50% de production de chaleur avec des énergies renouvelables jusqu'en 2020	en [MW]	par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, directives d'achat pour les appareils
ZH	MINERGIE		31 energo-Abo	RRB über Grossverbraucher-Zielvereinbarung (Betriebsoptimierung, energetische Sanierung) (MuKEn 08 Modul 1 Teil G)
BE	80 % erneuerbar bis 2035	1	33 neue energo-Abos ab 09	Beschaffungsrichtlinie für elektische Geräte (jeweils beste Kategorie)
LU	Energiekonzept Kanton Luzern (2007-2011)		energo Abo Sentimatt	Anlagen eE 2010: erstellt Inbetriebnahme: keine Statistik
UR	Verbrauch, Stand-by und Energiemanagement ist ein Beschaffungskriterium / Energiesparlampen und Bedarfssteuerung / Materialbeschaffung nach ökologischen Kriterien		Hauswartkurse	energo
SZ	Zielwerte 2014 bezüglich kantonale Liegenschaften: 30 % der Wärmeerzeugung mit erneuerbarer Energie Wärmeverbrauchsreduktion um 10 % gegenüber 06 inkl. Kompensation der Neubauten		Einsparcontracting mit Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz AG (EBS) zu 5 Gebäuden der kantonalen Verwaltung in Schwyz	
OW			Energieverbrauch jährlich um 2% senken (Energiekonzept 09)	
NW	90% Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien erreicht			
GL	50% der Wärmeerzeugung bis 2025		10 Abo	In Vorbereitung
ZG	Die 2000-Watt-Gesellschaft liegt dem Energieleitbild des Kt. Zug zu Grunde.		Im Vorjahr 1 Projekt abgeschlossen	10 Liegenschaften / Objekte sind im Kanton Zug mit Grundwasser (artesisch) gespiesenen WP's ausgestattet. Zusätzlich werden 2 GWh erneuerbarer Strom von lokalen Energieversorger eingekauft. Neue Geräte werden alle nach den Topten-Vorgaben angeschafft
FR	En principe obligation énergies renouvelables pour les nouvelles constructions et l'assainissement des installations existantes		Application d'energo dans certains bâtiments, comptabilité énergétique des bâtiments	D'ici 2015, 25% de l'électricité consommée par l'Etat de Fribourg et ses établissements devra être couverte avec du courant labellisé Naturemade Star
SO	Anteile erneuerbarer Energien im Rahmen der entspr. MINERGIE-Anforderungen		2 energo-Abo (bis 2012): Kantonsschule Solothurn / Kantonsschule Olten Bürosanierungen, laufend : Ersatz best. Leuchten durch solche nach MINERGIE-Standard)	Ersatz bestehender Oel/Gas-Feuerungen durch Anschluss an Fernwärmenetz RegioEnergie Solothurn (KEBAG) ca. 2012/2013: Bürgerspital Solothurn, ca. 2015: Kantonsschule Solothurn, Berufsbildungszentrum Solothurn Geräte: Bestgerätestrategie gem. kantonalen Vorgaben

21. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an haustechnische Anlagen

Exemplarité cantonale: exigences pour les installations techniques

Kt.	Anforderungen an den Einsatz Erneuerbarer Energien	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Betriebsoptimierung	Bemerkungen, weitere Anforderungen
	z.B. 50% der Wärmezeugung mit erneuerbaren Energien bis 2020	in [MW]	z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Beschaffungsrichtlinien für Geräte
Ct.	Exigences pour le recours aux énergies renouvelables	Gr. install. d'utilisation d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques constr. durant l'exercice	Optimisation énergétique	Remarques, autres exigences
	par ex. 50% de production de chaleur avec des énergies renouvelables jusqu'en 2020	en [MW]	par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, directives d'achat pour les appareils
BS	Komplette Verwaltung bis 2050 CO2-neutral	0.6	Mitglied von energo; Absenkpfad für kantonseigene Bauten, Klimapakät (erhebliche finanzielle Beiträge an Zusatzinvestitionen zur Erreichung der kantonalen CO2-Neutralität bis 2050)	Leistungserhöhung der Wärmepumpen der tiefen Geothermieanlage Riehen von 2.9 auf 3.5 MW. Durch besseren COP und Netzerweiterung steigt Energieertrag von 10-12 auf 20-25 GWh/a.
BL	Für Neubauten gem. MINERGIE-P, bei allen übrigen Bauprojekten werden erneuerbare Energien geprüft und soweit möglich eingesetzt	0	1 energo-Abo (Spital Laufen), einige Betriebsoptimierungen im Zusammenhang mit durchgeführten Sanierungen	Gemäss unseren Standards müssen alle neuen Geräte das A-Label gem. Energieetikette erfüllen
SH	Unterschiedlich, je nach Vorhaben und Machbarkeit	0.75	In Planung 2010 für Schulhäuser, neue PV Anlage Kantonsschule, neue Heizungspumpen Verwaltungsgebäude, Optimierung Wärmeverbund Herrenacker	Regierungsratsbeschluss erfolgt, Beschaffungsrichtlinien für Beleuchtung, IT-Geräte, Haushaltsgeräte (Kühlschränke, Kaffeemaschinen, usw), Umsetzungs-richtlinien in Arbeit, Studie für Abwärmenutzung Industrie für ganzes Areal Kantonsspital (Geissberg)
AR	Verbrauchsreduktion bei den nicht erneuerbaren Energien um 10% bis 2015			
AI	Keine			
SG				
GR				Grosser Wärmeverbund Chur Nord - GVA Trimmis-Chur (im Bau)
AG		0.5	energo in Vorbereitung, 3 Abos.	
TG	Reduktion von Feinstaub von ca. 10 t/Jahr durch Einbau von Feinstaubfilter.		Im Aufgabenbereich der Liegenschaftenverwaltung	RRB 981 vom 22.12.09 "Umsetzung von Energiesparmassnahmen und Förderung der Energieeffizienz in der Kantonalen Verwaltung" Stelle eines Facility Manager Energie wurde noch nicht besetzt.
TI	Art. 15 RuEn, dove possibile ricorso a fonti di energia rinnovabile; in particolare per il riscaldamento. Il vettore maggiormente utilizzato è la legna.	0.2	Il cantone è rappresentato nel comitato energo; sono stati conclusi alcuni abbonamenti per l'analisi degli edifici	Direttive interne per l'acquisto di apparecchi certificati
VD	10% jusqu'à fin 2010 et 25% jusqu'à fin 2015	2.7	Membre du comité energo, plan d'action énergie, -12% de l'indice de consommation d'énergie sur l'ensemble du parc géré par le SIPAL entre 2005 et 2010	Directives énergétiques et recommandations techniques CVRSE en vigueur depuis 07
VS	Atteindre le standard MINERGIE		energo: Sportarena Leukerbad / Campagne d'optimisation dans les hôpitaux (hors energo)	

21. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an haustechnische Anlagen

Exemplarität cantonale: exigences pour les installations techniques

Kt.	Anforderungen an den Einsatz Erneuerbarer Energien	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Betriebsoptimierung	Bemerkungen, weitere Anforderungen
	z.B. 50% der Wärmeerzeugung mit erneuerbaren Energien bis 2020	in [MW]	z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Beschaffungsrichtlinien für Geräte
Ct.	Exigences pour le recours aux énergies renouvelables	Gr. install. d'utilisation d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques constr. durant l'exercice	Optimisation énergétique	Remarques, autres exigences
	par ex. 50% de production de chaleur avec des énergies renouvelables jusqu'en 2020	en [MW]	par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, directives d'achat pour les appareils
NE	Chaque fois que cela est possible, les bâtiments doivent être équipés d'installation de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire utilisant des énergies renouvelables		13 bâtiments sous abonnement energo ; 4 bâtiments suivis dans le cadre d'un plan d'action énergie (PAE-Energostat)	
GE	30% du besoin ECS pour les nouveaux bâtiments		Collaboration avec energo	Ce thème est en pleine restructuration, notamment en termes de planification territoriale, du rôle du canton dans le soutien aux réseaux et les exigences formées au niveau de PLQ ou de températures de distribution, etc.
JU	Aucune exigence pour l'instant. L'ordonnance révisée fixera des exigences pour les bâtiments de l'Etat et les bâtiments subventionnés par l'Etat		2 bâtiments cantonaux ont des abonnements energo	Exemplarité : les bâtiments de l'Etat de Porrentruy sont quasiment tous chauffés par le réseau de chauffage à distance à partir du bois; ceux de Delémont ont été convertis du mazout au gaz naturel; les nouvelles constructions et transformations sont MINERGIE
FL	Nein, jedoch diverse freiwillige Projekte von Land und Gemeinden mit Hackschnitzelfeuerungen und Wärmepumpen			

22. Vorbildfunktion Kanton: Energiekennzahlen

Exemplarité cantonale: indices énergétiques

Kt.	Durchschnittliche Energiekennzahl = Summe der Energieverbräuche / Summe der Energiebezugsflächen Kantonale Bauten = alle Bauten, welche im Besitze des Kantons sind (u.a. Verwaltungsbauten, Kantonsschulen, Fachhochschulen etc.)				
	Verwaltungsbauten		Schulen		Bemerkungen
	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	z.B. Präzisierungen
Ct.	Indice énergétique moyen = somme des consommations d'énergie / somme des surfaces de référence énergétique				
	Bâtiments administratifs		Ecoles		Remarques
	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	par ex. précisions
ZH	273	163	301	121	
BE	303	297	405	127	
LU					Zur Bearbeitung bei der Dienststelle Immobilien/Finanz-departement. Keine detaillierten Daten verfügbar.
UR	259	219	190	100	Auswertung nach den Vorgaben des damaligen "Forum Kantonale Bauten"
SZ	223	140			
OW					
NW					Keine Durchschnittswerte möglich, da nicht alle Gebäude erfasst werden.
GL	391	127	200	72	
ZG	179	244	217	147	Seit 08 sind die Energiebezugsflächen nach der SIA 416/1 berechnet. Die Energiedaten sind nicht Heizgradtage bereinigt. Heizgradtage im 09 = 3100 HGT im Jahre 2010 =3476 HGT
FR					
SO	285	120	258	98	Verbesserung in Folge Optimierungsmaßnahmen, Ergebnis auf Grund nicht vollständiger Anzahl der Anlagen (es werden nicht alle erfasst); Einführung Energiemanagement-Tool, webbasiert, für einen Teil der kantonseigenen Bauten bereits umgesetzt
BS	383	251	359	76	Schulen = Schulhäuser, Kindergärten und Heime, aber ohne Universität
BL	345	216	288	101	Die E-Zahlen basieren auf nicht HGT-bereinigten Verbrauchswerten. Der gösste Teil der Wärmebezügler sind zudem an Fernwärmenetzen angeschlossen.
SH	375	180	372	119	Bessere Werte Wärme Verwaltungsliegenschaften
AR	249	134	266	111	
AI					
SG					
GR					
AG	279	172	311	110	
TG					In Vorbereitung gemäss RRB Nr. 981
TI	315		550		Indici rilevati su un campione ridotto ma significativo di edifici. Nel frattempo sono stati risanati alcuni edifici e altri sono oggetto di risanamento su base RUEn. A seguito dell'analisi dei nuovi dati gestionali verranno aggiornati gli indici di riferimento
VD	298	148	302	137	Pour les écoles : indice des écoles professionnelles ; Pour les gymnases : indice de chaleur 248 MJ/m2 électricité 86 MJ/m2. Les indices communiqués sont pondérés en fonction de la météo de chaque site
VS	275		286		Valeurs 09
NE	280		299		Selon valeurs du Bilan énergétique des bâtiments de l'Etat (bébé) édition 08 (consommation 07) concernant 17 bâtiments administratifs et 17 écoles
GE					Le calcul de l'indice a été rendu obligatoire pour tous les bâtiment avec la nouvelle loi. En cours de mise en œuvre. Comptabilité énergétique par internet - voir www.geneve.ch/webnergie

22. Vorbildfunktion Kanton: Energiekennzahlen

Exemplarité cantonale: indices énergétiques

Kt.	Durchschnittliche Energiekennzahl = Summe der Energieverbräuche / Summe der Energiebezugsflächen Kantonale Bauten = alle Bauten, welche im Besitze des Kantons sind (u.a. Verwaltungsbauten, Kantonsschulen, Fachhochschulen etc.)				
	Verwaltungsbauten		Schulen		Bemerkungen
	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	z.B. Präzisierungen
Ct.	Indice énergétique moyen = somme des consommations d'énergie / somme des surfaces de référence énergétique Bâtiments cantonaux = tous les bâtiments en possession du canton (bâtiments administratifs, écoles cantonales, Hautes Ecoles Spécialisées, etc.)				
	Bâtiments administratifs		Ecoles		Remarques
	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	par ex. précisions
JU					Le calcul des indices de dépense d'énergie des bâtiments de l'Etat ou de tiers utilisés par l'Etat n'est pas disponible. Il sera apprécié dans le cadre de l'élaboration en cours d'une stratégie énergétique de long terme.
FL					

23. Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Kantonale Massnahmen, Angebote im Bereich Information, Aus- und Weiterbildung (ausserhalb Vollzug)	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), Privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Informationsveranstaltungen, Zeitschriften, Messeauftritte, Unterstützung Studiengänge	z.B. Absichten
Ct.	Organisation et nombre de services de conseil	Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie	Mesures cantonales, offres en matière d'information, formation et perfectionnement (en dehors de l'exécution)	Remarques
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. rencontres d'information, périodiques, participations aux expositions, soutien de filières de formation	par ex. intentions
ZH	Forum Energie Zürich (FEZ); Aktion Energieberatung mit ZKB und EKZ	Beratung Heizungsersatz, einfache Energieberatung, umfassende Energieberatung	Semesterkurs energieeffizientes Bauen (120 Lektionen), Kurse SIA 380/1 usw.	
BE	12 regionale EBS, Mandate der Regionalplanungsverbände, / techn. Backoffice bei EBZ NWCH/ INFORAMA für landw. Vergärungsanlagen	Vorgehensberatungen für Gemeinden, Gewerbe und Private / Inputberatungen Energiestadt etc. / Tipps in Medien, Auftritte an lokalen Messen etc.	Energie-Apéros, div. Informationsveranstaltungen v.a. für Gebäudehüllen- und Gebäudetechnik-Fachleute mit Regional-konferenzen CRDE und NWCH, Messeauftritt Hausbau- und Energiemesse Bern	
LU	Geschäftsstelle Energieberatung im Auftrag Kt. LU / 30 akkreditierte EnergieberaterInnen / Hotline Energieberatung (und Umwelt)	Vor Ort-Beratungen mit und ohne GEAK, telefonische Fachberatung und niederschwellige Erstberatung	Energie-Zentralschweiz, u.a. Publikums- und Fachmessen, Energie-Apéro Luzern, Eigenheimmesse LUKB etc.	
UR	Energieberatungsstelle des Kantons / Energieberaterverein Uri / Elektrizitätswerke Altdorf, Erstfeld und Ursern	Grobanalysen, Erstberatung, Telefonberatung Energie-Check Uri vor Ort GEAK	Infoveranstaltungen für Fachleute Eigenheimmesse Uri; LURENOVA, LUGA Presseberichte und Pressemitteilungen	
SZ	Energieberatungszentrale der Zentralschweizer Kantone, 4 regionale Energieberatervereine, Kanton koordiniert deren Tätigkeiten	Grobanalysen, "Vor Ort Beratung", telefonische Beratung, Informationsstände bei regionalen Gewerbeschauen	Inhouse Schulungen, Beratungsstand an Eigenheimmesse, Unterstützung Weiterbildungsangebot der Zentralschweizer Kantone	
OW	Regional Energie-Zentralschweiz, kantonal im Aufbau	Im Aufbau	Div. Infoveranstaltungen bezüglich des Vollzugs	
NW	Regionale Energieberatungszentrale und 10 kantonale Energieberater für Gebäudesanierungen	Telefonische Beratung, Vorortberatung für Gebäudeerneuerungen	Informationsveranstaltungen, Messeauftritte, Internet	
GL	Externer Berater CHF 22'000 pro Jahr	Haustechnik 52 Beratungen, Gebäudehülle 41 Beratungen. Sonstige Energieberatungen 28. Total 121 Beratungen	EnFK Ost Energiepraxis-Zeitung, EnFK Ost Energiepraxis-Seminare, Infos Gemeinden und Verbände	PR muss aktiviert werden.
ZG	Energieberatungsstelle beim Verein energienetz-zug (Leistungsauftrag)	Beratung und Information zu Gebäudehülle und Haustechnik (Neubau, Sanierung, Förderprogramm)	Aktion "Energie aus CHF 100" (hausinterne Schulungen für Fachleute)	Gründung der Einrichtung "WERZ Institut für Wissen, Energie und Rohstoffe Zug" Hochschule für Technik, Rapperswil; Auftakt am 02.03.11
FR	Service des transports et de l'énergie STE	En préparation pour les particuliers et les communes	Participation à Energissima et autres manifestations, séances d'information aux communes, campagne d'information dans les écoles primaires, etc	Dès le 01.01.2012, la section "énergie" du STE constituera le nouveau Service de l'énergie
SO	Energieberatungszentrale NWCH, 5 Energieberatungsstellen, energie-cluster.ch, MINERGIE, Geschäftsstelle Lokale Agenda 21, 19 akkreditierte Energieberater	Telefonische und örtliche Beratung, Unterstützung der Gemeinden beim Vollzug der energierechtlichen Vorschriften, Erstellung GEAK.	energieinfoSO; Messeauftritt SOCASA, Messeauftritt Eigenheimmesse, CAS Energieberatung FHNW	
BS	Öffentliche Energieberatung BS	Grobanalysen, GEAK (durch GEAK-Berater), telefonische und Vor-Ort-Beratung, Aktionen	Info-Veranstaltungen (4 Energie-Apéros pro Jahr zusammen mit BL), Messeauftritte, Unterstützung von Kursen	
BL	Öffentlichen Baselbieter Energieberatung von Gemeinden und dem Kanton. Nebst dem Kanton, zwei Energieberatungsstellen (EBM/EBL)	Von der Vorgehensberatung bis zu Analysen	Energie-Apéros; Internetauftritt; EnergyMail; Zeitschriften; Messeauftritte	

23. Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Kantonale Massnahmen, Angebote im Bereich Information, Aus- und Weiterbildung (ausserhalb Vollzug)	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), Privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Informationsveranstaltungen, Zeitschriften, Messeauftritte, Unterstützung Studiengänge	z.B. Absichten
Ct.	Organisation et nombre de services de conseil	Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie	Mesures cantonales, offres en matière d'information, formation et perfectionnement (en dehors de l'exécution)	Remarques
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. rencontres d'information, périodiques, participations aux expositions, soutien de filières de formation	par ex. intentions
SH	Beratung durch kantonale Energieberatungsstelle	Beratung der Vollzugsbeauftragten (Gemeinden, Fachleute), Bauherren, Planer	Informationsveranstaltungen für Gebäudesanierung, Energieaperos, Sprechstunde Energie, Herbstmesse	
AR	EnF AR, Verein Energie AR		Stand an HEMA mit den Themen Gebäudesanierungen, GEAK mit Beratungsbericht (Vorgehensberatung)	
AI	Fachstelle Hochbau und Energie	Telephonische Beratung und Auskunft		
SG	Mehrere Gemeinden betreiben kommunale Energieberatungsstellen	Allgemeine, niederschwellige Energieberatung	Förderung der Vorgehensberatung (Gebäude-Check), Info-Veranstaltungen (Bauherrenseminare), Messeauftritte (Immo-Messe), Energie-Aperos, Unterstützung von Kursen	
GR	Kantonale Energieberatungsstelle	Vorgehensberatung (telefonisch und persönlich im Amt)	Informationsveranstaltungen, Messeauftritte, Energie-Apéros, Tage der offenen Tür, Kurse für Fachleute	
AG	Energieberatungszentrale in Aarau und 8 regionale Energieberatungsstellen	Telefonische Beratung, Energieberatergutscheine, Erstellung GEAK	Informationsveranstaltungen, Tag der offenen Tür, Messeauftritte, Presstexte in Regionalzeitungen	
TG	14 regionale Energieberatungsstellen über den ganzen Kanton verteilt; Für 9 von 14 Energieberatungsstellen besteht ein Leistungsauftrag, diese werden vom Kanton finanziell unterstützt	Kostenlose telefonische Beratung oder Objektberatung (Kurzberatung, Vorgehensberatung) für Bauherren	Energieaperos, Infoveranstaltungen Gebäudesanierung + GEAK, Sprechstunde Energie (Kanton und Energieberatungsstellen beantworten individuelle Bauherrenfragen), diverse Messen, ProHolz Thurgau	
TI	Piattaforma TicinoEnergia c/o SUPSI: consulenza e infomazioni. Traduzioni norme, organizzazione corsi e conferenze.	Consulenza telefonica informativa (Ticinoenergia per consigli più approfonditi), partecipazione ad incontri informativi e conferenze come relatori	Incontri d'informazione e di aggiornamento, consulenza, piattaforma Ticino Energia, traduzioni norme.	Aprire tramite Ticinoenergia uno sportello unico dove le persone possono trovare le informazioni specifiche ed i professionisti da contattare (vedi messaggio 6434)
VD	Centre cantonal d'information grand public et professionnel Centre cantonal d'information énergie pour les écoles Quelques centres communaux (env. 4 à 5) Plateforme d'info CRDE e&e	Conseils par téléphone, par e-mail et sur rendez-vous	Campagne d'information. Cours postdiplôme "Energie+Bâtiment". Cours postgrade développement durable / énergie Cours pour les professionnels	"Newsletter" électronique. Rencontres énergie
VS	Service de l'énergie et des forces hydrauliques Services conseils communaux : Sierre, Randogne, Lens, Montana, Chermignon, Icogne, Mollens, Martigny Distributeurs d'électricité : SEIC		Cours MINERGIE, Chauffez futé, Apéro-Energie, intervention dans les écoles, Sion-Expo, etc.	
NE	Un centre de conseils cantonal, trois centres de conseils communaux	Conseils par téléphone, entretiens au centre de conseils, analyses sommaires in situ y compris thermographies	Oui	
GE	Centre Info Pro pour Professionnels au ScanE; Service d'information pour le grand public	Conseils par téléphone, email et sur rendez-vous. Hotline pour le programme de subventions	Rencontres d'information mensuelles pour professionnels; périodiques et documentation à disposition; cours divers	Hotline pour le programme de subventions 0800 777 100

23. Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung Conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Kantonale Massnahmen, Angebote im Bereich Information, Aus- und Weiterbildung (ausserhalb Vollzug)	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), Privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Informationsveranstaltungen, Zeitschriften, Messeauftritte, Unterstützung Studiengänge	z.B. Absichten
Ct.	Organisation et nombre de services de conseil	Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie	Mesures cantonales, offres en matière d'information, formation et perfectionnement (en dehors de l'exécution)	Remarques
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. rencontres d'information, périodiques, participations aux expositions, soutien de filières de formation	par ex. intentions
JU	Le Centre cantonal d'information sur les économies d'énergies de Delémont, rattaché au Service des transports et de l'énergie, occupe deux personnes (1,5 EPT)	Le Centre d'information renseigne, conseille, au centre ou par téléphone et courriels, remet de la documentation, réalise des analyses sommaires	Séances d'information, participation à des manifestations (exposition, comptoirs, journées thématiques), à des cours établis; présentation du service dans des lieux publics (centre commerciaux)	Le Service de l'énergie répond de plus en plus aux sollicitations d'organismes divers pour des présentations de la politique énergétique cantonale
FL	Energiefachstelle als zentrale Anlaufstelle für den Bürger bei Energiefragen	Erstberatung für Bauherren, Vorgehensberatung	Organisation von Weiterbildungsveranstaltungen im Energiebereich, Presseartikel, Zusammenarbeit mit Hochschule, Internetauftritt "Energiebündel"	

24. Organisation der kantonalen Energiefachstelle Organisation du Service cantonal de l'énergie

Kt.	Departement	Amt	Anzahl Vollzeitstellen	Personal- und Sachaufwand für kantonale Energiepolitik ohne Budget Förderprogramm (Lohnkosten inkl. Sekretariat, Auszug aus Steuerrechnung)	Budget Förderprogramm
			inkl. Sekretariat	Aufwand für allg. Energiepolitik, Personalaufwand inkl. Sekretariat, Sachaufwand, inkl. allg. Kredit für Information, Aktionen, Weiterbildung, Wasserkraftpolitik etc. ohne Mittel für Sanierung kantonalen Bauten, ohne Budget Förderprogramm	Globalbeitragsberechtigtes Budget (ohne Überträge der Vorjahre)
Ct.	Département	Office	Nombre de postes à plein temps	Frais de personnel et de matériel afférents à la politique énergétique cantonale sans le budget programme d'encouragement (y c. salaires secrétariat, extrait du bordereau d'impôt)	Budget programme d'encouragement
			secrétariat inclus	Frais de polit. énerg. génér., de personnel y c. secrétariat, de matériel y c. crédit génér. pour l'information, actions, perfectionnement, polit. force hydraulique, etc. sans les fonds pour la rénovation des bâtiments cantonaux, sans le budget programme d'encouragement	Budget donnant droit aux contributions globales (sans les reports des exercices précédents)
ZH	Baudirektion	AWEL Amt für Abfall, Wasser, Energie und Luft	11.4	5'000'000*	4'000'000
BE	Direktion für Bau, Verkehr und Energie des Kantons Bern (BVE)	Amt für Umweltkoordination und Energie (AUE)	7.06	13'444'202	12'200'000
LU	Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdepartement	Umwelt und Energie	3	1'169'914	2'705'020
UR	Baudirektion	Amt für Energie	3.4	480'000	600'000
SZ	Baudepartement	Hochbauamt	2	420'000	100'000
OW	Bau- und Raumentwicklungsdepartement	Hoch- und Tiefbauamt: Abteilung Hochbau	0.7	230'000	450'000
NW	Landwirtschafts- und Umweltdirektion	Amt für Wald und Energie	0.4	80'000	490'000
GL	Departement Bau und Umwelt	Abteilung Umweltschutz und Energie	1,3	140'000	730'000
ZG	Baudirektion	Energiefachstelle	0.1	150'000	2'500'000
FR	Direction de l'Economie et de l'Emploi	Service des transports et de l'énergie	4.5		6'000'000
SO	Volkswirtschaftsdepartement	Amt für Wirtschaft und Arbeit	3.9	1'060'000	2'100'000
BS	Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt	Amt für Umwelt und Energie	12	1'700'000	6'000'000
BL	Bau- und Umweltschutzdirektion	Amt für Umweltschutz und Energie	6	1'950'000	4'000'000
SH	Baudepartement	Hochbauamt	2.6	921'400	2'400'000
AR	Departement Bau und Umwelt	Amt für Umwelt	2		720'000
AI	Bau- und Umweltdepartement	Fachstelle Hochbau und Energie	0.4	90'000	150'000
SG	Baudepartement	Amt für Umwelt und Energie	11	1'870'000	2'900'000
GR	Bau-, Verkehrs- und Forstdepartement	Amt für Energie und Verkehr	10	2'500'000	3'000'000
AG	Departement Bau, Verkehr und Umwelt	Fachstelle Energie	8.1	1'425'877	9'470'000
TG	Departement für Inneres und Volkswirtschaft	Abteilung Energie	4.6	1'430'000	12'000'000

24. Organisation der kantonalen Energiefachstelle Organisation du Service cantonal de l'énergie

Kt.	Departement	Amt	Anzahl Vollzeitstellen	Personal- und Sachaufwand für kantonale Energiepolitik ohne Budget Förderprogramm (Lohnkosten inkl. Sekretariat, Auszug aus Steuerrechnung)	Budget Förderprogramm
			inkl. Sekretariat	Aufwand für allg. Energiepolitik, Personalaufwand inkl. Sekretariat, Sachaufwand, inkl. allg. Kredit für Information, Aktionen, Weiterbildung, Wasserkraftpolitik etc. ohne Mittel für Sanierung kantonalen Bauten, ohne Budget Förderprogramm	Globalbeitragsberechtigtes Budget (ohne Überträge der Vorjahre)
Ct.	Département	Office	Nombre de postes à plein temps	Frais de personnel et de matériel afférents à la politique énergétique cantonale sans le budget programme d'encouragement (y c. salaires secrétariat, extrait du bordereau d'impôt)	Budget programme d'encouragement
			secrétariat inclus	Frais de polit. éner. génér., de personnel y c. secrétariat, de matériel y c. crédit génér. pour l'information, actions, perfectionnement, polit. force hydraulique, etc. sans les fonds pour la rénovation des bâtiments cantonaux, sans le budget programme d'encouragement	Budget donnant droit aux contributions globales (sans les reports des exercices précédents)
TI	Dipartimento del territorio	Ufficio dell'aria, del clima e delle energie rinnovabili	4.5	350'000	4'460'000
VD	Département de la sécurité et de l'environnement	Service de l'environnement et de l'énergie	8.6	3'000'000	8'500'000
VS	Département de l'économie, de l'énergie et du territoire	Service de l'énergie et des forces hydrauliques	8**	830'000	4'015'000
NE	Département de la gestion du territoire	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement - domaine énergie	6.8	1'038'198	1'000'000
GE	Direction de la sécurité, de la police et de l'environnement	Service de l'énergie (ScanE)	19.75	2'949'316	6'500'000
JU	Département de l'Environnement et de l'Equipement	Service des transports et de l'énergie	3	500'000	525'000
FL	Wirtschaft	Amt für Volkswirtschaft, Abteilung Energie	2.5		
Total CH					97'515'020

* ohne Tanklager, ohne Abschreibungen und Zinsen

** dont 2 auxiliaires

SuisseEnergie

Office fédéral de l'énergie OFEN, Mühlestrasse 4, CH-3063 Ittigen · Adresse postale: CH-3003 Berne
Tél. 031 322 56 11, Fax 031 323 2500
contact@bfe.admin.ch · www.suisse-energie.ch